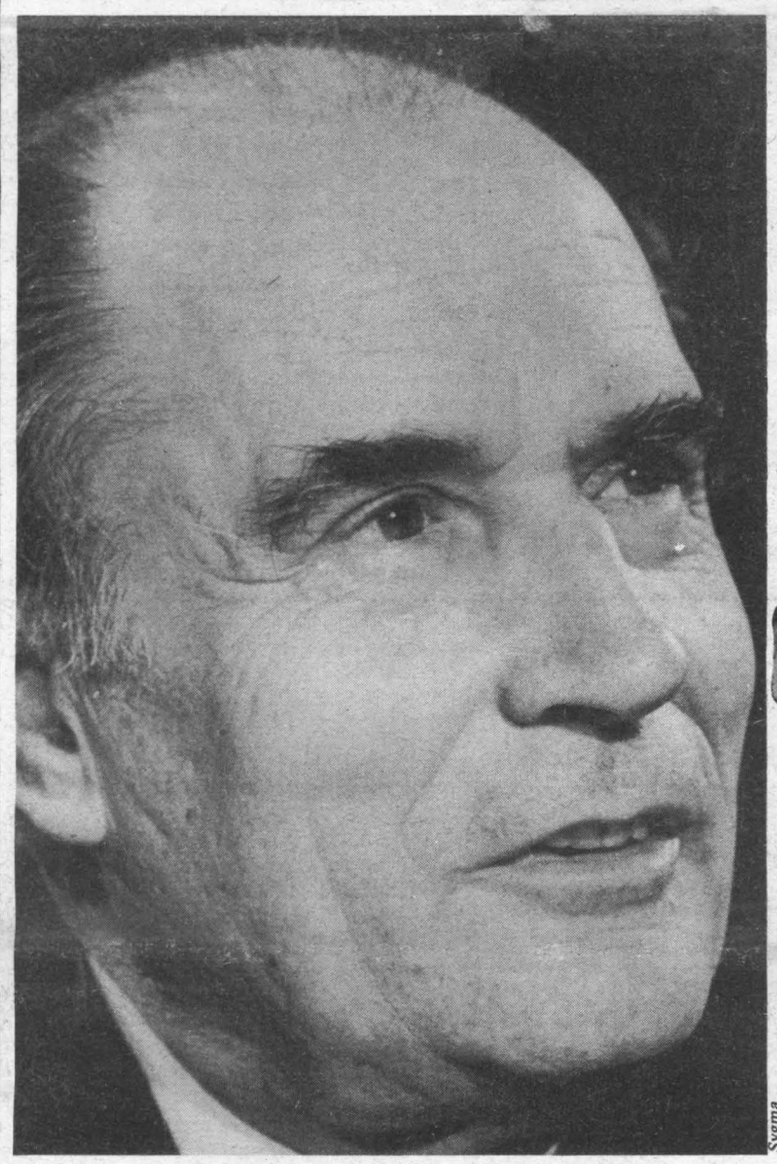
# l'unité

M 2805 - N° 458 - 7 F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 5 mars 1982


## FRANÇOIS MITTERRAND EN ISRAEL

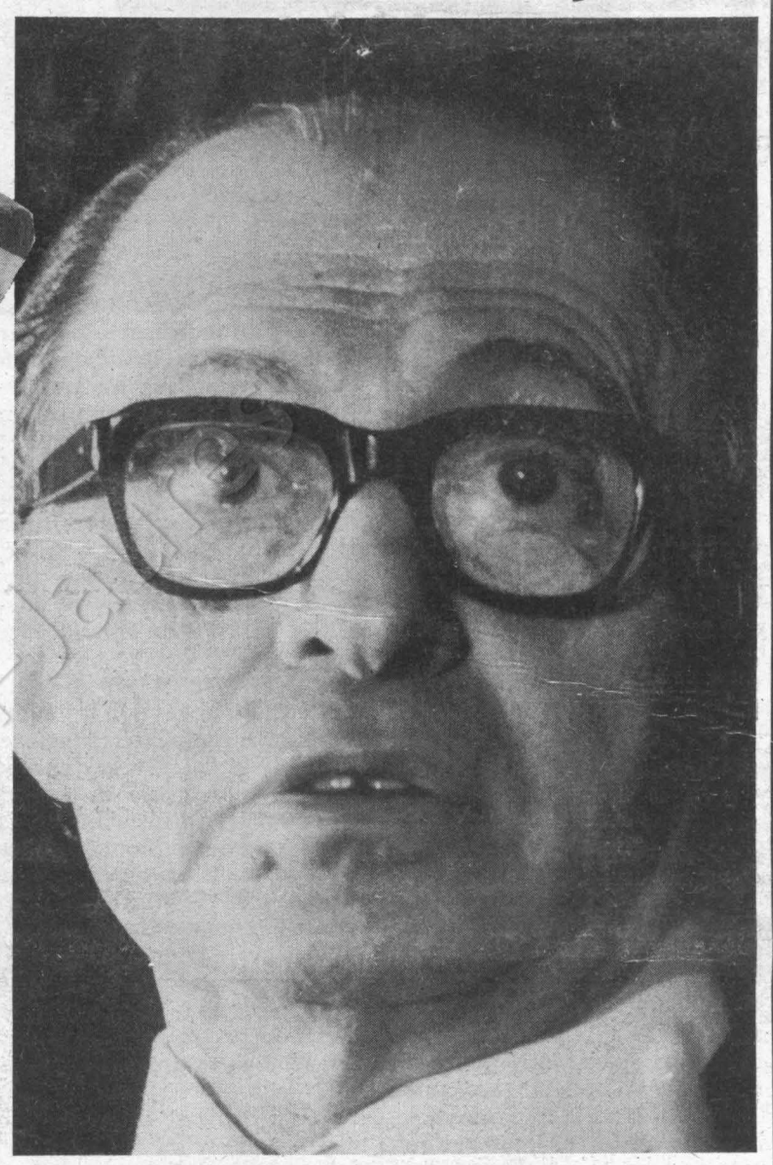
# Pour l'honneur, pour l'avenir,





Sygma

# pour le cœur



## SPECIAL CANTONALES

# Continuons le changement

PAR JEAN POPEREN

CHAQUE fois que les citoyens s'expriment par le moyen du suffrage universel, les socialistes jugent que c'est important. Sur ce point au moins, nous pensons comme Chirac, qu'il n'y a pas de « petite élection ». De plus, nous n'avons pas oublié que, si les victoires du printemps dernier sont le fruit de circonstances diverses, elles dont dues, entre autres, au fait que, patiemment, d'élection en élection, les socialistes se sont enracinés dans le terroir en conquérant des municipalités, des cantons, des conseils généraux. Les socialistes ont besoin d'élargir, de consolider cet enracinement maintenant qu'ils ont la responsabilité de diriger le pays. D'autant plus que les pouvoirs des élus locaux vont se trouver sensiblement élargis du fait de la loi de décentralisation, et notamment ceux des conseillers généraux et des assemblées départementales.

Les politiciens de droite ont, pendant des années, bavardé sur la décentralisation sans la faire. Nous, socialistes, nous aurons les premiers rapproché le Pouvoir des citoyens en confiant aux élus des responsabilités qui appartenaient jusque-là aux préfets, en des domaines qui sont ceux de la vie quotidienne. Ce sont les socialistes qui ont fait la loi de décentralisation : les Français, qui sont gens de bon sens, jugeront sûrement que les socialistes sont les mieux placés pour l'appliquer.

Le bilan de huit mois de pouvoir à direction socialiste est impressionnant. Avec la décentralisation, la loi de nationalisation, qui élargit notablement le secteur public, base d'une grande politique industrielle, constitue le socle du changement. Il fallait commencer par là. Mais, dans le même temps, le nouveau gouvernement a pris toute une série de mesures pour augmenter le pouvoir d'achat des plus défavorisés, améliorer la situation des locataires, restaurer ou élargir les libertés publiques, commencer à réduire le temps de travail en vue de ménager un peu plus le temps de vivre.

Ce rythme exceptionnel de réformes n'aura pas détourné le gouvernement dirigé par les socialistes de marquer des points importants dans la bataille pour le redressement de l'économie française. Non seulement la consommation populaire s'est réanimée, mais, en janvier, la production industrielle a commencé à augmenter, tandis que, pour la première fois depuis de nombreux mois, le nombre des offres d'emploi est en hausse. Or, cette reprise se confirme sans poussée inflationniste, bien au contraire : avec 0,9 % de hausse des prix en novembre, 0,6 % en décembre, 1 % en janvier (qui est traditionnellement un mauvais mois), nous sommes partis pour un taux annuel inférieur à 12 %. Nous n'avons évidemment pas gagné la partie, mais, à l'évidence, le renversement de tendance est bien engagé. Et c'est le fiasco des prévisions catastrophiques de la droite, qui annonçait qu'avec la gauche au pouvoir ce serait l'inflation galopante, la ruine de la France, le marasme de la production. La dernière enquête de l'Insee auprès de plusieurs milliers de ménages montre d'ailleurs que les Français commencent à sortir de leur morosité de naguère.

Naturellement sur ce plan, l'essentiel reste à faire : pour que la reprise s'amplifie, pour que le chômage, qui est en train de se stabiliser, recule, il faut que l'ensemble des chefs d'entreprise s'engagent eux aussi dans ce qui est la bataille de la France, pour la croissance et pour l'emploi. Le vote pour les socialistes les 14 et 21 mars signifiera que c'est cela que les Français veulent. Ils veulent consolider et élargir le changement. Ils veulent que soient accomplies sans tarder les nouvelles réformes prévues pour les prochains mois : réforme de la Sécurité sociale, de la fiscalité, de l'audiovisuel, démocratisation des entreprises, abaissement de l'âge de la retraite.

Le changement est arrivé au printemps 1981. D'abord et surtout par les socialistes. C'est d'abord et surtout grâce à eux qu'il continuera de s'accomplir : le changement raisonnable et méthodique, c'est-à-dire efficace.

Garantie de la démocratie, et les Français, savent qu'avec les socialistes le changement se fera par la voie démocratique dans le respect du pluralisme et dans un esprit de tolérance. C'est de ce point de vue qu'a été appréciée la fermeté du P.s. face au coup de force militaire en Pologne. Et comment aurait-il pu se comporter autrement lui qui avait souligné combien les deux espérances qui s'étaient levées aux deux extrémités de l'Europe, en France et en Pologne, étaient solidaires ?

Les socialistes sont la garantie de la paix. La politique internationale de la France pour laquelle le rôle joué personnellement par François Mitterrand est décisif contribue à donner à la paix des atouts nouveaux : les rencontres Mitterrand-Schmidt et Mitterrand-Pertini-Spadolini ont marqué une communauté de vues de trois des principales puissances européennes : condamnation de l'ingérence de fait de l'U.r.s.s. dans la crise polonaise, nécessité de rétablir l'équilibre des forces entre le bloc soviétique et l'Alliance atlantique, volonté, en même temps, de faire face en commun à la pression financière et monétaire des Etats-Unis.

Avec les socialistes, la France est sur la bonne voie. Allons hardiment partout présenter notre bilan : il est excellent. Ne nous laissons pas impressionner par les criailleries des ci-devant de la défunte république giscardo-chiraquienne. Ils ne font tant de bruit que parce qu'ils enragent de voir que nous tenons nos engagements et que nous sommes en train de réussir.

Il y a quelque chose d'indécent à voir les héritiers de la tradition bonapartiste ou les descendants des grands bourgeois louis-philippards se parer ainsi des couleurs de la liberté. En vérité, ce que la droite appelle liberté c'est qu'elle ait le monopole du pouvoir, c'est qu'il n'y ait pas de frein à l'exploitation du monde du travail. Les Français, eux, savent fort bien que la liberté est à gauche et qu'aujourd'hui ce sont les socialistes qui continuent cette tradition.

Tout cela il faut le dire avec force et le dire dès le 14 mars en n'oubliant pas la leçon de l'élection présidentielle de l'an dernier : c'est au premier tour que se jouent les élections. Certains qui l'avaient oublié ont regretté leur négligence au soir du 17 janvier, lors des législatives partielles. Nous n'avons rien à redouter que la négligence ou l'indifférence d'une partie de la majorité.

Que chaque socialiste se fasse un devoir par son intense activité durant ces dix derniers jours de contribuer à rassembler par une nouvelle et éclatante victoire électorale tous ceux qui font la majorité de la France.

SPECIAL CANTONALES

# Des élections politiques, comme les autres

*Les élections cantonales ont toujours retransmis les grands changements politiques. L'avancée socialiste devrait donc permettre au P.s. d'assumer des responsabilités à la hauteur de son poids électoral*

PAR PIERRE MARTIN

LES élections cantonales de 1982, les premières ayant lieu la gauche étant au pouvoir, ne seront pas des élections cantonales comme les autres. Si, à droite, quelques-uns annoncent attendre la gauche « au tournant », si Bernard Pons appelle de ses vœux un « sursaut », dans l'opposition en général la prudence est toutefois la règle : il y a quelques raisons à cela.

Avant de se préoccuper de savoir comment les électeurs vont « sursauter », il est bon de rappeler quelques-unes des particularités des élections cantonales. Avec en premier lieu une évidence : élections locales, les élections cantonales sont des élections politiques. Les socialistes les ont toujours considérées comme telles et ce n'est pas au moment où grâce à leurs efforts les pouvoirs des conseils généraux vont être accrus qu'ils vont changer d'avis.

Les élections cantonales sont traditionnellement considérées comme des élections de notables. Il est exact que dans les résultats la personnalité des candidats y pèse plus lourd qu'ailleurs. Cependant ces élections sont profondément « partisanes ». Le résultat dépend étroitement — et de plus en plus — de la capacité militante des différentes forces politiques.

Les élections cantonales ont toujours retransmis les grands changements politiques : poussée de la gauche en 1945, poussée gaulliste en 1949, reflux gaulliste en 1955, poussée de la droite jusqu'en 1971, poussée de la gauche socialiste à partir de 1973. Avec la « nationalisation » des partis de gauche et, en réponse, un marquage politique plus évident des candidats de droite, les résultats des élections cantonales ressemblent de plus en plus à ceux des élections législatives. Ce phénomène s'explique par la volonté des socialistes d'être présents partout et de démasquer le prétendu apolitisme des notables de droite. Pratiquant une présence systématique au premier tour — il n'y aura que seize cantons où le P.s. ne présente ou ne soutient pas de candidat le 11 mars — et l'union de la gauche au second tour, les socialistes ont fait des élections cantonales de 1976 et 1979 de « vraies élections » où la volonté de changement des Français a pu s'exprimer.

Le rappel des résultats des cantonales de 1976 et 1979 et des législatives de 1978 est instructif *(voir tableau 1)*. Si la droite obtient d'une élection à l'autre des résultats semblables, l'absence de petits candidats de gauche et d'écologistes bénéficie lors des cantonales aux grandes formations de gauche. Aux législatives de 1978 la dispersion de ses voix explique le « mauvais score » du premier tour. Et sa division... celui du second.

Mais en 1976 et 1979, il n'y a pas eu de « dispersion » au premier tour. Celui-ci fut donc « bon » et la mobilisation de l'électorat pour le second tour fut facilitée.

Par quel tour de passe-passe paradoxal dans un système électoral majoritaire la gauche avec plus de 52 % des suffrages s'est elle retrouvée avec une minorité de conseillers généraux et une minorité de présidences de conseil général (43 sur 96 : 30 P.s., 8 M.r.g., 5 P.c.) ? C'est grâce à un découpage électoral qui avait pour effet de sous-représenter scandaleusement les salariés vivant dans les banlieues des grandes agglomérations au profit des centre-villes bourgeois et des régions rurales dépeuplées. Il suffit de rappeler que le conseiller général socialiste de Grand-Couronne représentait 45 000 électeurs alors que dans le même département de Seine-Maritime le conseiller général de droite de Rouen I représentait 3 800 électeurs pour comprendre la manipulation.

En 1981 avec l'arrivée de la gauche au pouvoir, la majorité sociologique est devenue la majorité politique. Pour que cette majorité puisse s'exprimer également aux élections cantonales, fallait-il encore remédier à ces scandaleuses inégalités de représentation. Ce qui a été fait grâce au redécoupage effectué au nom du gouvernement par le ministre de l'Intérieur Gaston Defferre et approuvé par le Conseil d'Etat. Ce redécoupage aura pour effet non seulement de moraliser ce type d'élection, mais de permettre un fonctionnement plus efficace des assemblées départementales.

Le 14 au soir le grand jeu des comparaisons commencera ; et les « opérations estimations » prévues par différentes radios n'y seront pas pour rien. Il est plus simple en effet de commenter un pourcentage unique que de longues séries de noms, ceux des élus. La vraie comparaison ne pourra être établie qu'avec les cantonales de 1976 : ce sont les élus de cette année-là qui se retrouvent devant le suffrage universel.

*FRANCE METROPOLITAINE (MOINS PARIS QUI NE VOTE PAS AUX CANTONALES)*

| | *Cantonales 76* | *Cantonales 79* | *Législatives 78* |
|---|---|---|---|
| *P.S. - M.r.g.* | *28,9* | *28,8* | *25,2* |
| *P.c.* | *22,8* | *22,5* | *20,9* |
| *autres gauche et écologistes* | *0,7* | *1,4* | *6,7* |
| *Droite* | *47,6* | *47,3* | *47,2* |




***Bernard Pons.***

Par rapport à 1976 on devrait enregistrer ce que l'on a appelé le rééquilibrage au sein de la gauche mesuré en juin 1981. On l'a vu, l'absence de petits candidats de gauche et d'écologistes, la présence sur le terrain d'élus et de militants connus, permettent au P.c. de « faire mieux » aux cantonales qu'aux législatives. Mécaniquement cela devrait lui permettre d'espérer atteindre environ 17 % des suffrages exprimés. Mais il y a eu la Pologne. C'est par rapport à ce chiffre de 17 % plutôt qu'aux 22 % de 1976 que l'on pourra mesurer ce que les journalistes appellent « l'effet Jaruzelski ». Quant au P.s. il devrait enregistrer, au moins en partie, la progression des législatives de 1981. Le chiffre d'alors (36 %) était exceptionnel et jamais aux élections cantonales depuis 1945 un parti n'a réussi à dépasser à lui seul la barre des 30 % ; mais impossible n'est pas socialiste...

Cependant, il faut bien avoir conscience que les mouvements politiques nationaux se retransmettent avec de grandes inégalités au niveau local. L'orientation politique des municipalités, la présence d'élus actifs et de militants entreprenants se retransmet très fortement dans les résultats des cantonales. C'est pourquoi vouloir déduire simplement les résultats des cantonales de ceux obtenus dans un canton par tel ou tel parti lors des élections nationales est risqué. Ce serait oublier le poids des réalités politiques locales.

Le rééquilibrage provoqué par le découpage et les gains en voix par rapport à 1976 permettent d'espérer, pour le P.s. une progression en sièges qui se répercutera en terme de présidences de conseils généraux.

Principalement dans trois zones géographiques : l'Est franc-comtois et lorrain (Jura, Doubs, Vosges, Meurthe-et-Moselle), la bordure de l'Ouest, des Charentes à l'Eure, et une bande allant de la Seine-Maritime aux Ardennes. Il s'agit de régions où les dernières législatives ont marqué une progression spectaculaire. L'incertitude due à la « nouveauté » ne doit pas empêcher d'espérer des gains significatifs. Mesurée en présidences de conseils généraux l'avancée socialiste permettra, dans les provinces tout comme en région parisienne, que le P.s. assume des responsabilités à la hauteur de son poids électoral.

# Somme : un cacique "traître" en danger

PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

***(de notre envoyée spéciale)***

UN conseil général prêt à basculer à gauche, une haute figure de la droite en danger de perdre son siège : la Somme, jusqu'à aujourd'hui soumise à la férule de Max Lejeune, rencontre à l'occasion des élections cantonales une chance de sortir d'une situation particulièrement peu enviable.

Vingt-trois cantons renouvelables sur quarante-quatre jusqu'alors divisés également entre la droite et la gauche : l'assemblée départementale présidée par Max Lejeune au bénéfice de l'âge risque selon toute vraisemblance de changer de main, les socialistes rééquilibrant leur force vis-à-vis des communistes qui détiennent pour l'instant deux sièges de plus. Cette évolution ne serait après tout que justice, ramenant dans le giron socialiste un département perdu en 1973, avec la trahison de Max Lejeune que l'union de la gauche rejeta, avec ses amis, dans les rangs de la droite.

A son bilan, cette équipe n'inscrit guère que des résultats négatifs, sous-emploi, pauvreté, fuite des jeunes, isolement... Son chef et la gestion d'Abbeville, ville dont il est maire, en sont les parfaits symboles. Le cumul de tous les mandats électifs, le pouvoir personnel d'un homme âgé de soixante-douze ans qui a toujours refusé, par méfiance, de s'entourer de personnalités compétentes, cette féodalité en exercice depuis la Libération, ont conduit le département, et Abbeville en particulier, au bord du sous-développement. Quelques exemples entre cent de cette incurie : l'aide sociale inexistante à Abbeville ; les transports scolaires oubliant les élèves des quartiers éloignés ; une rocade construite à grand frais et en pure perte puisque l'autoroute tant attendue qui reliera Abbeville à Boulogne, Amiens et Paris passera beaucoup plus au nord que prévu ; aucun réseau de transport public, ce qui n'a pas empêché le maire de permettre la construction d'énormes abribus ; « des abri-pub, plutôt », commente avec ironie Guy Dovergne.

Guy Dovergne est le candidat socialiste qui se présente contre Max Lejeune dans le canton d'Abbeville-Sud. Un franc-parler picard, un œil bleu qui rigole derrière de grosses lunettes, le maire de Mareuil-Caubert - surnommé « Popof » par ses élèves en raison de la vieille voiture poussive qu'il avait à ses débuts, en 1958 — se montre résolument optimiste. « Le vieux Max est très touché par les critiques sur ses cumuls et surtout « épiné » qu'on parle de « sa » ville, qui lui appartient de droit divin. C'est vrai, il a reconstruit Abbeville, mais on ne va pas en parler jusqu'à l'an 2 000... Il a chloroformé toute la région. Mais il a été trop absent, on ne le voit jamais et les gens en ont assez, surtout dans ce canton qui a une orientation de gauche et qu'il n'a conservé que sur sa personnalité. »

Effectivement, la gauche est nettement majoritaire à Abbeville, surtout dans le sud. Mais, pour avoir une chance de battre Max Lejeune, Guy Dovergne doit d'abord passer sa concurrente communiste, ancienne député, bien implantée elle aussi.

Les socialistes entretiennent de bons espoirs de l'emporter dans d'autres cantons, souvent au nom de l'efficacité contre des candidats qui ont fait la preuve de leur absence sur le terrain et de leur manque de dynamisme. L'héritage qu'ils lèguent est lourd du drame économique qui pèse sur le département. D'abord parce que, comme dans bien d'autres régions du Nord et de l'Est, les frères Dalton sont passés par là. A Amiens par exemple où les Willot ont licencié six cent vingt personnes il y a un an dans l'entreprise Cosserat ; l'usine fabrique du velours extensible de qualité et aurait pu se placer sur un marché qui reste porteur mais l'absence d'investissements lui vaut aujourd'hui un important chômage partiel.

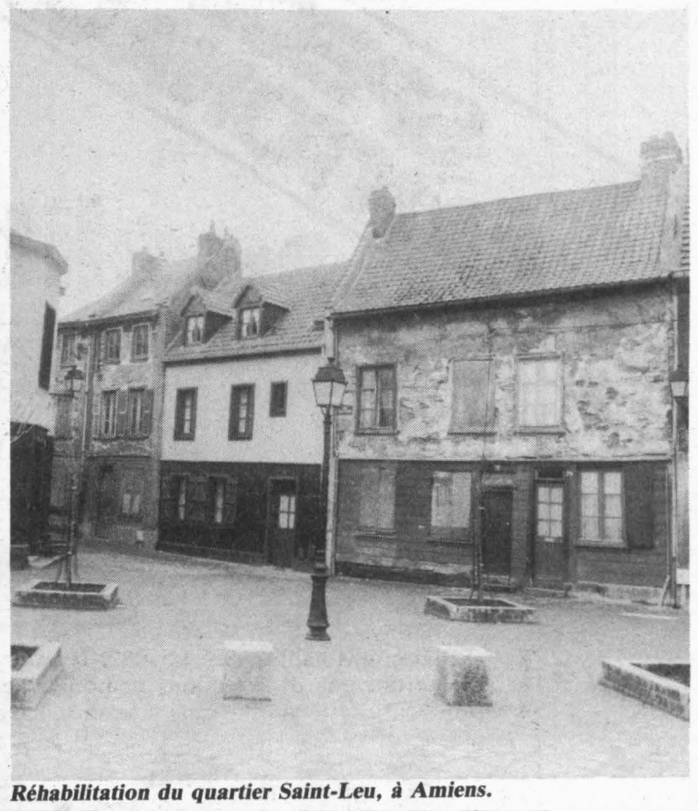
A Candas, dans le canton de Bernaville, le scénario est plus scandaleux encore : le



*Guy Dovergne.*



*Max Lejeune avec Guy Mollet du temps où il appartenait à la S.f.i.o.*

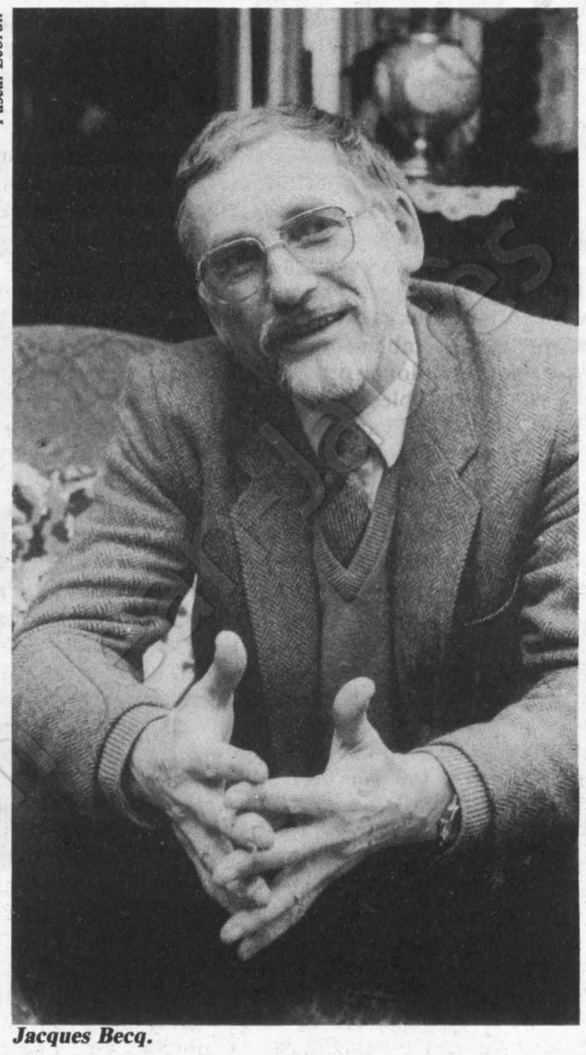


*Réhabilitation du quartier Saint-Leu, à Amiens.*

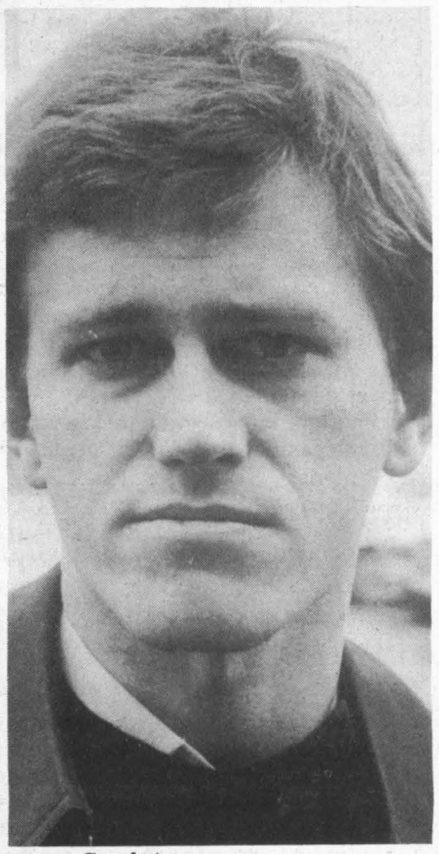



*L'usine Cosserat, à Amiens.*

Pascal Lebrun



*Jacques Becq.*



*Pierre Caucheteux.*

# Limours: le poumon de l'Essonne doit rester rural

groupe des frères Willot a fermé l'usine après l'avoir rachetée, malgré un carnet de commandes garni pour un an. A la perte de deux cents emplois — tous de la main-d'œuvre locale — s'est ajouté la perte de la taxe professionnelle pour la commune obligée du même coup d'emprunter pour faire face à ses dépenses de fonctionnement. « Mon canton a ainsi perdu plus de la moitié de ses emplois industriels ; il n'en reste plus que cent cinquante mille aujourd'hui : une activité réduite à sa plus simple expression », constate tristement Jacques Becq. Cet ancien instituteur, député socialiste depuis les dernières législatives, se heurte à une réélection difficile. Il avait gagné son siège de conseiller général en 1976 grâce à une triangulaire, avec seulement vingt-deux voix d'avance. Invalidé, il fut réélu au premier tour, battant la deuxième personnalité du département. Son concurrent le plus dangereux est un R.p.r., Joël Hart, principal du collège de Bernaville nommé il y a deux ans après une promotion éclair et ce directement par le ministère, sans que l'académie ait eu son mot à dire. Dans ce canton rural à la population vieillissante, le vote serait plutôt à droite mais Jacques Becq compte, pour l'emporter, sur son travail et sur sa bonne connaissance de la population. Le fait d'être député de la nouvelle majorité peut aussi le servir : il remarque que sa tournée dans les villages dure aujourd'hui deux fois plus longtemps qu'en 1976 et que l'action gouvernementale est encore peu critiquée.

Parmi ses objectifs, favoriser l'implantation d'industries agroalimentaires. « Bonduelle et Flodor font la pluie et le beau temps dans le département et il n'y a rien par ici ni à l'ouest. »

Le tissu industriel de la Somme est particulièrement faible, avec son textile sinistré et sa machine-outil déficitaire, que le précédent gouvernement souhaitait abandonner à son triste sort bien qu'elle soit indispensable à l'économie nationale. Quant au tourisme, il a été laissé en friche par le conseil général. Pourtant, ses potentialités sont grandes, grâce à la côte et à la vallée de la Somme. Son éco-système, très complexe et très riche, est reconnu mondialement et, malgré les attaques répétées de la pollution, il peut encore être sauvé. « On trouve à Mareuil des plantes uniques et je souhaite implanter ici un centre d'études de l'environnement basé sur une réserve botanique », raconte Guy Dovergne, défenseur de la vallée depuis quinze ans, jusqu'ici peu écouté.

Conséquence de cette gestion incapable, la Somme fait figure de lanterne rouge dans bien des domaines : le salaire annuel moyen y est de 16 % inférieur à la moyenne nationale, ce qui a provoqué le départ de la main-d'œuvre qualifiée vers Lille et surtout Paris. Le retard scolaire et l'insuffisance de la formation des jeunes creusent l'écart. La mortalité infantile est supérieure d'un tiers à la moyenne nationale ; la population vieillit rapidement et les conditions d'habitat sont particulièrement déplorables. « 65 % des logements sont en-dessous des normes de confort », explique Pierre Caucheteux, candidat socialiste dans un des trois cantons renouvelables d'Amiens dont les sortants sont tous communistes. Dans son canton, l'habitat vétuste des petites maisons ouvrières, construites au temps où Amiens était la capitale du velours, voisine avec de grands ensembles sinistres où l'O.p.a.c., dirigé par la droite, continue à promouvoir une politique de ségrégation. « Des quartiers entiers de la ville appellent d'importants crédits de réhabilitation, aussi bien dans l'ancien que dans le moderne. Dans ce domaine, tout reste à faire » commente Pierre Caucheteux.

Les socialistes, s'ils gagnent la présidence du conseil général, ont donc du pain sur la planche pour sortir le département de la crise où il s'est enlisé. Conscients de ce handicap, ils ont publié un plan de développement où, dans tous les domaines — équipement, transport, réindustrialisation, agriculture, aménagement touristique... — ils proposent des objectifs ambitieux. Pour que la décentralisation, ici, ne soit pas un vain mot. ●

PAR MARIE-JOSE BERNARDOT

AU sud de l'Essonne le canton de Limours (15 000 habitants) est un peu le poumon de ce département très urbanisé et industrialisé dans sa moitié nord : un canton à vocation agricole marquée avec une centaine d'exploitations réparties sur plus de six mille hectares. Cette prédominance rurale n'a pas empêché le P.s. de progresser très fortement. Candidat aux cantonales de 1976, Bernard Vancampen — qui porte à nouveau les couleurs du P.s. — obtenait à l'époque 21,8 % des voix. En mai 1981, François Mitterrand rassemblait au 1er tour 28 % des suffrages... et lors de l'élection législative de juin 1981, Yves Tavernier était élu député avec 38 % des voix au premier tour ! Bernard Vancampen, 45 ans, technicien au Centre d'études nucléaires de Saclay, a donc toutes les chances de remplacer Robert Beauparrain, conseiller général sortant, élu en 1976 sous étiquette « apolitique ». La droite se présente en ordre très dispersé. Trois candidats en tout. Le conseiller général sortant se représente avec cette fois l'étiquette U.d.f. Le R.p.r. présente Raymond Hugonet, ancien maire de Limours (battu en 1977). Troisième larron : Gabriel Lesté-Lasserre, maire-adjoint de Fontenay-les-Briis avec l'investiture du Centre national des indépendants.

Commentaire du candidat socialiste : « L'opposition ne pouvait soutenir Beauparrain qui n'a rigoureusement rien fait de son mandat de conseiller général. Ni compte rendu de mandat ni réunions avec les élus locaux. C'est un notable que l'on n'a jamais vu sur le terrain lors des luttes sur l'emploi et le cadre de vie... »

A gauche, deux autres candidats. Celui du P.c. Jean-Michel Dupouy, maire de Gometz-le-Châtel, et un candidat soutenu par le M.r.g., Georges Dortet, 71 ans, maire de Fontenay-les-Briis. « C'est un vieux routier de la politique qui se présente chaque fois qu'il s'agit de mettre des bâtons dans les roues du P.s. », affirme Bernard Vancampen.

C'est d'ailleurs le seul canton — sur les dix-huit que compte l'Essonne — où le M.r.g. est présent. En 1977, Georges Dortet s'était présenté à l'élection municipale de Fontenay contre la liste d'union de la gauche... Et ce « défenseur de l'environnement » n'a pas hésité à créer à son nom une casse de voitures dans sa commune.

Entré au P.s. en 1974, Bernard Vancampen, membre de la commission exécutive de la Fédération de l'Essonne, est aussi militant syndical et animateur de mouvements associatifs.

Il est technicien supérieur au Centre nucléaire de Saclay. C'est un atout dans un canton où les travailleurs de la recherche, très nombreux dans l'Essonne, constituent

*(suite en page 4)*

SPECIAL CANTONALES

DIPAPACÉQUOI




# par Piem

*LE père ouvrit la porte des cantonales et prenant son fils par la main ils s'en allaient voir dehors si la France y était.*

*Elle y était, bien à sa place dans le monde et bien dans sa peau au beau milieu des criailleries bien naturelles des anciens propriétaires déchus.*

*Le père tirant le fils, le fils tirant le père ils marchèrent chacun prenant à son tour l'initiative du mouvement.*

*C'était sur la nouvelle route de Compostelle, le pèlerinage à Chamalières le saint lieu de la nouvelle croisade.*

*La route, bordée de Chant du départ, s'étirait scintillante comme un diamant, quelques vieilles particules de noblesse usurpée flottaient dans l'air vif de mars.*

*Ils rencontrèrent en chemin d'autres groupes de pèlerins qui se dirigeaient en psalmodiant dans la même direction. Certains égrenaient un chapelet de longues plaintes qui faisaient monter les larmes aux yeux de l'enfant, tant la tristesse en était profonde.*

*— Papa c'est du grégorien ?*

*— Non c'est du giscardien répondit le père qui était incollable sur la lithurgie des nantis.*

*Au carrefour des rancœurs ils s'arrêtèrent un instant pour voir passer les rois mages de la haute finance, qui avaient confondu dans leur désarroi, Chamalières avec Béthleem ; il faut dire que leur étoile s'étant ternie ils marchaient un peu à l'aveuglette.*

*Arrivés dans les faubourgs de Clermont-Ferrand ils interrogèrent quelques bergers qui faisaient de la figuration aux frais de l'U.d.f.*

*« Un sauveur nous est rené disent-ils allez ! Il vous attend dans l'étable de son canton. »*

*Compostelle Bethleem même combat.*

*L'enfant profondément ému serra plus fortement la grosse main de son père. Le Puy de Dôme déguisé en puits d'amour faisait les yeux doux.*

*Ils arrivèrent à Chamalières, une foule peu nombreuse déjà ne s'y pressait pas. Lecanuet lui-même était absent.*

*L'étable de luxe, quatre étoiles et trois Toques était au bout du chemin.*

*L'enfant Giscard reposait. Le canton retenait son souffle.*

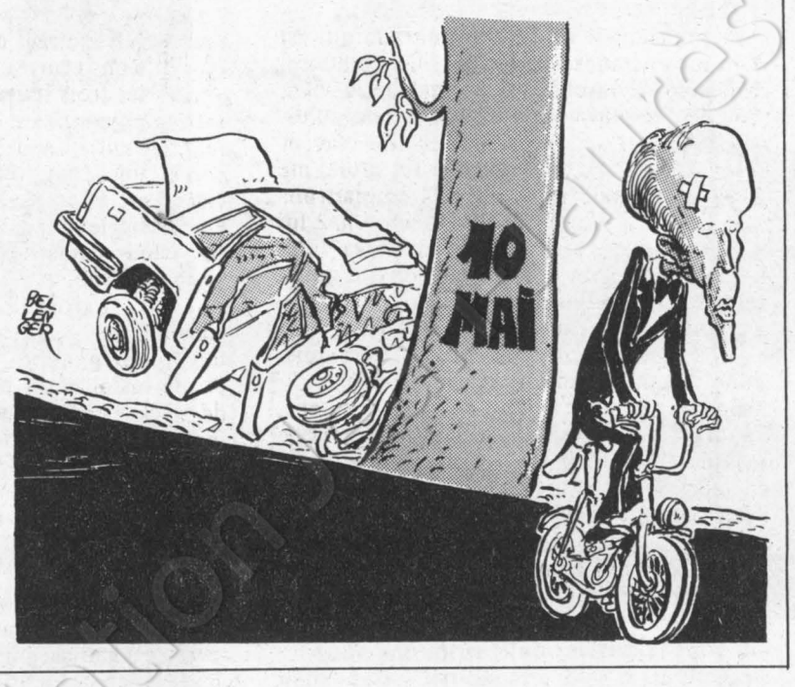
*Des urnes remplis d'encens entouraient la crèche. Le parfum entêtant des rancunes rancies emplissaient l'atmosphère alentour.*

*Le père et son fils s'approchèrent avec un respect mitigé.*

*— Dis papa j'ai déjà vu cette tête-là quelque part.*

*« Silence dans la crèche, hurle un ancien du Sac, réquisitionné pour faire l'âne, un peu de respect envers Giscard le nouveau cantonnier de la voie sacrée. »*

*Le père déposa son bulletin dans l'urne puis ils prirent le chemin du retour. Rentré chez eux, Chirac les attendait. Ils lui racontèrent l'odyssée, il paraît qu'il en rigole encore.*




# Ermont: l'urbanisme axe principal de la campagne

DEPUIS juin 1981 tous les députés du Val-d'Oise sont de gauche (quatre socialistes et un communiste) mais le conseil général est encore aux mains de la droite. Les prochaines élections cantonales vont rectifier l'anachronisme. Cinq ou six cantons devraient passer à la gauche. Le canton d'Ermont est l'un de ceux-là.

Ici l'élection cantonale prend des allures de municipales. C'est que cette ville de 26 000 habitants se confond avec le canton. C'est aussi que le conseiller général sortant, Jacques Berthod, candidat unique de la droite, est le maire d'Ermont. « C'est un giscardien bon teint mais sans carte de l'U.d.f., explique Jean-Louis Fortier, ingénieur à C.i.i.-Honeywell Bull et candidat socialiste. Il joue sur la notabilité. Il a effectué des investissements locaux importants mais sans politique définie : les technocrates de la préfecture décidaient pour lui. » L'urbanisme est en effet l'axe principal de la campagne socialiste. Le village de 1945 est devenu la quatrième ville du département et la croissance reste très forte : 26 000 habitants aujourd'hui, 28 000 l'an prochain quand la Z.u.p. en construction se sera peuplée. Le centre ville est devenu un gigantesque carrefour : des voies de grande circulation et des ponts de longue portée découpent la ville en morceaux. « La commune s'est dispersée comme une banlieue, note Jean-Louis Fortier. La ville n'a plus d'unité, on ne sait pas où l'on est. »

Le programme socialiste, c'est au contraire de recréer un véritable centre-ville autour de commerces et d'équipements sociaux.

Autre projet socialiste : créer un centre culturel d'intérêt régional à la nouvelle Z.u.p. (construite à cheval sur trois cantons) et rompre avec la politique culturelle au coup par coup de l'actuelle équipe municipale.

## *Rééquilibrage au sein de la gauche*

Mais si la droite s'est unie autour du conseiller général sortant, la gauche est présente à travers ses deux sensibilités principales. Le candidat du P.c., Jacques Charansonnet, s'est fréquemment trouvé en tête de la gauche : et en 1976 comme en 1977 il a été battu par le maire d'Ermont.

L'élection cantonale illustre clairement que le rééquilibrage au sein de la gauche est ici — comme ailleurs — la clé de la victoire. De 1945 à 1977 le P.c. a toujours été en tête de la gauche sur le canton... et la droite a toujours gagné. En revanche, depuis 1978, le rapport des forces à gauche a changé... et la gauche a pu l'emporter. Dès les présidentielles de 1974, Mitterrand obtenait la majorité sur le canton avec 50,78 % des voix. Mais en 1976 et en 1977, la droite l'emportait contre la gauche représentée par le candidat P.c. au 2e tour. En 1978 en revanche, le socialiste obtenait 50,96 % des voix. Accélération de l'histoire en mai et juin 1981 : 55,28 % des voix pour François Mitterrand et 56,2 % pour le candidat socialiste aux législatives de juin. Législatives qui ont vu (aussi) se creuser l'écart entre P.s. (36 % des voix au 1er tour) et P.c. (16,47 % des voix). M.-J. B.

●

*(suite de la page 3)*

la majorité des nouvelles couches de la population. C.n.r.s., faculté d'Orsay, Centre d'études atomiques, centres de recherches de la C.g.e., Polytechnique : aux Assises de la recherche, le sud de la région parisienne représentait à lui seul environ la moitié des effectifs de la recherche en France...

Préserver le caractère rural de ce canton tout en développant le logement social pour accueillir les nouveaux habitants, c'est l'un des enjeux politiques de l'élection cantonale. « Il y a actuellement une forte pression de la spéculation foncière sur ce canton resté à dominante rurale, estime Bernard Vancampen. Depuis dix ans, le département a été livré aux promoteurs qui y ont fait n'importe quoi. »

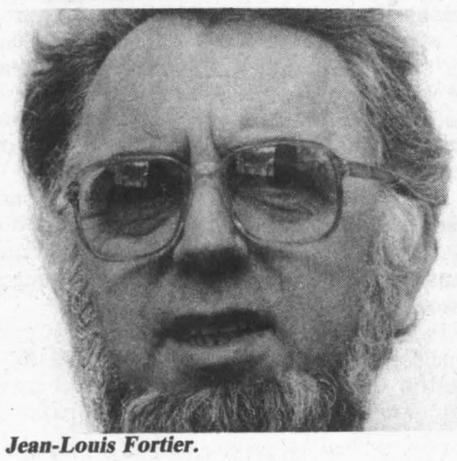
Quatre autres priorités défendues par le candidat socialiste :

• préserver les emplois existants et en créer de nouveaux. (Déjà l'intervention des militants socialistes en juin a permis de bloquer quarante licenciements prévus à la Comelin, une usine du groupe Matra) ;

• défendre la qualité du cadre de vie. Les socialistes veulent éviter la création de décharges d'ordures ménagères (deux sont en projet). Ils veulent aussi organiser la concertation sur le tracé du futur T.g.v. Atlantique ;

• organiser des transports en commun : actuellement il n'existe dans ce canton aucune alternative à l'automobile.

• développer l'information sur l'action du conseil général en direction des élus et de la population.



Pascal Lebrun

*Jean-Louis Fortier.*

# Rôle et pouvoir du conseil général

## *A l'occasion des élections le P.s. a publié un manifeste qui rappelle les attributions du conseil général*

L'ACTION du conseil général n'a cessé d'évoluer dans le sens d'une plus grande implication dans les affaires du département. Répondant à l'évolution des besoins de la société française, certains conseils généraux, en particulier socialistes, ayant la volonté d'utiliser toutes les ressources de la loi de 1871, ont su étendre leur domaine d'intervention. Récemment, à deux reprises, en 1971 et 1976, des textes réglementaires ont reconnu cet élargissement des attributions du conseil général.

Hormis les attributions nouvelles du département en matière économique, la loi de décentralisation renvoie à un texte à venir la répartition des compétences entre l'Etat, région, département et commune. Il faut donc pour l'instant s'en tenir à l'analyse des tâches exercées actuellement par les conseils généraux.

Acte politique essentiel de la vie d'une assemblée, le vote du budget engage toute l'action du département. On comprend que beaucoup de conseillers généraux n'ont pas voulu se contenter du budget préparé et présenté par le préfet ; ils ont mis en œuvre une élaboration conjointe avec les services et obtenu une session extraordinaire d'orientation afin que le budget représente vraiment la volonté des élus. Rappelons que sa part dans les dépenses civiles de la Nation est considérable : 1/4 des dépenses d'équipement.

**L'ACTION SANITAIRE ET SOCIALE** représente la partie la plus importante du budget départemental (souvent plus de la moitié) mais elle constitue pour une grande part un budget de transfert dont les ressources proviennent réellement de l'Etat et des communes. Elle couvre notamment les besoins de la population pour :

— l'équipement sanitaire et social ;

— l'hygiène publique et sociale (psychiatrie, alcoolisme) ;

— l'aide à la famille (protection maternelle et infantile, planning familial, centres de l'enfance...) ;

— les structures d'accueil pour handicapés ;

— les frais de maintien à domicile et de maisons de cure pour les personnes âgées.

**LE BUDGET DE L'EQUIPEMENT** constitue le deuxième secteur d'intervention des départements, parfois le premier en charge nette et touche par exemple :

— la modernisation et l'entretien du réseau routier départemental ;

— l'entretien du réseau fluvial ;

— l'aménagement et l'urbanisme ;

— la construction et l'entretien des bâtiments et espaces verts départementaux.

**L'AGRICULTURE ET L'AMENAGEMENT RURAL** constituent souvent un secteur important d'intervention des conseils généraux :

— participation financière à des services publics (direction des services vétérinaires, instituts de recherche et de pathologie) ;

— aide aux communes pour l'amélioration des structures (remembrement, hydraulique agricole, électrification rurale) ;

— aide aux associations de développement ou de promotion.

**DANS LE DOMAINE SCOLAIRE** le département assume les charges des écoles normales d'instituteurs. Il intervient dans :

— la construction ou l'aménagement de nombreux équipements scolaires (gestion du fonds scolaire départemental) ou sportifs ;

— la programmation des crédits d'Etat pour les établissements du premier degré ;

— les transports scolaires ;

— les actions de formation professionnelle ;

— l'atribution des aides financières aux scolaires et étudiants (bourses, prêts d'honneur, secours exceptionnels d'études...).

Le département consacre des sommes non négligeables pour aider les communes à remplir leur mission et permettre la vie associative et culturelle. Pour les associations socio-éducatives, culturelles et sportives, la subvention du département constitue souvent le seul moyen de boucler le budget difficile.

**LE PERSONNEL DEPARTEMENTAL** représente un effectif important, les administrations d'Etat ayant eu souvent recours au recrutement départemental pour pallier les insuffisances de leur propre recrutement. Le nombre et la nature des **services publics départementaux** varient considérablement suivant les départements : service départemental d'incendie et de secours, régie départementale de transport, assistance technique à l'exploitation des stations d'épuration, etc.

Cette énumération — qui voulait seulement témoigner de la diversité et de l'étendue des tâches des conseils généraux — ne pouvait être exhaustive. Il aurait fallu parler aussi des aides en matière de développement économique, en matière touristique (gîtes ruraux, campings...).

La difficulté qu'ont toujours rencontrée les conseils généraux a été l'insuffisante définition d'une ligne politique capable d'orienter leur action. Le fait que le préfet soit chargé de préparer et de présenter le budget n'y contribuait guère. Pourtant certains conseils généraux, le plus souvent à majorité socialiste, se sont efforcés de planifier leurs interventions et d'y introduire la notion de solidarité intercommunale.

S'agissant de planification, rappelons que le conseil général est consulté sur les priorités du plan : éducation et formation, santé, équipement social, culturel, administratif, aménagement du milieu naturel, aménagement urbain, développement économique, logement et recherche.

Quant à la solidarité, certaines assemblées départementales se sont efforcées de redistribuer les ressources prélevées sur l'ensemble des contribuables du département au profit des communes et des zones les plus défavorisées. Parce qu'ils sont plus proches de la réalité quotidienne des communes, les conseillers généraux doivent veiller, et ils sont les seuls à pouvoir le faire, à ce que toutes les parties du département soient prises en compte. Du fait de leur connaissance précise des réalités locales, ils sont aussi les mieux à même de défendre certaines particularités.

La loi de décentralisation donne plus qu'un nouvel élan au conseil général. Elle va modifier profondément le caractère de l'institution départementale et ses capacités d'intervention du fait que son président devient l'organe exécutif du département. C'est un véritable bouleversement qui va se réaliser en deux temps : dès avril 1982, par la mise en place de l'exécutif et en 1983 par la promulgation de la loi sur le transfert des compétences.

**LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL** reprend les attributions auparavant dévolues au préfet : il prépare et exécute les délibérations du conseil général ; il est l'ordonnateur des dépenses du département et prescrit l'exécution des recettes départementales qui ne sont pas administrées par les services de l'Etat. Par la convention passée entre lui-même et le commissaire de la République, dans un délai de quatre mois à compter de la promulgation de la loi, il devient le chef hiérarchique de tous les services départementaux, ce qui revient à mettre à sa disposition un potentiel de travail très important.

La coordination entre l'action des services départementaux et celle des services de l'Etat dans le département est assurée conjointement par le président du conseil général et le représentant de l'Etat, le commissaire de la République.

Le **Président** et les **Vice-Présidents** (de 4 à 10) forment le **bureau** du conseil général. Les vice-présidents pourront recevoir des délégations du président, et aussi se voir confier la responsabilité de l'animation d'un secteur particulier. En fait, le fonctionnement du conseil général va s'apparenter à celui du conseil municipal.

Sans attendre la loi sur les compétences, le président du conseil général pourra disposer, en tant que de besoin, des services extérieurs de l'Etat pour la préparation et l'exécution des délibérations du conseil général. Pour ne pas désorganiser les services pendant cette période transitoire, il est convenu que les attributions respectives de l'Etat et du conseil général seront maintenues à leurs niveaux antérieurs.

A l'issue du processus de décentralisation, le conseil général pourra donc agir librement, sans tutelle, sous réserve, bien sûr, de respecter la loi y compris le plan. Du pouvoir ainsi donné, il y aura de bons et de moins bons usages. Il faut accepter le risque de quelques disparités, mais il est nécessaire de prévoir que puissent entrer en jeu des facteurs d'équilibre.

**LA PARTICIPATION DES CITOYENS:** Une véritable décentralisation ne passe pas seulement par l'organisation des pouvoirs entre les collectivités. Un des objectifs poursuivis est aussi de permettre au citoyen de mieux comprendre les décisions publiques, d'y être associé, et de mieux discerner la responsabilité des élus.

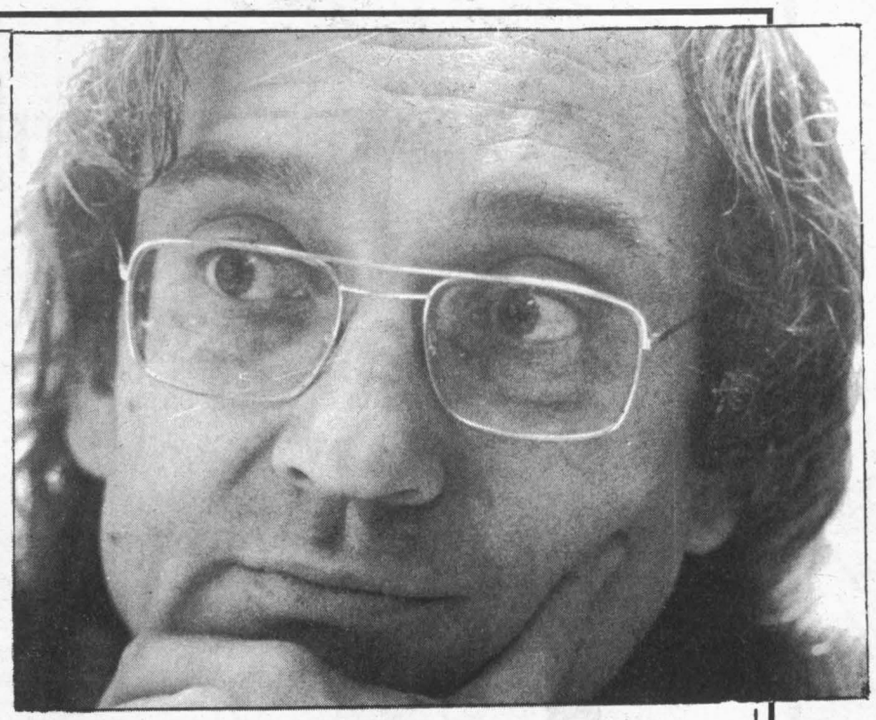
**LA RESPONSABILITE ACCRUE DES ELUS.** Le processus de réforme place les élus au centre du dispositif, ce qui donne au système un équilibre bien supérieur à celui qu'on obtient par la contrainte ou la publication de normes qui mettent tout le monde sous tutelle et paralysent les initiatives. Cet élargissement des responsabilités rencontre une profonde aspiration des élus locaux. Investis d'une mission nouvelle par la réforme, ils sauront en être les meilleurs garants. Mais, prenant eux-mêmes les décisions, ils en seront responsables.

Le commissaire de la République, au nom de l'Etat, pourra demander l'annulation d'actions qu'il estimerait illégales ou irrégulières. Le conseil général aura sa responsabilité engagée devant le tribunal administratif. Pour tout ce qui concerne les dimensions financières de son action, le conseil général devra tenir régulièrement informée la chambre régionale des comptes.

Au sein même du conseil général, il est prévu que le président et le bureau puissent être mis en cause lors de la présentation du budget primitif et être remplacés dans le cadre de l'élection d'un nouveau bureau. ●

## La chronique de Max Gallo

# La ville rose



***Difficile de parler de ses camarades de combat sans tomber dans l'hagiographie... et pourtant il existe ce militant de Toulouse, discret et silencieux***

PEUT-ÊTRE connaît-on tout cela. Et vaut-il mieux, une fois encore, identifier l'adversaire. D'ailleurs parler des amis et des camarades n'est pas facile. Tant de mots au cours de ce siècle, dans le mouvement ouvrier, pour s'autoféliciter, flatter les dirigeants, exalter les militants, que la plume s'arrête quand on veut évoquer ceux qui sont le Parti socialiste et ceux qui, avec une carte ou pas, composent la gauche.

Et pourtant il existe ce camarade qui est venu me chercher à l'aéroport de Toulouse, enseignant, conseiller municipal de la ville, l'un des responsables des questions culturelles, discret et silencieux comme savent l'être les gens du Sud. Depuis six mois, me dira-t-il quand nous nous connaîtrons mieux, il n'a pas passé une soirée chez lui en compagnie de sa femme et de sa fille. Pour échapper un peu à cette activité qui le dévore il a dû s'installer avec sa famille une semaine à Paris, au moment des fêtes. Puis cela a recommencé : réunions, commissions, élections cantonales, municipales.

Banal, connu : une vie de militant. Faudrait-il pour autant la dissimuler cette réalité ? S'en tenir pour parler de ce pays, en mars 1982, à cette pellicule brillante et irisée comme une couche de mazout sur l'eau d'un fleuve, qu'on appelle l'information ? Celle qui compose les titres à la Une de la « grande presse » nationale, celle qui, avec les confidences partielles d'une ancienne vedette du petit écran, fait ses couvertures ? Une semaine durant, en exclusivité, nous avons subi la même voix, les mêmes propos, le même plaidoyer, les mêmes photos. Diable ne se produisait-il que cela dans ce pays ?

Alors je vais parler d'une autre réalité. De cette petite pièce encombrée par des bureaux, des caisses de tracts, des camarades qui vont et viennent. Du responsable du comité de ville du Parti socialiste de Toulouse. Parents espagnols et communistes, réfugiés en France en 1939. Il a pris le relais. Je le regarde cependant qu'il explique que les commissions destinées à préparer le programme municipal du Parti socialiste commencent à se réunir. Un an c'est peu. Et il faut que la ville où Jaurès s'est marié, dont il fut maire-adjoint, où il enseigne, revienne à la gauche. Tout le département est socialiste. Il ne reste plus qu'à reconquérir la ville rose.

Facile ? Personne ne l'imagine autour de moi. Mais possible et nécessaire.

Souvent dans les journaux qui fabriquent l'événement, on peut lire des interrogations apitoyées ou perfides sur ce Parti socialiste qui n'existerait plus. Je ne voudrais tomber dans aucune hagiographie, éviter ces inutiles récits de propagande, dont la gauche a souffert. On multiplie le nombre réel de militants. On se leurre et on trompe.

Alors collons aux faits. Un mardi soir au cercle Jean Jaurès, pour débattre de l'évolution de la société française depuis les années cinquante, un dîner de soixante-dix couverts. Une assistance jeune. Des questions rigoureuses. La volonté de ne pas s'en laisser compter. De définir, pour le très proche avenir, d'autres rapports politiques entre les élus et le citoyen. Une exigence de lucidité et de vérité. L'inquiétude parfois que la jeunesse et une partie du pays ne restent passifs, laissant faire les « professionnels » de la politique. Une attention soutenue. La polémique aussi sur les rapports au sein de la gauche. Une maturité politique profonde.

UNE soirée comme cela, banale si l'on veut, un non-événement pour les trois journalistes en quête de sensationnel, confirme que dans ce pays, par le mariage entre une tradition politique de gauche et un débat ouvert, le niveau de conscience est élevé. Sans lui d'ailleurs aurait-il été possible d'assurer, malgré toutes les prévisions catastrophistes, la victoire de la gauche en mai et juin 1981 ? Elle est le fruit de la fusion entre une évolution sociologique — la montée du salariat — et une imprégnation culturelle. Face à la droite installée au pouvoir durant un quart de siècle, ni les enseignants, ni le mouvement ouvrier (partis et syndicats), ni bon nombre d'intellectuels n'ont cédé.

Une confrontation avec les adhérents du cercle Jean Jaurès de Toulouse suffit à le démontrer. Mais chaque pas dans la réalité toulousaine en était une nouvelle confirmation. Rencontrer par exemple des techniciens et des journalistes de F.r.3, écouter leurs revendications sur la nécessité de développer des stations régionales, mesurer une fois de plus combien l'écart entre Paris et la province n'est plus qu'une illusion, c'est découvrir que la loi de décentralisation y arrive à point nommé pour prendre en compte une évolution, accorder les textes à une réalité. Sentir aussi que, précisément, à cause de ce niveau de conscience, de ces exigences, le débat sera vif, contradictoire, heurté parfois, mais que ce sera un débat, à l'intérieur de la gauche.

J'ai la conviction peut-être naïve, peut-être trop optimiste j'en conviens, que la majorité de ce pays est, quelles que soient ses divergences à tel ou tel moment avec telle ou telle décision prise par un gouvernement de gauche, irrécupérable par la droite et son idéologie. Cette majorité peut sans doute, à un moment ou à un autre se replier dans l'abstention par déception, mais glisser sur des positions conservatrices, impossible il me semble.

J'écoutais par exemple, dans un studio de F.r.3, un jeune couple parler de sa vie. Tous deux avaient trente ans, l'accent du terroir. Ils voulaient vivre et travailler au pays. Elle avait, à la faculté des lettres de Toulouse, obtenu une licence d'espagnol. Mais pas de débouché dans la région : elle était donc employée dans une boulangerie. Et la passion de la chanson. Ils enregistraient leurs disques : lui composait, elle écrivait les textes et les interprétait. Etait-il besoin de les interroger sur leurs choix politiques ? Ils voulaient vivre dans la sincérité de leur passion et de leur vocation. S'aimer, travailler, s'exprimer. Calmes, résolus et responsables, ils avaient déjà deux enfants. Leur désir, où peut-il se déployer — même conflictuellement — sinon dans une société « ouverte », vivant à « gauche » ? Qu'il existe un problème de liaison entre ces volontés individuelles et l'organisation collective, entre cette préoccupation de vie quotidienne et « la politique », c'est l'évidence. Mais qui ne sent que seuls le débat, la concertation, la dynamique de la discussion peuvent conduire à des solutions ? Et tout cela n'est-ce pas la gauche démocratique sans censure et autocensure qui peut fournir le cadre ?

IL y a ainsi dans ce pays une énergie potentielle qui ne demande qu'à s'exprimer. A tous les instants on la repère. J'y repensais en visitant sous la conduite de Denis Milhaud, le conservateur, le musée des Augustins. J'avais connu Denis dans la Sorbonne des années cinquante quand la gauche tâtonnait et s'égarait et que dans ses rangs nous luttions côte à côte. Le temps a passé. En quelques années, malgré les prudences des pouvoirs municipaux, Milhaud a réussi une rénovation extraordinaire du musée des Augustins. Salles restaurées, mise en valeur des collections, création d'un vaste ensemble de peinture du XIX^e^ siècle — bien avant le projet du musée d'Orsay — appel à des créateurs contemporains pour mettre en valeur les chapiteaux médiévaux. Pourquoi parler de ce musée ici ? S'agit-il d'annexer selon les pires traditions, la culture et l'art à la politique ? Je veux simplement marquer la présence de l'enthousiasme, la force, loin de Paris, dans la profondeur nationale de l'innovation et de l'invention. La richesse de l'épaisseur humaine du pays et comment la gauche — au sens le plus large — irrigue ce sol. Une gauche qui a traversé les glaciations des années cinquante. Et qui bouillonne.

On peut sourire. Hausser les épaules et commenter indéfiniment les sondages sur la manière dont les téléspectateurs accueillent les émissions de télévision. On peut juger que cette chronique relève du genre édifiant, pour patronage laïque. Et pourtant Toulouse existe. Les camarades qui m'ont accueilli se réunissent certainement ce soir, j'en suis sûr ; Denis Milhaud pense à la manière dont il pourra accrocher dans l'une de ses salles le grand rideau de scène peint par Picasso et qu'il a prêté à un musée de New York. Et doit aussi se préparer une nouvelle réunion du cercle Jean-Jaurès.

Alors, le temps d'une chronique, gardons dans la tête la chanson de Claude Nougaro, « Toulouse, ô Toulouse. » C'est un refrain plein de sève, puissant et un peu alangui, dense, savoureux comme l'accent occitan. Et la ville c'est cela. Avec cette beauté forte des constructions médiévales, la simplicité savante de ses bâtiments auxquels la brique donne une modestie rurale qui cache la perfection d'un cloître, l'orgueil d'une voûte romane. Et la passion de ses habitants.

**SOCIETE D'ENTRETIEN ET DE PROPRETE URBAINE**

**SEPUR**

Nettoiement de voies publiques et privées
Assainissement et hygiène publique

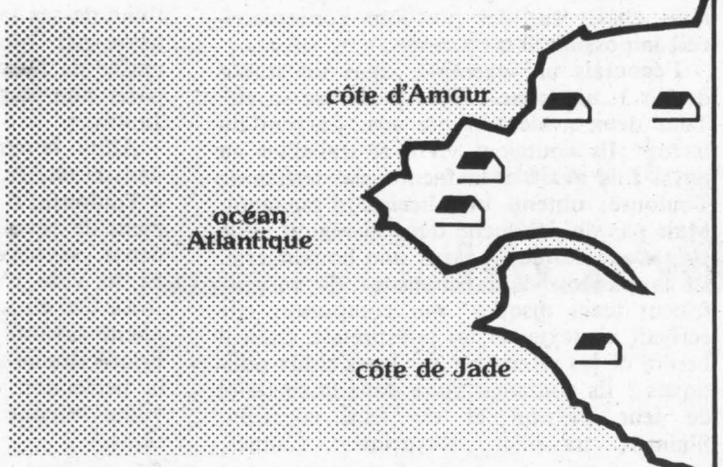
**184, rue Paul Thomoux**
**93330 NEUILLY/MARNE**

**TEL. 300.46.50**

156—30

# LES RESIDENCES Secondaires de l'Atlantique

## En bordure de la Côte de Jade et d'Amour

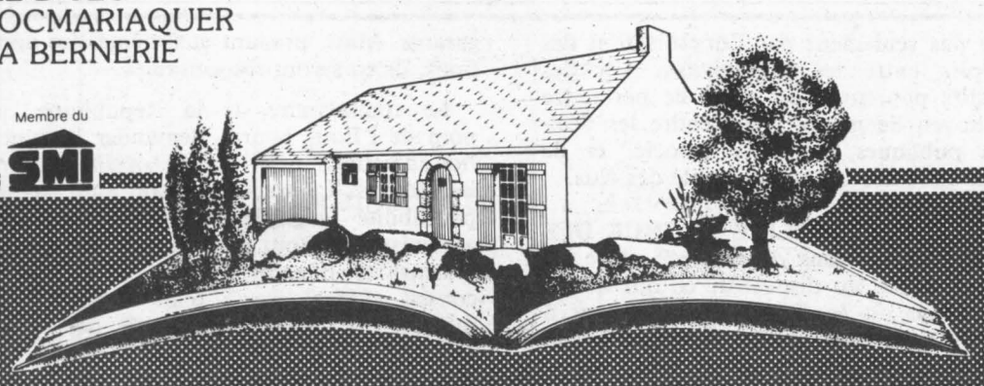



**LE CROISIC,** studio en duplex avec jardin
**PIRIAC,** terrains de 403 à 518 m2
**BATZ/MER,** villas de 3 et 4 pièces
**PLESSE,** terrains boisés de 2100 à 6200 m2. (Tennis, piscine, mini-golf, sauna)
**PREFAILLES,** villas de 3 à 4 pièces.

les Pavillons de l'Atlantique
**Route de Vannes**
**44260 MALVILLE**
**Tél. (40) 82.92.44**

En projet :
ILE D'YEU
LOCMARIAQUER
LA BERNERIE

Membre du SMI



**Si vous ne pouvez pas vous déplacer...**

**les Pavillons de l'Atlantique**

Route de Vannes BP n°5 44260 MALVILLE
Tél. (40) 89.92.44

Je désire recevoir votre documentation générale sans engagement de ma part.

Sur : _____
Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
_____
Tél : _____

NIS 48.16.51

# Syndicats: les frères ennemis

## *A quelques mois de leurs congrès respectifs, la C.f.d.t. et la C.g.t. font le point et ne se font pas de cadeaux*

PAR MICHELE KESPI

LE congrès de la C.f.d.t. aura lieu au mois de mai, celui de la C.g.t. en juin. Quelques mois avant ces échéances, les deux centrales font le point. Un bilan où personne ne se fait de cadeaux. Plus que jamais, les divisions syndicales s'accentuent. Et la victoire du 10 mai n'arrange rien. Au contraire.

La C.g.t. a rendu public, ce vendredi 5 mars, le document d'orientation de son 41e congrès, qui se tiendra à Lille, du 13 au 19 juin. Un texte de 170 pages où sont abordés la crise, l'action du nouveau gouvernement, les problèmes internationaux et l'unité d'action.

L'action du gouvernement, « prise globalement, va dans la bonne direction... Mais nous ne sommes qu'au début du processus et les obstacles ne manquent pas... » La C.g.t. entend donc être une « force vigilante de mobilisation et d'intervention des travailleurs, pour réagir à ce qui serait trop timoré par rapport à l'attente des salariés et aux possibilités réelles... » L'obstacle majeur au changement est « le grand capital ». Mais pas seulement. Certes, le patronat « cherche à ralentir le rythme des réformes, à marchander leur contenu en s'appuyant sur des forces prêtes au compromis... » Car « les forces qui veulent le changement sont diverses. Certaines sont sensibles aux pressions patronales... Il y a, dans la gauche politique et syndicale même, ou dans les milieux qui s'en réclament, des forces qui tirent en arrière car elles croient à une gestion dite de gauche de la crise... » Aujourd'hui, seule la C.g.t. est « l'artisan syndical du renouveau, partisan syndical décisif, novateur, indépendant... »

Dans les neuf pages du chapitre consacré à l'unité d'action, ces forces rétrogrades sont clairement désignées. Principale cible : la C.f.d.t. Elle a, depuis son recentrage, en 1978, conservé une « orientation de gestion de la crise », qui « s'est traduite par une absence dans toutes les luttes de masse importante et la recherche d'accords au rabais avec le patronat. Depuis l'accession de la gauche au pouvoir politique, la C.f.d.t. aggrave cette orientation qui la conduit à faire pression pour des mesures en retrait... Elle ignore délibérément les véritables obstacles au changement que représentent le patronat et la réaction. En règle générale, son avis au plan national la conduit à tirer le gouvernement par le bas... L'anticommunisme exacerbé de la direction de la C.f.d.t l'amène en fait à se situer du côté des forces qui agissent pour dissocier l'alliance du gouvernement de gauche, dont elle estime que la politique est trop avancée ».

Cette analyse confirme les différentes déclarations des leaders cégétistes depuis quelque temps. Lors du Comité confédéral national de janvier 1982, Henri Krasucki avait lancé le thème des groupes tirant le gouvernement en arrière et « cherchant son éclatement... Parmi ceux-là, il y a la C.f.d.t. qui se distingue particulièrement ». René Lomet, secrétaire confédéral, avait déclaré dans « l'Humanité » du 17 février 1982 : « La C.f.d.t.... fait tout pour limiter les dispositions positives du gouvernement. » Le 24 février dernier, Georges Séguy lui-même prend sa plume pour écrire dans « l'Humanité », à propos des divergences sur les 39 heures et les positions de la C.f.d.t. : « Il est plus logique et honnête de dire clairement et simplement qu'il s'agit de collaboration de classes, c'est-à-dire d'une pratique difficilement compatible avec l'unité d'action. » Le texte du document préparatoire n'a donc rien d'étonnant.

### *Huit lignes sur la Pologne !*

Le chapitre consacré à « la vie internationale de la C.g.t. » est long de 33 pages. La C.g.t. y considère comme « inacceptables », les « atteintes caractérisées aux droits et libertés individuels » dans les pays socialistes. Mais huit lignes seulement sont consacrées à la Pologne où la situation « témoigne de ces problèmes et de ces difficultés, des insuffisances et des mêmes erreurs commises, nés au cours de l'évolution indiscutable de ce pays, ainsi que des conséquences de surenchère qui l'ont conduit au bord de la guerre civile ». Le syndicat doit toujours se situer comme une force de proposition, donc de contestation, et « c'est pour avoir renoncé dans les faits à cette prérogative fondamentale que les syndicats polonais se sont trouvés plongés dans une crise profonde au mois d'août 1980 ». La C.g.t. rappelle qu'elle a toujours apporté une attention soutenue à « l'expérience des syndicats œuvrant dans les pays socialistes », renforçant ainsi avec eux une solidarité et communauté d'intérêt : « C'est pourquoi la C.g.t. a toujours combattu l'anti-soviétisme et qu'elle s'efforce de faire connaître objectivement la réalité des pays socialistes. La C.g.t. n'est pas de ceux que la pression idéologique de la bourgeoisie ou du réformisme peut impressionner... » Néanmoins, il existe des divergences avec des expériences de certains pays qui portent notamment « sur l'exercice des libertés et des droits de l'homme ».

Enfin, le document aborde le propre fonctionnement démocratique de la C.g.t. Le fameux esprit d'ouverture du 40e congrès de Grenoble a, paraît-il, fonctionné. « Tolérance et respect des règles démocratiques vont de pair... » « Le droit à la divergence, y compris à son expression interne ou publique » est reconnu. Sous certaines conditions... Le 41e congrès réaffirmera « son opposition résolue à toute démarche visant, ou aboutissant à l'existence de tendances organisées. Les comportements qui tendent... à entretenir des clivages philosophiques ou politiques tournant le dos à la démocratie pèsent sur la liberté d'expression de chacun, et constituent un frein au développement de la C.g.t. ouverte au débat... »

C'est sans doute pour ne pas freiner l'ouverture que, lors de la discussion de ce rapport, à la commission exécutive des 20 et 21 février, tous les amendements de fond ont été refusés, sans être même soumis à un vote. Une résolution sur la Pologne, un amendement demandant des tribunes de discussion dans la presse confédérale ont été, par exemple, purement et simplement repoussés. Une procédure qui n'avait jamais été employée auparavant. Cette méthode a posé de sérieux problèmes dans l'organisation, n'arrangeant en rien la crise interne qui couve depuis de longs mois à la C.g.t. Le document reste très allusif sur ces problèmes internes, évoquant au passage des « hésitations » et des « luttes au sein même de la C.g.t. » Il faudra donc attendre le congrès pour voir où apparaissent les clivages.

### *La défaite d'une stratégie*

De son côté, la C.f.d.t. a rendu public, la semaine passée, un document sur « les rapports entre la C.f.d.t. et la C.g.t. ». On n'y trouvera rien non plus qui donne une vision optimiste de l'unité d'action ! A partir des attaques subies par son organisation, Edmond Maire souhaite un « débat de fond public » qui permettrait aussi, selon lui, « de mieux éclairer la position du P.c. ». Car, pour la seconde centrale ouvrière, le problème est que P.c. et C.g.t. se sont « partagés le travail... Le P.c., obligé de respecter un minimum de solidarité gouvernementale, se reposerait sur la pression de la C.g.t. pour créer une stratégie de tension, contribuant à un rééquilibrage des forces de gauche. On a l'impression d'assister à une partie de billard à bandes. Comme le P.c.f. ne peut trop attaquer le P.s., le gouvernement, ou les partis eurocommunistes, les attaques se rabattent sur la C.f.d.t.... La régression spectaculaire du P.c. aux élections d'avril et de juin 1981 est aussi la défaite d'une stratégie commune au P.c.f. et à la C.g.t. Elle frappe donc autant l'un que l'autre ».

Pour Edmond Maire, la raison des attaques contre la C.f.d.t. est là : « La C.g.t. est obligée de se situer positivement par rapport au nouveau pouvoir politique. Dans le même temps, elle doit s'efforcer de reconquérir une influence entamée... Elle est obligée de dire qu'elle se situe du côté du changement, et obligée de rejeter les autres organisations, en premier lieu la C.f.d.t., dans un groupe qui s'oppose au changement... Le ton s'est un peu atténué, nous ne sommes plus dans le camp de l'impérialisme comme en juin 1980, nous nous contentons de donner dans la collaboration de classe. »

Pour la C.f.d.t., la C.g.t. et le P.c. adoptent la même attitude que toutes les fois où leur influence a brutalement diminué. « Repli sur soi pour consolider le noyau dur, l'armature des appareils. Discours sur la forteresse assiégée, attaquée par une vague sans précédent d'agressions des innombrables forces anti-communistes, anti-cégétistes, anti-ouvrières. A ce repli sur soi, sur la certitude de détenir la vérité, correspond presque toujours une phase d'agitation, de militantisme fébrile où les mots se font plus durs contre les autres, tous les autres... Mais la situation n'a plus rien à voir avec les années de l'après-guerre... Dans la classe ouvrière un autre courant s'est développé, et au plan syndical, une autre organisation s'est ancrée en profondeur. » Mais surtout, ajoute Edmond Maire, « il n'y a rien de commun entre les conceptions de la C.g.t. et de la C.f.d.t. sur le type de société. Il faut mettre ce divorce en évidence. Nous ne laisserons pas la C.g.t. et le Parti communiste imprimer leurs marques profondes à l'avancée de la nouvelle donnée en France. Et ce n'est que lorsque le P.c. admettra le pluralisme au sein de la classe ouvrière que la situation pourra évoluer ».

Réponse à ces propos dans « l'Humanité » du lendemain : « C'est dans une diatribe anticégétiste et anticédétiste — selon une méthode bien éprouvée par la droite — que la C.f.d.t. cherche une issue aux difficultés que son insoutenable position sur les réductions d'horaires suscite parmi les travailleurs... »

On en est là. Même si chacun précise que l'unité d'action est possible sur des points ponctuels. « Personne ne nous fera croire qu'il n'existe pas d'objectifs communs, dit-on rue Cadet. S'il avait fallu, il y a trente ans, attendre un accord sur le fond, l'unité n'aurait jamais été réalisée. » Rue la Fayette on souligne que « les perspectives unitaires existent à la base. Mais il n'est pas question de s'engager dans une discussion théorique sur le socialisme. Il est plus urgent de s'occuper à réaliser de bonnes lois... Et nous n'avons pas envie de donner à l'opinion publique l'image d'un syndicalisme divisé... »

On voit mal comment quiconque pourrait croire à un mouvement syndical uni, alors que les relations entre les deux organisations ne cessent de se dégrader. Depuis 1980, les divisions devenaient de plus en plus sensibles. Entre la récente intervention d'Edmond Maire, et le document préparatoire du congrès de la C.g.t., la rupture semble désormais consommée. Les états-majors des deux centrales ne se sont pas vus depuis plus de deux ans : leur dernière rencontre remonte en effet au 29 janvier 1980. Rien dans le climat actuel et les propos échangés ne laisse supposer, de part et d'autre, la moindre envie de se retrouver. ●



FEMMES

# Une journée de vigilance et une veillée d'armes

## *Pour que plus jamais le redoutable retour de bâton ne vienne briser leur élan libérateur, les femmes se mobilisent le 8 mars lors de la Journée internationale des femmes*

PAR MICHELLE COQUILLAT

A regarder l'Histoire qu'on veut bien nous laisser, celle des femmes qui, collectivement ou individuellement, ont voulu dire non à l'oppression qu'on leur faisait subir, on s'aperçoit que les retours de bâtons des maîtres furent assez terribles pour bâillonner l'élan libérateur pendant plusieurs générations. Siècles après siècles, des groupes de femmes choisissent un terrain de lutte, croyant conquérir leur égalité, leur liberté, leur dignité, jusqu'à ce qu'on les mette au pas, avec l'inflexible volonté que cette fois-ci soit la dernière.

Au XII[e] et au XIV[e] siècles, les cours d'amour, les béguinages réunissent quelques femmes avides de récupérer une influence culturelle ; trois siècles plus tard les précieuses, puis les intellectuelles des salons et autres Lespinasse s'acharnent à la même conquête. Tout cela pour aboutir à l'éreintement culturel quasi définitif du romantisme, à la femme enfermée, hébêtée, stupide, contre laquelle se gendarme George Sand. Tout cela pour finir avec les surréalistes qui, sous prétexte de libérer sexuellement les femmes, les transforment en instruments de leur plaisir, mais jamais en créatrices géniales de textes littéraires. Tout cela pour voir un feuilletonniste masculin affirmer récemment que Simone de Beauvoir n'a pas de talent créateur parce qu'elle emploie des adjectifs plats et fait des répétitions (sic).

Mais où sont les sorcières, les hérétiques et les suffragettes ? Brûlées au feu de l'Inquisition pour bien enlever à toutes les autres, par un des plus grands génocides de l'Histoire, l'idée de recommencer. Car elles revendiquaient, ces prétendues sorcières anglaises, américaines, françaises, et avant tout, le droit à la science. Beaucoup d'entre elles étaient des sages-femmes qui se refusaient à suivre les diktats de l'Eglise et à sacrifier la mère : elles la sauvaient, au contraire, au détriment de l'enfant, même si l'enfant était un petit mâle, parce que pour elles, la femme était un être humain à part entière que l'on ne sacrifie pas. Après la violence qu'on leur a fait subir, il aura fallu attendre quatre siècles pour voir les femmes se hasarder dans la médecine et, qui sait même peut-être maintenant, finir par s'y réfugier.

Quant à l'égalité politique qui donne le droit à la maîtrise de la cité, quelques alibis historiques ont autorisé les hommes à dire que les femmes y étaient inaptes : Aliénor d'Aquitaine, Catherine de Médicis, Catherine de Russie, Elisabeth d'Angleterre n'étaient pas des femmes sans doute et chacun s'acharne à découvrir leurs tares sexuelles : frigidité, nymphomanie, malformations vaginales et autres les ayant privé de leur « féminité ». N'en parlons plus. Pour les intellectuelles, syndicalistes, ouvrières, socialistes du XIX[e] et du XX[e] siècles qui ont lutté un siècle et demi pour que nous ayons le droit de vote, elles sont devenues un réservoir à citations, avant de sombrer dans le confortable piège qui a suivi les deux guerres : la repopulation qui a enfermé dans les douceurs aliénantes du foyer les épouses reproductrices félicitées par des prix de bien remplir leur tâche. Il est vrai aussi qu'elles ont enfanté quelques groupes virulents qui bientôt, du moins peut-on l'espérer, se réunissant, formeront une marée contre laquelle, enfin, aucun retour de bâton ne sera à craindre. Mais cela reste à vouloir et sans doute en sommes-nous encore loin. L'Histoire nous apprend que toute tentative de conquête féminine a été suivie d'une terrible punition puis régression et seule la vigilance intellectuelle peut nous empêcher d'y tomber. La Journée internationale des Femmes, c'est cela : une journée de vigilance ou une veillée d'armes.

Nous savons parfaitement que la plus terrible punition-régression de la femme, dans l'Histoire, est l'intériorisation de sa situation, c'est-à-dire cette effroyable complicité avec les maîtres qu'on arrive à lui faire accepter, contre elle-même. Exercice autodestructeur qui a sa contrepartie : la femme soumise est choyée comme un animal familier ou tout au moins obtient-elle la paix domestique, ce qui n'est pas sans valeur, selon Shakespeare. Nulle part mieux que dans « la Mégère apprivoisée » a été disséqué le processus de réduction intellectuelle de la femme et la lucidité de Shakespeare est hallucinante. Encore ne se pose-t-il pas la question de savoir à la fin si la docilité de Kate est feinte ou non, mais si l'on peut parier sur sa duplicité, on peut affirmer à coup sûr que l'asservissement de sa fille ne le sera pas. Elle aura digéré son impuissance comme un véritable réflexe pavlovien. Ainsi de mère en fille apprend-on à être femme et à reconnaître que l'on est inférieure. Comment ne le croirait-on pas d'ailleurs, quand on a si peu de grands modèles, quand on connaît si peu le monde, quand si peu de femmes participent à l'élaboration des univers nouveaux vers lesquels nous allons ?




Il y a quelques jours un quotidien du matin rapportait les propos d'une femme d'agriculteur de 74 ans, (c'est à dessein que je ne dis pas agricultrice) qui n'avait pas de mots assez durs pour stigmatiser la femme qui agit dans le monde comme l'homme et qui, ayant atteint les sommets d'une grande carrière, affirme qu'elle peut faire un métier traditionnellement réservé aux hommes, parce que c'est un métier de pouvoir. Devant les sottises désespérantes de cette victime insensée, véritable « bourreau de soi-même », caninement dévouée à l'homme, et que l'on ne peut cependant que plaindre, parce qu'il est dérisoire aussi de voir les victimes prendre le parti de leurs bourreaux *(même si j'emploie ici un langage excessif),* on ne peut pas ne pas sentir la nécessité de la vigilance. Il y a toujours quelque piège dans lequel il est facile de tomber : celui de l'amour et de la sécurité en était un, surtout après l'horreur de la vie d'usine de celles qu'on appelait avec mépris « les filles de fabrique » au XIX[e] siècle ; celui de la grandeur abstraite et vague de la maternité qui justifia tant de malheureuses d'accepter saintement la mort prématurée, en couches, dans un sacrifice sublime de leur vie à l'enfant en fut un autre, d'autant plus subtil que la fonction sociale de la mère est évidente.

Mais le piège était que l'amour et la sécurité étaient une aliénation puisqu'en enfermant la femme au foyer, il la faisait passer du statut d'exploitée (par le travail d'usine) à celui d'assistée (puisqu'elle n'a aucune existence juridique quand elle ne travaille pas, et que ses droits sont tous dérivés de ceux de son mari). L'alternative de la femme devenait alors l'exploitation ou la non-existence ; ce qui, on l'avouera, constitue avec l'homme une inégalité vraiment fondamentale. Or j'ai tort de parler de tout cela au passé : le piège est bien toujours le même, et il n'est pas besoin d'être grand clerc pour s'apercevoir que la bataille actuelle pour donner aux femmes des droits qui leur soient propres est capitale. Pourra-t-on longtemps encore ne pas voir le travail productif de ces femmes d'artisans, de commerçants, d'agriculteurs, qu'elles ont toujours fait avec quelque enfant pendu aux jupes, en assumant deux, voire trois fonctions à la fois ?

Mais notre vigilance principale doit aller au refus de la catégorisation arbitraire, qui est en fait la cause de tous les maux décrits. Face aux hommes, fortement individualisés socialement, les femmes ne sont perçues que comme une catégorie, pire, comme une catégorie sexuelle. Colette Audry faisait remarquer avec une extraordinaire lucidité, dans « la Création étouffée » de Suzanne Horer, combien le fait d'être enfermée dans une catégorie considérée comme non créatrice « en tant que catégorie » faisait subir aux femmes le poids d'une oppression insurmontable parce qu'alors elle devenait une sorte de prédestination. C'est cela, l'intériorisation tragique de la condition de la femme : une prédestination d'infériorité.

Née libre, comme tout être humain, la femme apprend de la société (qui y met une infinie patience et un acharnement si grand qu'il commence au premier jour de la naissance) la servitude. Et c'est bien cette servitude que restituait fidèlement cette malheureuse vieille dame persuadée, par soixante-quatorze années de formation incessante, qu'elle était inférieure.

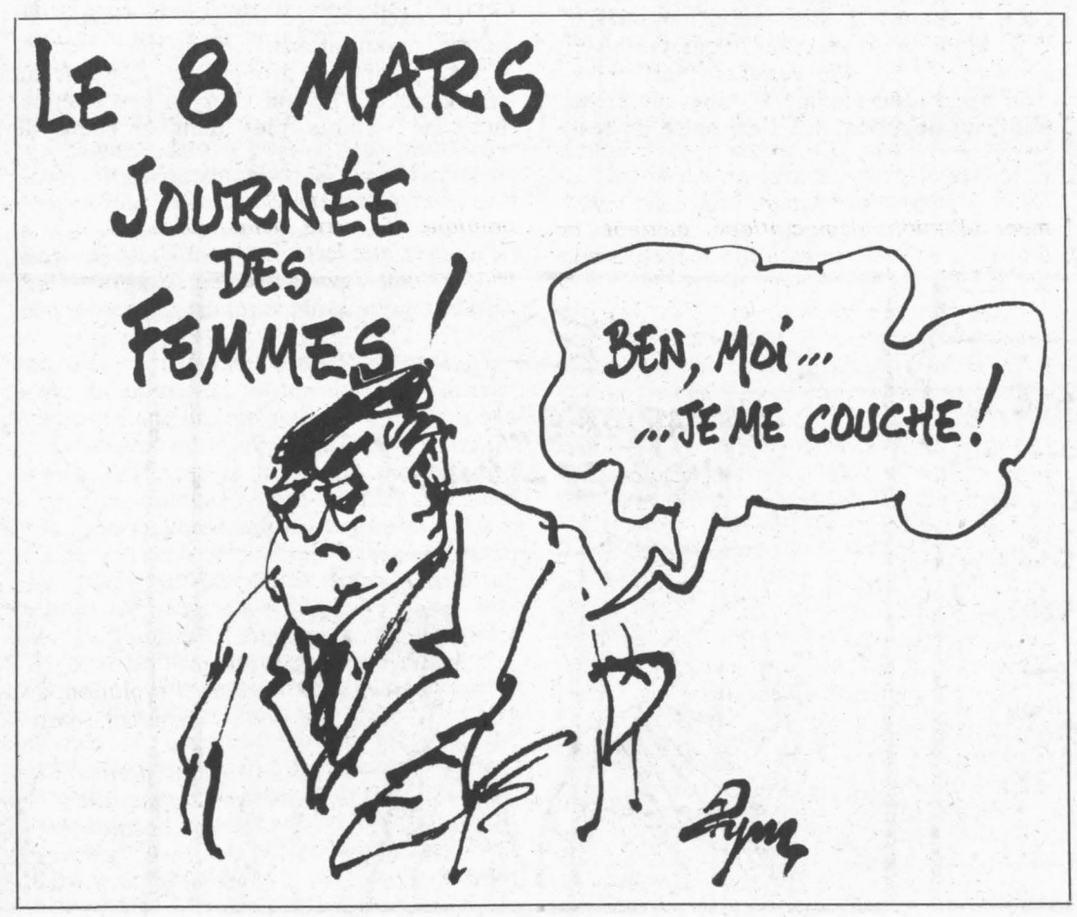
Mais le piège le plus grand est que cette formation est ignorée de celles qui la reçoivent et que c'est bien comme une prédestination naturelle que les femmes arrivent à être conditionnées à croire à leur infériorité. Bien sûr il y aura toujours quelqu'un pour vous prouver que telle vieille fermière, si traditionnelle pourtant, n'a que mépris total pour son homme. Et d'insister sur l'hypocrisie féminine. Or, c'est une mauvaise analyse : elle peut bien considérer, cette fermière, son mari comme un individu imbécile, voire méprisable, il n'en fait pas moins partie du groupe homme, et ce groupe, elle le respecte, parce qu'elle le considère comme supérieur au sien. Vieille lutte entre l'individu et le groupe, particulièrement tragique chez la femme, qui n'a pas pu, elle, dévalorisée, acquérir la fierté collective du clan fort, et qui hait et méprise souvent les autres femmes pour cela. La femme vraiment femme aurait alors ceci de particulier qu'elle n'aurait que mépris pour elle-même et adulation pour l'homme.

Tant que les hommes regarderont les femmes comme une catégorie indistincte où toute femme, n'étant qu'une fonction de reproduction, n'est en rien différente de l'autre, il faudra des Journées internationales aux femmes, des journées de vigilance mais aussi de combat, où elles clameront qu'elles existent individuellement et qu'elles entendent s'assurer d'un statut social individuel.

Mais une journée ne suffira pas à créer l'état de grâce de la prise de conscience. Cette formation d'obéissance et d'infériorité que l'on donne aux femmes, si insidieuse, si subtile, transmise de génération en génération, il faut lui opposer enfin une contre-formation. Se débarrasser des images et stéréotypes qui encombrent nos livres scolaires, veiller à la formation des maîtres, donner droit de cité à l'analyse féministe dans nos universités et dans la recherche, exiger la justice et l'égalité entre les garçons et les filles en matière de choix des filières scolaires et des carrières, rejeter la sexualisation des emplois et des fonctions, ne plus tolérer, enfin, l'oppression d'un sexe par l'autre, où se signale par les coups, la violence, le viol, le sentiment socialement appris de la supériorité d'un groupe sur l'autre. On peut appeler cela conquête de l'autonomie, de l'égalité, de la liberté, de la dignité des femmes, mais avant toute chose ce doit être l'affirmation de toutes les femmes enfin conscientes qu'elles ne sont plus une catégorie biologique (n'ont-elles d'ailleurs pas maintenant la possibilité de maîtriser leur fonction biologique principale grâce à la contraception ?), mais des individus sociaux, pas plus dépendantes de leur sexe que l'homme ne l'est du sien et à qui tous les défis de l'existence sont offerts, sans exception.

Vœux pieux, diront certains. Non pas. Les femmes en ont assez. Elles veulent le travail productif, le droit à la création, le risque, le choix, la possibilité d'être ce que cet étrange mélange d'hérédité, de souvenirs, de milieu social, de formation et de ce que l'on ne doit qu'à soi-même, à sa propre volonté d'être, vous font : un individu humain. Mais le féminisme a ceci d'ambigu qu'il attaque la femme dans ses racines mêmes, l'obligeant à une mise à nu sans complaisance en lui démolissant ses fondements éducatifs.

Nous sommes à un tournant de l'Histoire, parce que cet effort sur elles-mêmes, cette volonté de vigilance intérieure et de combat sur soi, en même temps que sur le



monde, elles veulent, semble-t-il, l'accomplir. Nous le savons lorsque de plus en plus de femmes réclament au moins l'un des éléments de l'égalité avec les hommes : l'indépendance économique par le travail. Pour la première fois nous ne sommes pas un mouvement marginal ; pour la première fois cessant d'aborder le problème de biais, nous le posons de front.

Il serait cependant injuste d'oublier que toute l'analyse que nous pouvons faire actuellement de notre situation, et qui nous permet de combattre, elle fut faite jadis. Le 8 mars, c'est aussi le souvenir des luttes passées, de toutes les femmes qui ont exploré la complexité d'un système aliénant et inique, de toutes celles qui ont agi courageusement pour défendre leur cause et qui nous ont constitué une histoire, une culture, sans lesquelles nous ne serions pas. De toutes celles aussi qui nous font comprendre que nous sommes en train de faire un choix, qui est que par l'égalité avec les hommes, dont nous demandons la solidarité, le partage de tout (tâches, responsabilités, emplois, travail domestique), nous abandonnons soutien, assistance, et ce qu'on voulait appeler privilèges.

## La Journée du 8 mars en France

***9 h — Yvette Roudy visite dans la salle des pas perdus de la gare Saint-Lazare la galerie de soixante et un portraits des femmes qui ont marqué l'histoire du féminisme. Ces portraits, monumentaux, de 3,25 m de haut sur 1,20 m de large, sont des sanguines exécutées par l'atelier du peintre Claude Legrand.***

***11 h 30 — Le président de la République reçoit à l'Elysée quatre cents femmes (travailleuses, syndicalistes, représentantes d'associations féminines, intellectuelles, femmes au foyer, personnalités) dont deux cent vingt viennent des régions.***

***12 h 15 — Discours du président de la République.***

***15 h — Inauguration au ministère des Droits de la femme par le Premier ministre de l'exposition : « Les femmes et le travail de 1880 à nos jours », exposition réalisée par Jeanine Nièpce.***

***Le 8 mars démarrera également une campagne téléphonique qui va durer un an et qui s'intitule : cinquante messages pour l'égalité. Ces messages hebdomadaires ont pour but de rendre immédiatement accessible une information, différente chaque semaine, qui puisse assurer à chaque femme une connaissance concrète de ses droits essentiels.***

***Le numéro à appeler sera le : 634.11.11.***

On ne peut être à la fois autonome et soutenue. C'est cela bien sûr qui fait peur à celles qui n'ont pas compris l'enjeu. C'est là où le féminisme doit se faire pédagogue. Et celles qui veulent voir dans la Journée du 8 mars une journée hypocrite manquent à considérer qu'elle n'est pas faite pour les hommes, mais pour les femmes, que la vigilance et le combat, la commémoration et la pédagogie sont pour elles. Espérer autre chose serait utopique. Cela ne signifie pas qu'on ne puisse compter sur l'intelligence et la compréhension des hommes de gauche et de bonne volonté. Mais la tâche est si lourde, l'oppression si lointaine, les causes si subtiles, que c'est de la volonté des femmes que dépend leur naissance véritable à une vie sociale égalitaire et individuelle pour toutes.

Or cette volonté ne peut être efficace, c'est-à-dire aboutir à un changement des comportements sociaux, que si les femmes luttent unies. Que l'on parle des pièges de la culture, et voilà le plus grand : celui de la discorde. Analyser ses causes serait futile maintenant et sans doute rejoignent-elles la haine et le mépris inculqué à soi-même. Mais si la Journée internationale du 8 mars n'aboutit pas à une immense fédération des mouvements, des idées alors oui, pourra-t-on dire que notre espoir est utopique. Sans doute sommes-nous, en France, maintenant, dans la situation où, pour la première fois dans l'Histoire, nous n'avons pas à craindre de retour de bâton conscient, volontaire du pouvoir politique, social, économique et culturel des hommes. Mais négliger les forces obscures du « machisme » qui fonde sa puissance sur une supériorité naturelle serait une faute. Même maintenant. Sur ce point, les hommes socialistes eux-mêmes ont leurs contradictions. Alors ?

Tout ce que l'on peut dire sur les rapports de force, le problème du pouvoir, l'oppression et le sexisme a été dit : ce qui n'a encore jamais été exprimé, c'est la volonté collective et massive des femmes, au-delà des subtilités d'analyse et des contradictions formelles, une volonté internationale, indépendante et consciente. Réussir à en faire entendre la clameur dans le monde serait un pas capital dans la lutte pour ce qu'il faut bien continuer d'appeler la « Libération » des femmes. ●

TRIBUNE

# Une fondamentale question d'identité

***Entre l'inclinaison à "prendre date" et l'aspiration à un renouvellement profond du P.c.f. devant la situation "totalement inédite" d'aujourd'hui, c'est évidemment la seconde voie qui correspond aux exigences du mouvement ouvrier et au succès de notre entreprise***

PAR GEORGES SARRE

député, conseiller de Paris, vice-président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale



***Georges Marchais et les quatre ministres communistes à Saint-Ouen, lors du XXIVe congrès.***

*LA tenue du Congrès du Parti communiste français est toujours un événement important. En 1982, alors que le P.c.f. participe à un gouvernement à direction socialiste, — marquant ainsi la clôture de plusieurs années de polémiques avec le P.s. —, ce congrès était particulièrement attendu. Comment le P.c.f. allait-il aborder « l'après 10 mai », comment allait-il expliquer à ses militants et à l'opinion sa volte-face au lendemain de l'élection de François Mitterrand, comment allait-il analyser ses revers électoraux ?*

*La résolution adoptée par le XXIVe congrès laisse l'observateur sur sa faim, mais la manière même dont la direction du P.c.f. a choisi d'aborder ces questions décisives nous livre quelques enseignements.*

*En premier lieu, il semble bien qu'aucune unanimité n'existe vraiment quant à l'explication du recul électoral et au jugement porté sur la période anti-unitaire de 1977 à 1981. Pour expliquer l'échec du P.c.f., la résolution tente de diluer la période récente dans vingt-cinq ans d'histoire. C'est en effet à 1956 que la direction communiste invite à nous reporter pour trouver l'origine d'un « retard stratégique ». C'est parce qu'il n'aurait pas su à temps — c'est-à-dire dès 1956 — tirer les leçons de la déstalinisation entreprise en U.r.s.s., que le P.c.f. connaîtrait son déclin actuel auprès des électeurs. Voilà une explication officielle qui a l'avantage de ne pas mettre en cause la direction actuelle, et qui fait totalement l'impasse sur la rupture de l'union de la gauche. Et si ce débat n'est pas abordé, c'est probablement que le P.c.f. n'y est pas prêt, et que de fortes divergences ne manqueraient pas d'éclater au grand jour sur ces questions. Tout se passe comme si on s'en tenait au plus petit dénominateur commun pour éviter une quelconque remise en cause.*

*Le même embarras et le même refus de trancher se retrouvent dans la définition de la ligne politique pour l'avenir. C'est « l'orientation définie aux XXIIe et XXIIIe congrès » qui doit « être déployée pleinement ». Or il est bien difficile de marier deux orientations si profondément contraires. Qu'on se rappelle en effet le XXIIe congrès. C'était en février 1976 ; la stratégie du programme commun produisait ses meilleurs fruits. Il s'agissait de préparer l'exercice du pouvoir avec les socialistes, de lutter « pour l'avènement d'un gouvernement d'union démocratique mettant en œuvre avec détermination ce programme commun ».*

*Trois années plus tard, le XXIIIe congrès sonnait le glas de cette stratégie, dénonçant « les illusions qui, à partir de l'existence d'un programme commun signé par le P.c.f. et le P.s., se sont développées quant à l'évolution et aux intentions de ce dernier. C'était l'apog'e des campagnes anti-socialistes, qui préparaient les thèmes-clés de la campagne de Georges Marchais. Affirmer aujourd'hui qu'il faut déployer la ligne des XXIIe et XXIIIe congrès laisse rêveur. Quelle ligne ? Entre deux textes aussi contradictoires, il faut évidemment choisir. Et si le P.c.f. aujourd'hui ne choisit pas, c'est probablement aussi qu'il n'est pas en état de le faire. En tout cas, ce refus de choisir est pour nous tout aussi important.*

*Il révèle en effet la situation interne au P.c.f. Pour beaucoup de dirigeants, la situation en France depuis le 10 mai est une aberration de l'histoire. L'idée même d'une possibilité d'avancée vers le socialisme conduite par une autre force que le Parti communiste est totalement étrangère à leur pensée. Leur volonté d'y prendre part n'est nullement feinte, mais c'est surtout le souci de « prendre date » qui l'emporte. Car le fait que « l'action du gouvernement et de la majorité s'oriente dans la bonne direction » — comme le souligne le comité central du 4 décembre dernier — pose au Parti communiste une fondamentale question d'identité. Le moins qu'on puisse dire aujourd'hui, c'est qu'aucune esquisse de réponse n'y est apportée, si ce n'est cet étrange mariage de la carpe et du lapin que constitue l'appel aux XXIIe et XXIIIe congrès.*

*Bref, c'est davantage un congrès d'autojustification du passé par la direction sortante qui s'est tenu à Saint-Ouen. Mais les voies du renouveau n'en sont pas pour autant fermées. Plusieurs cheminements restent possibles et ouverts.*

*Quelle doit être dans ces conditions l'attitude des socialistes ? Devant cet apparent immobilisme, la tentation peut être grande d'ignorer ce qui se passe à l'intérieur du P.c.f., ou de se réjouir* in petto *de son déclin idéologique et électoral. Certains n'hésitent pas à prôner ouvertement la « division de la gauche ». Bernard-Henri Levy me fait reproche dans les colonnes du « Matin » de proposer aux communistes une perspective novatrice. Pareille entreprise serait ni plus ni moins qu'immorale, et le devoir de la gauche serait de se désunir. Bref, de trahir d'abord, pour périr ensuite. Trahir les espérances de notre peuple, pour être vaincus ensuite. L'absurdité politique de cette démarche n'est pas à démontrer aux lecteurs de « l'Unité ». Mais elle souligne l'aboutissement extrême d'un certain regain anticommuniste à très courte vue.*

*Or la réussite du changement repose sur le rassemblement autour des forces de gauche de tous ceux qui ont un intérêt direct ou indirect au succès de notre projet. Cela suppose que ce qui est au cœur de ce rassemblement, c'est-à-dire la majorité politique, socialistes et communistes, ne se dissocie pas. Tout ce qui touche à cette alliance des deux grands partis de la gauche est vital pour l'avenir de ce que nous avons engagé en France depuis l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République. L'avenir de l'union, l'évolution du P.c.f., notre réussite dépendent pour l'essentiel du P.s.*

*Voilà pourquoi nous devons donner raison à l'appel du renouveau qui se fait jour au sein du P.c.f. et dont les contradictions officielles nous offrent un reflet grossier. Entre l'inclinaison à « prendre date », et l'aspiration à un renouvellement profond du P.c.f. devant la situation « totalement inédite » d'aujourd'hui, c'est évidemment la seconde voie qui correspond aux exigences du mouvement ouvrier dans son ensemble et au succès de notre entreprise. Il ne nous appartient évidemment pas de nous instituer en donneurs de leçons. Mais notre attitude politique aura en elle-même des conséquences sur les choix du P.c.f. Il serait contraire à nos objectifs de laisser penser que nous souhaitons le laminage du Parti communiste. Son affaiblissement touche toute la gauche, ne nous y trompons pas ; il déplace le centre de gravité de l'alliance. Il est clair que dans les dix années qui viennent, la gauche syndicale ou politique n'est pas et ne sera pas représentée par un seul parti ou un seul syndicat. Par conséquent, la cohésion de la gauche est un impératif essentiel. Il est normal que chaque formation ou organisation s'attache à assurer son renforcement et à préserver son identité. Mais elle doit le faire dans un esprit d'émulation. Elle trahirait sa mission, si elle ne plaçait pas son action dans une perspective d'ensemble. Ces derniers temps nous n'avons pas l'impression que les déclarations d'Edmond Maire et parfois celles d'Henri Krasuki vont dans ce sens-là. L'unité d'action entre les grandes centrales syndicales est souhaitable. La prolongation des déchirements actuels ne manquera pas à terme d'affaiblir les chances de réussite du changement.*

*Pour notre part, au contraire, il nous appartient de proposer au P.c.f. une plus grande implication dans le processus du changement ; l'union de la gauche ne peut pas en rester à la seule solidarité gouvernementale. Initiatives communes, actions unitaires sur le terrain peuvent contribuer à la fois à enraciner le processus actuel, et à poser aux communistes la question de leur pratique réelle et de leur engagement concret à tous les niveaux pour le succès du changement. C'est la voie dans laquelle nous devons nous engager résolument. L'immobilisme et l'attentisme traduits par le XXIVe congrès laissent planer des hypothèques sur l'avenir. Mais nous pouvons contribuer à les lever et nous avons le devoir de nous y employer. Le contenu de l'action gouvernementale n'est pas le seul levier. Notre pratique militante peut jouer un rôle décisif.*

*A l'heure où bien des militants socialistes s'interrogent sur la manière d'apporter une contribution active à la réussite de notre projet, il est important de souligner leur rôle dans la consolidation de l'alliance majoritaire. Son renforcement et son élargissement font partie du même mouvement. A nous de l'impulser et de tenir bon.*

# C.N.T.A.

(Comptoir National Technique Agricole)

## POUR UNE CONCEPTION INTELLIGENTE ET ECONOMIQUE DES HUILES ALIMENTAIRES

Lors de notre dernière communication, nous avions décrit l'histoire de l'huile alimentaire, depuis 1950, défini la Politique de l'huilerie française, et précisé ce que nous entendons par mélange des huiles, pour répondre à la volonté de concevoir UN PRODUIT ECONOMIQUE ET EQUILIBRE.
Nous poursuivrons avec la définition des besoins nutritionnels, afin de déterminer les types d'huiles qui conviennent à cet équilibre.

### DEFINITION DES BESOINS NUTRITIONNELS

Malgré le développement des recherches nutritionnelles et biochimiques, au cours de ces dernières années, la définition des besoins en acides gras, dans la ration alimentaire, en fonction de l'âge, de l'état de santé, et de l'activité, reste assez sommaire.
C'est à juste titre que le Groupe « Corps Gras-Protéines » a inscrit cette recherche parmi les quatre axes prioritaires pour les cinq ans à venir.
Dans l'attente d'une définition poussée des besoins, nous disposons déjà de certaines recommandations, émanant soit du document FAO/1977 :
« Le rôle des graisses et huiles alimentaires en nutrition humaine »,
soit d'articles constituant une « revue générale » de la question.
— Rééquilibrer la ration alimentaire de façon à ce que les lipides fournissent pas plus de 30 à 35 % de l'apport énergétique total; car il faut tenir compte du fait que les graisses invisibles représentent de 35 à 40 % de l'apport lipidique total.
— Avoir une répartition en acide gras :
• + 1/3 polyinsaturés,
• + 1/3 monoinsaturés.
• + 1/3 saturés.
— Maintenir les apports alimentaires en cholestérol inférieurs à 300 mg/jour.

### TYPES D'ACTIONS ENVISAGEES

Elles sont au nombre de deux.
— au niveau des graisses invisibles,
— au niveau des graisses visibles.
**Au niveau des graisses invisibles :**
Une grande partie est apportée par les produits carnés. L'utilisation de protéines végétales ne contenant pas de lipides, permettrait de diluer la phase graisse saturée de la viande.
**Au niveau des graisses visibles :**
Un rééquilibrage correspondant aux définitions des nutritionnaires, peut-être obtenu par la technologie :
— hydrogénation sélective, étudiée actuellement sur le colza avec l'Institut Français du Pétrole et l'ITERG;
— extraction sélective et fractionnement combinés ou non avec l'interstérification dirigée.

• • •

Toutes ces études sont en cours et devraient avoir dépassé le stade du Laboratoire à la fin de l'année 1985.

**Sans attendre ces réalisations,** une **technique simple :**
**Le mélange.**

Il devrait permettre de s'approcher des recommandations actuelles, car aucune huile ne correspond à un équilibre nutritionnel, en revanche, un mélange d'huiles, réalisé dans ce but, peut le permettre.
En fait, nous n'avons actuellement qu'une certitude : c'est qu'il n'existe pas en ce moment, aussi bien pour les huiles d'assaisonnement, que pour les huiles de friture, fluides et concrètes, un produit idéal, répondant selon nos connaissances, aux normes techniques idéales, tout en respectant, sur le plan organoleptique, le goût du consommateur, qui finalement, est cependant le plus intéressé.
Celui-ci ne connait pas, avec précision, ses propres besoins nutritionnels, il ne peut avoir chez lui différents types d'huiles, si ce n'est pour le goût:
— olive,
— noix.
Or, le consommateur se trouve bousculé, voire agressé, par des arguments scientifiques, utilisés fréquemment d'une façon incomplète et tendancieuse et est soumis à un matraquage publicitaire.
Ce matraquage publicitaire affirme que tel ou tel produit est meilleur qu'un autre, en basant cette affirmation sur un produit déterminé, et dans le cadre d'une réglementation qui doit être complètement révisée, on agit par sensation et intuition, c'est-à-dire, d'une façon contraire à l'intelligence.

### CONCLUSION :

L'huile susceptible de répondre au critère qualité-goût pour tous usages, reste à inventer.
L'huile de mélange devrait être composée pour respecter la répartition d'acides gras, décrite plus haut, **d'huiles de tournesol, de colza et d'olive.**
En toute hypothèse, c'est un produit qui devra comporter en mélange, pour être équilibré, certaines huiles et pourra subir certains traitements industriels d'amélioration technologique, et, ce qui est avant tout essentiel, qui repondra au goût du consommateur. Ce sera :

**L'HUILE INTELLIGENTE ET EQUILIBREE.**

Ce produit devra, en outre, répondre aux nécessités économiques, c'est-à-dire, avoir un bon rapport qualité/prix, ce qui sera possible, car les huiles entrant dans un mélange équilibré, comme le nouveau colza en particulier, devraient être un élément de réduction du prix de revient, à la distribution.
Souhaitons que les Pouvoirs Publics, saisis par l'interprofession et les scientifiques, en accord avec les consommateurs, modifient une réglementation complètement dépassée, qui n'existe qu'en France, et, qu'un nouveau texte répondant aux connaissances actuelles, favorise la production et la commercialisation de l'huile EQUILIBREE, donc INTELLIGENTE, pour la satisfaction du consommateur, par un goût agréable, et un prix raisonnable.

1.
Ils sont
plus nombreux.

2.
Ils sont
plus ouverts.

3.
Ils sont
plus accessibles.

Les PAP 1982
du crédit foncier.

Les PAP : ces 3 lettres désignent les prêts aidés par l'État pour l'accession à la propriété :

— Des prêts à taux réduit,
• pour construire votre maison,
• pour acheter un logement neuf,
• pour acquérir un logement ancien en vue de l'améliorer.

— Des prêts qui, en 1982, sont

plus nombreux :

170 000 PAP sont inscrits au budget pour mieux répondre aux besoins de logement et soutenir l'activité du bâtiment.

plus ouverts :

les conditions d'attribution et les caractéristiques financières de ces prêts les destinent à la majorité des ménages qui souhaitent accéder à la propriété.

plus accessibles :

aux côtés du **crédit foncier de france**, les organismes d'h.l.m., le crédit agricole, ainsi que les principales banques participent à leur placement.

crédit foncier de france

*Depuis 130 ans nous aidons les français à se loger.*

Delrieu. Duprat & ass. - Finances

# Politique au jour le jour

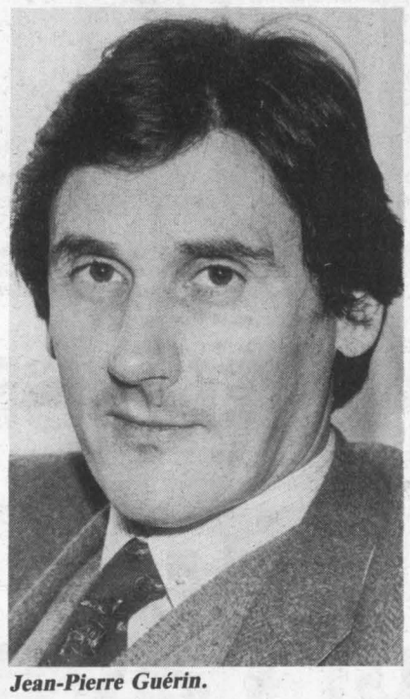
## Télévision : une arrivée et un faux retour

Tandis que la p.-d.g. de France-Inter, Michèle Cotta, après avoir longuement consulté les syndicats et l'ensemble des journalistes, s'apprête à annoncer les mesures de restructuration de sa rédaction, c'est encore la situation à T.f.1 qui a surtout défrayé la chronique cette semaine. Bien entendu, le départ de Jean-Marie Cavada, attendu depuis plusieurs semaines, y est pour quelque chose, mais aussi celui de deux grands spécialistes du reportage dont nul ne pouvait contester la compétence professionnelle, Michel Honorin et Jean Bertolino, le second payant lourdement le fait d'avoir publié dans « le Monde » un article fort critique sur l'état de sa rédaction. Celle-ci se trouve donc aujourd'hui dirigée par Jean-Pierre Guérin, ancien d'Antenne 2 et qui a su acquérir à la fois la confiance des journalistes, des syndicats et du P.-d.g. Jacques Boutet. En attendant le vote de la nouvelle loi sur l'audiovisuel, c'est à lui que revient la charge, peu aisée en vérité, de dissiper le malaise qui paralyse depuis si longtemps la rédaction de T.f.1.

Quant au « retour » de Jean-Pierre Elkabbach, dont celui-ci, avec la complicité d'une bonne dizaine de journaux qui se sont disputé ses interviews « exclusifs », avait voulu faire un événement, il a été réduit à bien peu de chose par sa médiocre prestation lors de l'émission « Apostrophes » de Bernard Pivot. L'ancien directeur de l'information de l'A.2, qui prétendait se présenter comme un « grand professionnel, indépendant de tous les pouvoirs », s'est trouvé sans voix quand son ancien p.-d.g. Marcel Jullian a déclaré tout à trac qu'Elkabbach lui avait été imposé par Giscard en 1977. Piètre réponse aussi quand il fut rappelé à Elkabbach comment il avait interdit d'antenne le journaliste Claude Serrillon coupable d'avoir voulu un jour consacrer sa revue de presse quotidienne à l'affaire des diamants. Voilà au moins deux faits précis qui n'autorisent guère l'intéressé à s'ériger en juge de la télévision d'aujourd'hui ou en martyre de l'après 10 mai !



*Jean-Marie Cavada.*



*Jean-Pierre Guérin.*

## Les truqueurs du « Figaro »... et du Département d'Etat

« Le Figaro-magazine » a publié récemment une photo de corps calcinés qui étaient censés être ceux d'Indiens mosquitos massacrés par les sandinistes au Nicaragua. Il s'agissait d'un document diffusé par les services américains et utilisé par Alexander Haig lui-même pour dénoncer l'actuel gouvernement de Managua, mais, renseignements pris, la photo, datant de plusieurs années, représentait en fait l'incinération des cadavres de victimes du dictateur Somoza. Au Département d'Etat comme au « Fig-mag » on n'est en tout cas pas étouffé par les scrupules !

## Tempête dans un verre d'eau quai des Orfèvres

La résistible ascension hiérarchique du patron de la brigade criminelle, le commissaire divisionnaire Marcel Leclerc (47 ans), est déviée de la trajectoire prévue par l'intéressé. Lorsque Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur, convoque Marcel Leclerc fin février, il lui fait une offre inattendue. Au lieu du poste d'adjoint au directeur parisien de la police judiciaire que convoitait le patron de la « Crim », le ministre lui propose d'aller réorganiser le service régional de la police judiciaire (S.r.p.j.), à Marseille. En prime, Leclerc serait promu au titre de contrôleur général. Surpris, Leclerc tergiverse. Sommé par Defferre de se prononcer, il repousse cette proposition. Là-dessus, le chef parisien de la P.j., le contrôleur général François Le Mouël, prend la mouche. Il déclare que s'il ne peut obtenir Leclerc comme adjoint, il démissionnera. « Le Figaro » et « France-soir » s'emparent aussitôt des états d'âme de ces policiers pour tenter de grossir cette affaire. Mais en voulant la politiser, la droite rend un bien mauvais service à ceux dont elle affecte de prendre la défense.




La proposition faite à Leclerc et son refus doivent-ils surprendre ? Il est vrai qu'avant même le départ en retraite de Roger Poiblanc, François le Mouël avait fait part de son désir de s'adjoindre Leclerc. Personne ne conteste d'ailleurs à celui-ci de réelles qualités professionnelles, mais son caractère exagérément autoritaire — fort peu prisé des organisations syndicales — et plusieurs affaires délicates justifiaient une certaine réserve du ministère sur ce point.

Lorsque Leclerc était patron de la brigade de recherche et d'intervention (B.r.i.), plus connue sous le nom d'« anti-gang », plusieurs excès de ses hommes leur valurent le surnom de cow-boys. Par exemple, le 28 février 1975, une malencontreuse initiative de Leclerc aboutit à une tragique méprise. L'inspecteur Jacques Pottier, de la 4e brigade territoriale, pris par les hommes de l'anti-gang pour un truand, fut abattu par ses collègues. Puis le 23 juillet de la même année, au cours d'une fusillade dans le café de Thélème, boulevard Saint-Germain, à Paris, l'anti-gang abat le gangster William Zemmour et blesse plusieurs hommes de ce clan. Dans la foulée, la B.r.i. passe sauvagement à tabac deux avocats algériens qui buvaient un verre au Thélème et qu'elle a pris pour des porte-flingues des Zemmour. Les injures racistes pleuvent alors sur les avocats au même rythme que les coups. Peu après cette « bavure », François Mitterrand s'inquiète d'un tel comportement et déclare : « L'honneur de la police, c'est de reconnaître ses erreurs. » Marcel Leclerc réplique de son côté : « Il faut se montrer indulgent envers nous. Je revendique le droit à l'erreur. » Limiter l'action de l'anti-gang à ces bavures serait malhonnête. Son action efficace a notamment permis de réduire le nombre des hold-up et plus encore celui des prises d'otages. Pour autant, cela n'efface pas certains faux pas.

Devenu patron de la brigade criminelle, service le plus prestigieux de la police judiciaire, Marcel Leclerc a hérité de dossiers difficiles. Là encore, les succès remportés n'empêchent pas de dresser un bilan en demi-teintes. L'absence de solution dans diverses affaires politiques (affaires Curiel, Goldmann, Copernic en particulier), la polémique entre le juge d'instruction Leny Joly et Marcel Leclerc — le premier reprochant à la « Crim » sa curieuse inefficacité contre les auteurs d'attentat d'extrême droite — ont créé un certain malaise. Et puis, il y a l'affaire de Brooglie et le doute qui plane sur le rôle de l'anti-gang à cette époque où Leclerc en était encore le patron. Dans tout cela, aucune certitude, rien d'établi. Mais de bien déplaisantes incertitudes.

Dans ces conditions, la proposition de Gaston Defferre n'apparaît pas, loin de là, comme une sanction. Certes, Marcel Leclerc était parfaitement en droit de décliner l'offre. En effet, la loi du 9 juillet 1966 portant organisation de la police nationale — par fusion de l'ex-sûreté nationale et de la préfecture de police de Paris (P.p.) — permet aux policiers de la P.p. de ne quitter la région parisienne qu'à leur demande, sauf en cas de sanction. Mais dans le même contexte, l'ancien patron de l'office central de répression du banditisme (O.c.r.b.), Lucien Aimé-Blanc, a fait preuve de plus de souplesse et d'esprit civique en acceptant de prendre la direction de la sûreté urbaine, à Lille. On comprend mal l'attitude de Leclerc alors que le ministre lui proposait une tâche de confiance, dans son fief marseillais, dont il entend faire un modèle de la lutte contre la délinquance. A moins d'une erreur d'appréciation de Leclerc qui, tenu de se prononcer sur-le-champ, a-peut-être mal vu l'intérêt de l'offre qui lui était faite.

Cette « affaire », ramenée aux nombreux mouvements intervenus dans la police depuis le 10 mai, perd beaucoup de l'importance que d'aucuns veulent lui donner. Au moment où les organisations de policiers sont consultées par le ministère sur le rapport Ballorgey (voir « l'Unité » numéro 453), l'avenir de la police ne tient pas au sort d'un commissaire, fût-il Marcel Leclerc. En dehors de la D.s.t., dont le directeur doit prochainement partir en retraite, et du directeur du personnel confirmé dans ses fonctions, toutes les autres directions de la police ont changé de titulaire. A quoi se sont déjà ajoutées 370 mutations de commissaires et de hauts fonctionnaires de la police. Soit, en gros, le sixième de la hiérarchie. C'est dire que le plus gros d'un ménage nécessaire a déjà été accompli. Mais cela s'est fait en souplesse, sans soulever de vagues. Seule la P.p., qui reste un Etat dans l'Etat, paraît agrippée à ses privilèges et manifeste son hostilité à un va-et-vient de policiers de haut rang entre la capitale et la province. De là à faire de Leclerc un symbole, il y a un pas. Il serait maladroit de le franchir.

**PAUL LEDUC**










*Le truquage du « Figaro-magazine »*

## Prix : un peu d'ordre

Le comité des prix devait approuver, jeudi, une modification des prix des produits pétroliers : l'essence ordinaire et le super à la baisse (moins 5 centimes) le fuel et le gazoil à la hausse (plus de 4 centimes). La nécessité d'une remise en ordre était évidente. Le marché mondial du pétrole étant ce qu'il est, le dollar, monnaie de référence pour les achats pétroliers, bougeant sans cesse et les intérêts contradictoires des producteurs, des transporteurs, des raffineurs, des détaillants et des consommateurs étant connus, il était souhaitable de définir une formule. La plus précise possible, permettant de fixer les prix des divers sous-produits. Ainsi que leur évolution en fonction des divers paramètres dont, en premier lieu le prix du baril à un moment donné.

Depuis mai 1981 les économistes ont « négocié » une telle formule. Difficile à mettre sur pied compte-tenu de l'état financier des raffineurs qui affirment être pris entre le marteau et l'enclume : les prix — divers selon la provenance et le voyage — du pétrole et ceux des dérivés ; fixés par le gouvernement. C'est une telle formule qui a été adoptée permettant ainsi de mettre de l'ordre dans l'échevau des tarifs énergétiques.

## L'épargne populaire favorisée

Lutter contre les inégalités implique de mener des actions dans des domaines fort différents. Il y a la fiscalité : l'impôt solidarité, celui sur les grandes fortunes sont un premier pas. Il y a les revenus : les statistiques publiées par l'Insee sont à cet égard révélatrices. Ce sont « les smicards » qui ont été les plus « favorisés » : leur pouvoir d'achat — ce qui est autre chose que leur revenu — a progressé de 4,2 % en 1981 alors qu'en moyenne celui de l'ensemble des salariés n'a progressé que de 1 %.

Puis il y a l'épargne populaire. François Mitterrand s'était engagé à la préserver de l'inflation. Cela va être fait. Le dernier conseil des ministres a décidé qu'à partir du mois de mai les neuf millions de Français non imposables et le million cinq cent mille payant moins de 1000 francs d'impôts annuels pourraient disposer d'un livret (deux par ménage) portant un intérêt égal à la hausse des prix. Les sommes déposées — 5 000 francs par an avec un maximum de 10 000 francs — conservant ainsi leur valeur d'échange. Cette mesure vient donc épauler l'ensemble de celles qui vont dans le sens d'une réduction des inégalités. Ce n'en est qu'un élément, mais de taille.



*François Mitterrand, en décembre 1980, devant le mûr des Lamentations.*



*Menahem Begin priant dans le même lieu.*

Sygma

# FRANÇOIS MITTERRAND EN ISRAEL

# Pour l'honneur, pour le cœur, pour l'avenir

***Le voyage de François Mitterrand en Israël répare un grave manquement de la France. C'est aussi un courageux pari sur l'avenir et la paix***

PAR CLAUDE ESTIER

EN posant le pied mercredi après-midi sur le sol de l'aéroport Ben-Gourion, à mi-chemin entre Tel-Aviv et Jérusalem, François Mitterrand a pu avoir aussitôt la confirmation que son voyage en Israël — le premier effectué par un président de la République française depuis la création de l'Etat hébreu, il y a trente-quatre ans — était bien un événement historique. Un événement dont il est encore difficile de prévoir exactement les conséquences mais qui s'inscrit dans la logique du comportement de Mitterrand bien avant qu'il s'installe à l'Elysée.

A la politique de son prédécesseur — en fait, de ses prédécesseurs — à l'égard du Proche-Orient, l'ancien Premier secrétaire du Parti socialiste avait régulièrement fait grief de chercher trop souvent à se concilier les faveurs arabes au prix d'un abandon, parfois méprisant, à l'égard d'Israël. Dans leurs relations avec les pays de la région les gouvernements français avaient ainsi laissé se créer un déséquilibre, à base de considérations fortement mercantiles et qui, en dépit de certaines apparences, privait peu à peu la France de la possibilité de jouer un rôle dans la recherche d'un règlement pacifique. Les réticences de Valéry Giscard d'Estaing après les accords de Camp David — quelles que soient les critiques que ceux-ci pouvaient justifier — n'ont pas permis à notre pays d'accompagner utilement le processus de normalisation des relations entre Israël et l'Egypte.

Ce processus doit atteindre son terme le 25 avril prochain avec l'évacuation par les Israéliens des derniers territoires occupés dans le Sinaï. Evacuation qui ne va pas sans difficulté, comme en témoignent les démêlés actuels de Menahem Begin avec les colons israéliens qui affirment leur volonté de demeurer sur place.

Ayant déjà ajourné à deux reprises un voyage annoncé aussitôt après son élection à la présidence de la République et l'ayant fait en réaction à des initiatives intempestives du Premier ministre israélien — le bombardement de la centrale nucléaire construite par la France en Irak et la décision impromptue d'annexer le Golan — François Mitterrand aurait pu attendre pour se rendre à Tel-Aviv et à Jérusalem que soit passée cette date fatidique du 25 avril. Il a jugé, au contraire, qu'il valait mieux faire le voyage avant, convaincu qu'il est depuis longtemps que tout ce qui contribue à l'isolement d'Israël ne fait qu'accroître son intransigeance. C'est un premier pari lié à ce voyage : celui que le règlement israélo-égyptien ne se trouvera pas bloqué au dernier moment et que, dans moins de deux mois, l'Egypte aura récupéré l'essentiel de ses territoires perdus en 1967, ce qui est évidemment une condition *sine qua non* pour une éventuelle relance de la négociation pouvant impliquer d'autres pays arabes.

Cette « relance » ne paraît, certes, pas se dessiner à l'horizon si l'on en juge par les réactions « dures » que le voyage du président français en Israël a suscitées de la part de pays comme la Syrie ou la Libye ou des dirigeants de l'O.l.p. dont Yasser Arafat lui-même. Mais, outre que ces réactions ne constituent pas une surprise, ils convient d'y regarder de plus près car si sujet d'étonnement il y a, ce serait plutôt de constater que plusieurs autres pays arabes se sont montrés fort discrets. On peut voir là un premier résultat positif des conversations approfondies que le président de la République, le Premier ministre, le ministre des Relations extérieures ont eu ces dernières semaines avec les responsables de l'Algérie, de la Tunisie et du Maroc, de l'Arabie Saoudite et de plusieurs pays du Golfe et, naturellement, de l'Egypte. Ce n'est pas un secret que le président français considère ce dernier pays comme une pièce maîtresse pour toute nouvelle avancée vers une solution pacifique au Proche-Orient et qu'il entend accompagner et soutenir les efforts du président Hosni Moubarak — il le lui a confirmé lors de sa récente visite à Paris — pour réintégrer son pays dans la famille arabe dont la négociation avec Israël l'avait en quelque sorte exclu. Ce soutien est d'autant plus utile que le président égyptien se trouve précisément ces jours-ci dans une situation peu confortable, soucieux qu'il est à la fois d'obtenir de Begin la restitution complète du Sinaï — qui donnera raison à son pays d'avoir signé les accords de Camp David — et de ne pas céder à l'invitation pressante de se rendre à Jérusalem — ce qui serait considéré par les Palestiniens et la majorité des autres Arabes comme une nouvelle « trahison ».



*Manifestation de colons israéliens à Yamit, dans le Sinaï.*

François Mitterrand n'était pas tenu quant à lui à de telles précautions, ayant dit dès le début qu'il entendait aller partout pour tenir partout le même langage qui peut se résumer en une phrase : il n'y aura de paix possible au Proche-Orient que le jour où Israéliens et Palestiniens accepteront de s'asseoir à la même table pour négocier, ce qui veut dire concrètement que les premiers acceptent de reconnaître le droit des seconds à une patrie, donc à un Etat et que les seconds renoncent solennellement et définitivement à ce qui figure encore dans la charte de l'O.l.p., à savoir la destruction de l'Etat d'Israël.

On est encore loin d'une telle situation et il est certain qu'à tenir ce même langage aux deux parties concernées, à insister sur le fait que chacune d'elles doit consentir une concession majeure, on court le risque de n'être compris ni d'un côté ni de l'autre. D'autant que les mots mêmes de paix et de droit ne peuvent avoir de signification simple sur une terre aussi controversée depuis tant de siècles.

Convaincu pourtant qu'en pareille matière l'immobilisme n'arrange rien, François Mitterrand a voulu accomplir cette étape israélienne — qui permet à la France de réparer un grave manquement — comme il a déjà accompli et comme il accomplira demain des étapes arabes. Au-delà des protestations de rigueur, il reste à espérer que les plus intransigeants, de part et d'autre, finiront par comprendre le sens véritable de la démarche française et que François Mitterrand n'assume pas un pari impossible quand, sans prétendre au rôle d'arbitre ou de médiateur, il cherche simplement à prouver que l'on peut être à la fois l'ami d'Israël et des Arabes. ●

# Paris, Bonn, Rome : même combat

PAR ANTOINE VIOLET

*S'IL est vrai que les grands choix de politique internationale demeurent le domaine réservé du président de la République, François Mitterrand n'a pas chômé durant les huit jours écoulés. Avant de s'envoler mercredi pour Israël, il a pu démontrer au cours de deux « sommets » consécutifs, l'un à Paris avec le chancelier Schmidt, l'autre à Rome avec les dirigeants italiens, que la France a retrouvé un rôle décisif dans la marche de la Communauté européenne, fournissant du même coup une réponse éloquente à ceux qui, dans l'opposition de droite, affirmaient il y a quelques semaines encore — les voici soudain muets — que la présence au pouvoir d'un gouvernement à direction socialiste allait conduire à une rupture avec les alliés traditionnels de notre pays.*

*C'est un vieux routier des sommets franco-allemands, le secrétaire général de la chancellerie de Bonn, qui affirmait que celui de la semaine dernière — le 39e — avait été à la fois l'un des plus chaleureux et des plus constructifs. Il a en tout cas permis de dissiper plusieurs malentendus.*

*Le premier, entretenu à dessein par les amis de Giscard d'Estaing, était fondé sur l'idée que le chancelier Schmidt s'était mal résigné à l'élection de François Mitterrand et continuait à regretter ses relations privilégiées avec son « ami » Valéry avec lequel il pouvait converser directement... en anglais. La nécessité d'un interprète n'a pas porté ombrage à la longue conversation entre Mitterrand et Schmidt et ne les a nullement empêchés d'exprimer leur volonté d'agir ensemble sur les grands théâtres mondiaux.*

*Un deuxième malentendu était né après le coup de force militaire en Pologne, le 13 décembre dernier. La relative modération du chancelier allemand semblait trancher avec la fermeté du ton employé à Paris pour condamner l'« état de guerre » à Varsovie et le rôle de l'Union soviétique dans cette affaire. Mais Helmut Schmidt a pu assurer que son langage prudent était dicté par une situation proprement allemande et par le désir de préserver ce qui peut demeurer positif, notamment au regard des relations entre les deux Allemagnes, dans l'« Ostpolitik », mais nullement par une différence d'appréciation sur le fond. Sur ce point, la déclaration commune qui a clôturé les entretiens lève toute ambiguïté puisque non seulement elle dénonce « le comportement de l'Union soviétique et de la Pologne » mais qu'en outre elle rend les agissements de Moscou « directement responsables de la détérioration des rapports entre l'Est et l'Ouest ». Ce n'est pas la déclaration publiée cette semaine à Moscou, en conclusion de la visite du général Jaruzelski, qui peut infirmer cette analyse.*

*Le troisième malentendu portait sur l'appréciation du comportement des Etats-Unis en matière de relations économiques et monétaires internationales où il apparaissait que la R.f.a. ne s'associait que très prudemment aux griefs faits à Washington par le gouvernement français. Là encore, la résolution finale est sans équivoque quand elle déclare : « Le niveau extrêmement élevé des taux d'intérêt pratiqués aux Etats-Unis entraîne, pour les économies européennes, des conséquences très graves. La France et la R.f.a. s'attacheront résolument à faire face à cette situation. » Ce qui veut dire, entre autres choses, que la coopération entre les deux pays sera accrue, notamment au plan des investissements et des grands programmes industriels et de développement technologique.*

*La plupart des observateurs ont noté que dans la rédaction de cette déclaration commune Schmidt avait fait plus de chemin vers Mitterrand que l'inverse. Il est sans doute vrai que le chancelier allemand était davantage demandeur que précédemment. En proie à des difficultés internes de toutes sortes, qui pourraient brusquement s'aggraver si les élections en Hesse, prévues à l'automne, n'étaient pas favorables au S.p.d., Helmut Schmidt ne pouvait que tirer bénéfice d'un large accord avec Mitterrand. Ce n'en est pas moins le signe que la France a repris en Europe un poids qu'elle avait peu à peu perdu.*

*La confirmation en est venue vingt-quatre heures plus tard avec la chaleur de l'accueil que le président français a reçu à Rome de la part du président de la République Pertini et du président du Conseil Spadolini. Là encore, la presse de droite n'avait vu les choses que par le petit bout de la lorgnette en mettant l'accent sur le contentieux franco-italien en matière de vin. Certes, Edith Cresson a évoqué ce dossier difficile avec son homologue italien mais les conversations du Quirinal et du Palais Farnèse ont été d'un autre niveau et ont, au contraire, montré que les dirigeants italiens espèrent désormais beaucoup d'une France qui cesse de les considérer comme les parents pauvres de l'Europe. Quelles que soient les répercussions de la nouvelle situation française sur la politique intérieure italienne (voir l'article de notre correspondant à Rome), François Mitterrand a pu noter avec une satisfaction qu'il n'a d'ailleurs pas dissimulée, que l'Italie attend aujourd'hui de Paris une relance de la coopération européenne et de la notion même de communauté, sérieusement mise à mal depuis quelques années.*

*Quant à la rencontre de François Mitterrand avec le pape Jean-Paul II, bien que « privée » et non « officielle », elle a constitué elle aussi un événement important. Les adversaires irréductibles du président de la République, tels « le Quotidien de Paris » qui avait osé titrer en première page « le diable chez le bon Dieu », ont voulu faire croire que cet entretien en tête à tête de plus d'une heure avait été consacré à la situation de l'école libre en France et n'avait abouti à aucun résultat. C'est, en réalité, beaucoup plus sur la situation internationale qu'a porté la conversation et en particulier sur la Pologne à propos de laquelle le Vatican dispose d'informations détaillées dont le pape a fait part à son interlocuteur en ne cachant pas son inquiétude quant aux conséquences de la prolongation de l'état de guerre à Varsovie.*

*Il est resté à François Mitterrand quelques heures pour « faire du tourisme » à Rome mais c'est surtout une abondante moisson d'informations politiques que lui-même et les ministres qui l'accompagnaient ont rapportée de ce voyage.* ●






François Mitterrand avec Jean-Paul II.



Avec Enrico Berlinguer.

Sygma



Avec Bettino Craxi.

ITALIE

# Les retombées de l'expérience française

## *L'idée d'une union de la gauche à l'italienne commence à prendre corps mais Craxi reste méfiant à l'égard des avances de Berlinguer*

PAR ANTONIO PARMA

***(de notre correspondant à Rome)***

*ENRICO Berlinguer pouvait paraître étonnamment souriant et loquace le 27 février dans les couloirs de l'ambassade de France à Rome à l'issue de son entretien d'une demi-heure avec François Mitterrand. Assailli par les journalistes, interrogé sur le sens de « l'expérience française », il répondait : « C'est pour nous un grand encouragement. » Peu après, sortant à son tour de son tête-à-tête avec le président français, Bettino Craxi, interpellé sur les déclarations du dirigeant communiste, se contentait de constater un peu amer : « Nous sommes sur des positions différentes. »*

*Enrico Berlinguer peut-il être considéré comme le Mitterrand italien ? Il y a plus d'un an, en novembre 1980 au lendemain du séisme qui dévasta l'Italie du Sud, il lançait ce qui allait être appelé le « nouveau tournant de Salerne ». Pour la première fois depuis la fin de la majorité parlementaire d'union nationale en janvier 1979, le dirigeant communiste appelait explicitement à gouverner sans la Démocratie chrétienne et évoquait « une alternative démocratique » au système de pouvoir D.c. Le P.c.i. se cantonnait alors dans une position dure, voyant dans l'alliance de gouvernement entre démocrates-chrétiens et socialistes une manœuvre pour l'isoler dans un ghetto politique. Mais désormais cette stratégie d'alternative démocratique tend à se préciser comme un timide début d'union de la gauche à l'italienne. Après des mois de polémique virulente contre le P.s.i. et la ligne qu'incarne Craxi — celle visant à démontrer les capacités de gouvernement et de réforme du parti socialiste — peu à peu le P.c.i. commence à lancer des appels aux socialistes pour dessiner sur un certain nombre de secteurs essentiels, notamment sur le terrain économique, des objectifs communs.*

*C'est un élément d'autant plus nouveau que jusqu'ici les communistes italiens semblaient privilégier la recherche des alliances politiques ou sociales plutôt que l'élaboration d'un programme concret de gouvernement qui leur lierait les mains. Tout au long de l'année dernière, Berlinguer et les dirigeants qui lui sont proches insistaient avant tout sur la « diversité » du P.c.i. d'avec le reste des forces politiques italiennes éclaboussées par des scandales à répétition. Une telle stratégie condamnait le P.c.i. à une impuissance de fait sur le terrain politique. Une partie importante du groupe dirigeant communiste, regroupé notamment autour de Georgio Napolitano, faisait cette analyse et soulignait que la reprise d'un dialogue plus amène entre les deux partis de gauche était fondamentale. Les mêmes hommes estimaient que le P.s.i. est porteur d'un projet réformiste dont le P.c.i. doit tenir compte.*

*Si la victoire du 10 mai en France n'est pas sans expliquer cette évolution vers l'idée d'une union de la gauche, les conséquences de la rupture de fait avec Moscou après les événements de Pologne l'ont nettement accélérée. Depuis que le Comité central s'est prononcé en faveur des thèses de Berlinguer sur la « troisième phase » (voir « l'Unité » n° 452), le groupe dirigeant communiste entend lancer une stratégie mobilisatrice d'autant que l'hypothèque du « parti à souveraineté limitée » est désormais levée et que le P.c.i. pourrait participer au gouvernement du pays. Ce qui ne va pas sans résistances internes.*

*Les pro-soviétiques proprement dits, regroupés autour de la revue « Inter-Stampa » animée par de vieux militants depuis longtemps sur la touche comme le professeur Ambrogio Donini ou Julio Cerretti, ancien secrétaire de Maurice Thorez ou le sénateur de la gauche indépendante Nino Pasti, ancien vice-commandant général de l'Otan en Europe, semblent pour le moment ne jouer qu'un rôle marginal. Ils publient des textes comme ceux du Poup ou ceux du P.c.f. mais en restent là. Ils influencent un certain nombre de cadres ouvriers dans des villes comme Milan. Leurs thèses bénéficient d'un écho assez important dans des zones rurales marquées par une forte tradition de lutte des ouvriers*

***(suite en page 4)***

(suite de la page 13)

*agricoles. Là en somme où, pour des raisons historiques, l'idée du parti comme « contre-société » reste extrêmement forte.*

*En revanche une frange plus importante de militants et de cadres se retrouvent sur les thèses d'Armando Cossuta, seul à avoir voté au Comité central contre la « troisième phase ». Ce dernier, très habilement, évite de se poser en partisan inconditionnel de l'Union soviétique. Il se présente comme le défenseur d'une tradition historique. Une idée clef : la critique de l'Union soviétique est utile, la rupture est dommageable. Il souligne à la fois qu'on ne peut liquider en un tournemain le rôle clef que joue l'Union soviétique sur le plan international comme contre-pouvoir à l'impérialisme, pour la libération des peuples du tiers monde et qu'il est tout aussi absurde de nier ce que le socialisme de l'Est a réalisé sur un plan social. Aujourd'hui responsable du secteur de l'administration locale du P.c.i., ce dirigeant milanais de 56 ans avait été exclu du secrétariat du parti en 1975 par Enrico Berlinguer qui estimait qu'il avait acquis trop de pouvoir. Evitant soigneusement toute accusation de fractionnisme, sachant que toute scission le porterait inévitablement à une totale marginalisation, Cossuta semble décidé à livrer bataille au sein du parti en vue du prochain congrès.*

*Les thèses présentées par la direction doivent, en effet, être votées et discutées par l'ensemble des militants. La réforme des*




*statuts du P.c.i. depuis 1979 prévoit qu'il est possible de constituer une majorité et une minorité sur chacune des thèses et que certaines d'entre elles peuvent être repoussées par les militants. Cossuta s'était alors opposé à cette démocratisation du fonctionnement interne du parti. Cela ne l'empêche pas aujourd'hui de vouloir en profiter et d'accuser l'actuel groupe dirigeant d'avoir pris un tel tournant politique sans que la masse du parti ait été consultée. S'il n'espère guère, semble-t-il, pouvoir mettre en minorité la direction sur ces arguments, il pense en revanche l'obliger, après que les militants fidèles à une certaine tradition se soient comptés, à composer politiquement. Son premier discours public sur ce thème prononcé à Pérouse au début de février avait été censuré par le quotidien communiste « L'Unita », ce qui avait entraîné de nombreuses protestations, non seulement des journalistes communistes mais aussi des « libéraux » au sein du P.c.i..*

*Face à ces attaques, le groupe dirigeant communiste se doit donc de bien préciser ce qui différencie le P.c.i. Dans une longue interview à « l'Unita », Berlinguer expliquait le 21 février : « Notre différence avec la social-démocratie consiste avant tout dans le fait de tenir fermement à l'objectif du socialisme, du dépassement du capitalisme et d'inciter pleinement les forces socialistes et social-démocrates à reprendre à leur compte pleinement une telle perspective. »*

*Il serait, certes, faux de croire que seuls les vieux militants sont sensibles aux nostalgies de la tradition. Mais si elle est réelle et probablement plus importante que ne le laissent entendre officiellement les porte-parole du parti, la « dissidence » reste très limitée. Un responsable communiste remarquait d'ailleurs au lendemain d'une réunion à huis clos des secrétaires de fédération du Parti qui devaient faire le point sur le débat au sein du P.c.i. : « Le tournant est difficile mais il est indispensable. Les choses n'auraient-elles pas été bien pires si, après le coup d'Etat en Pologne, nous n'avions pas pris ces positions ? »* ●

# Amérique centrale: les nouveaux plans de la C.i.a.

## *Décidé à appuyer les régimes les plus réactionnaires et à déstabiliser ceux qui ne lui obéissent plus, Reagan accentue dangereusement la tension dans la région*

PAR GILBERT SANS

POUR l'opinion occidentale, l'Amérique latine n'est décidément plus ce qu'elle était ; ou ce qu'une information, trop parcimonieuse et trop dirigée, en faisait. Finies les images d'Epinal où quelques bons princes et vaillants généraux se disputaient le pouvoir « à la bonne franquette », comme sur une scène d'opérette. Sauf quelques valets de pied en guise de faire-valoir, les peuples, eux, étaient totalement absents du spectacle.

Actualité oblige : nous commençons à mieux connaître aujourd'hui la cruelle réalité : celle des peuples qui souffrent et qui luttent. Il n'en est malheureusement guère d'autre, hormis des îlots isolés et privilégiés de prospérité relative et de démocratie politique tel que le Costa Rica.

En Amérique centrale, comme dans toute l'Amérique latine, le modèle dominant demeure la dictature — civile ou militaire — selon les conditions de la période. S'il convient de toujours se méfier des caricatures excessives, force est de constater que ces régimes dictatoriaux se caractérisent d'abord par une structure sociale ultra-rétrograde. Une infime partie de la population possède l'essentiel des moyens de production et d'échanges. Mais surtout ces bourgeoisies « compradores » (a-nationales, voire anti-nationales) sont absolument incapables de se survivre parce qu'incapables de la moindre évolution. Archaïsme social violent que ce pouvoir de l'argent et de la terre, ayant encore tendance à se considérer comme de droit divin. Pour les peuples concernés, ce n'est plus d'injustice sociale qu'il faut parler mais de surexploitation et de paupérisation absolue. Comme si elle voulait gommer l'avenir, la bourgeoisie « compradore » use du seul moyen permettant le maintien de ses honteux et inhumains privilèges : la répression, constante et généralisée. Refusant même de promouvoir le développement — économique et idéologique — d'un capitalisme moderne, les oligarchies latino-américanes vont délibérément se placer sous l'aile protectrice du grand voisin du Nord, bradant l'essentiel des richesses et ressources de leurs pays aux grandes compagnies nord-américaines.

Sur la situation actuelle faite aux peuples de la région, quelques illustrations rapides suffiront. Il n'est que de voir l'enthousiasme spontané avec lequel le régime guatémaltèque, par exemple, accueillit l'élection de Ronald Reagan. C'en était bien fini des inquiétants frissons occasionnés par la « politique des droits de l'homme » — pourtant timide — du président Carter.

Le Guatemala... « Plus de quarante personnes disparaissent chaque jour. Nombre d'entre elles sont des dirigeants syndicaux ou des personnes participant aux mouvements de travailleurs », déclarait l'an dernier le B.i.t. (Bureau international du travail). Plus récemment Amnesty International affirmait : « Un programme gouvernemental de meurtre et de torture au Guatemala, établi depuis longtemps, est dirigé depuis une annexe du palais national, sous le contrôle direct du président. » Les victimes appartiennent à toutes les couches de la société : paysans, travailleurs, professeurs, journalistes, curés, étudiants... Bastion de la contre-révolution, le régime militaire guatémaltèque reçoit ses fournitures d'armes en provenance, essentiellements de trois pays : Chili, Argentine et... Israël. Des officiers de l'armée vont se « perfectionner » à Santiago. Deux mille anciens soldats somozistes armés s'entraînent intensivement au Guatemala où ils ont trouvé refuge. Selon des sources proches de la guérilla : « L'armée secrète anticommuniste et l'Escadron de la mort, deux organisations terroristes contrôlées par l'armée guatémaltèque, se sont mises d'accord avec quelque deux cent cinquante gros propriétaires fonciers pour embaucher des mercenaires et les entraîner en vue d'une action au Salvador. Près de 5 000 hommes ont été ainsi préparés pour intervenir. »

Le peuple du Honduras, lui, n'a qu'un seul et pénible privilège : celui de partager avec Haïti la pauvreté la plus absolue du continent. Les incidents de frontière avec le Nicaragua se multiplient et un plan d'invasion de ce pays serait même prêt. Le vocabulaire éclaire encore mieux l'état d'esprit dominant régnant à Tegucigalpa. Dans un éditorial, un quotidien hondurien dénonçait ainsi délicatement : « Les féroces passions charnelles de la soldatesque canaille et usurpatrice du sandinisme. »

### *Certaines sales habitudes*

Mais pour une large part, la question latino-américaine, l'avenir des peuples du sous-continent se jouent à Washington même. Depuis l'élection de Reagan, l'oncle Sam semble vouloir récupérer pleinement certaines sales habitudes internationales. Aux Etats-Unis, nation aux aspects multiples et contradictoires, l'opinion publique joue parfois un rôle prépondérant. Et l'opinion et le pays sont encore moralement blessés par le syndrome vietnamien. Voici sept ans, à Saïgon, l'ogre mettait pour la




première fois genou à terre. Il ne s'en relèvera jamais complètement. Parallèlement, une bonne partie de la presse nord-américaine assume pleinement son rôle démystificateur. Aussi bien, les actuelles positions des Etats-Unis, belliqueuses et aventuristes, sont surtout représentatives du pouvoir institutionnel et — semble-t-il — davantage de la présidence que du Pentagone.

La Maison-Blanche et le Département d'Etat parviennent mal, par exemple, à cacher l'existence d'un plan d'intervention générale de la C.i.a. en Amérique centrale. « Chargée de soutenir les intérêts de la politique extérieure (américaine) à l'étranger », la discrète compagnie n'est généralement pas regardante sur les moyens... Selon le journal « Washington Post », la C.i.a. aurait proposé un plan visant à faciliter la création d'une « opposition politique conséquente » au régime sandiniste du Nicaragua. Pour Reagan et ses conseillers, les sandinistes ne sont — ni plus, ni moins — que des communistes et le Nicaragua un nouveau Cuba. Ils ne vont pas jusqu'à constater que c'est leur attitude intransigeante, fermée, qui a fait de Cuba et de Castro ce qu'ils sont aujourd'hui devenus. Ainsi se perdent les leçons de l'histoire. En ce temps-là, les Etats-Unis se sont infligés une défaite à eux-mêmes en poussant la révolution cubaine aux extrémités, et en préférant écouter les distingués représentants d'une mafia propriétaire du marché de la prostitution et des casinos de La Havane, plutôt que ces « barbudos » nationalistes et quelque peu déguenillés.

La même erreur historique à plus de vingt ans de distance. Et la C.i.a. qui voudrait remettre ça ! Comme si « l'épopée » de la baie des Cochons — tentative ratée de débarquement dans l'île de Cuba — n'était pas suffisante. Pourtant, les représentants du Parti socialiste français — Nicole Bourdillat et Jacques Huntzinger, secrétaire international — ont pu constater la semaine dernière à Managua, ne serait-ce que par l'accueil particulièrement chaleureux qui leur a été réservé, le caractère authentiquement national et populaire de la révolution nicaraguayenne. Ils n'étaient pas les seuls : le président mexicain Lopez Portillo — dont il est difficile d'apercevoir l'ignoble couteau entre les dents symbolique du « rouge » — avait également répondu présent et réaffirmait clairement, à cette occasion, le soutien de son pays au processus révolutionnaire et démocratique engagé au Nicaragua.

Pour la C.i.a., qu'importe ! Kennedy est bien mort à Dallas... L'honorable compagnie propose de « créer des unités d'action pour des opérations paramilitaires, politiques ou de renseignements, au Nicaragua et ailleurs ». Certains « milieux » nord-américains — pas tous — pousseraient ainsi à la constitution d'une force panaméricaine d'intervention, plus ou moins masquée. Mais les masques tombent vite. Ainsi des « conseillers » militaires argentins se trouvent déjà au Salvador. Selon certaines informations le Paraguay et l'Uruguay — encore deux démocraties exemplaires ! —

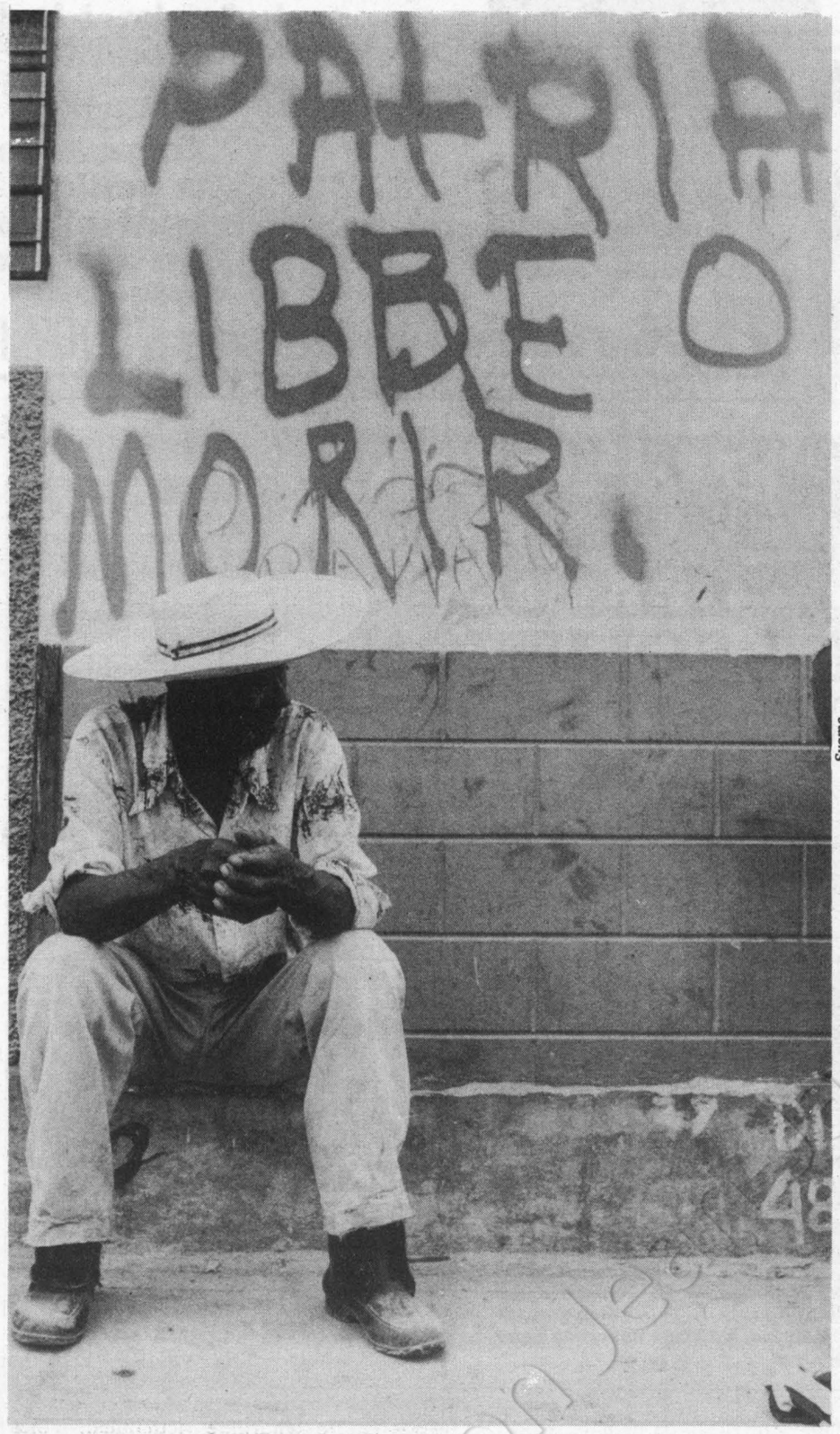
seraient également sur les rangs. Mais L'Argentine tient manifestement à être au premier rang, sans doute décidée à payer au prix fort la persistance du soutien américain à sa propre dictature. Un millier d'Argentins lutteraient déjà « contre la subversion » en Amérique centrale.

Quelques informations plus précises (et non publiées à ce jour en France) : l'intervention ouverte des forces militaires argentines dans la guerre civile salvadorienne débuterait vers la mi-mars. L'Argentine vendrait à l'armée du Salvador « un lot » d'avions anti-guérilla « IA-58 Pucara ». La vente serait incluse dans une ligne de crédit de 75 millions de dollars, concédé au Salvador par la Banque de la nation argentine par l'intermédiaire de sa succursale à New York. Toutes ces décisions ont d'abord été prises entre Washington et Buenos Aires.

Raison de plus pour accorder une particulière attention au nouveau programme d'aide U.s. — un peu moins d'un milliard de dollars —, économique et militaire aux pays d'Amérique centrale et des Caraïbes. Difficile de faire la part du militaire et de l'économique dans cette manne, somme toute modeste. Mais Cuba, le Nicaragua et Grenade en sont totalement exclus ; et, de fait, ce plan est loin de faire l'unanimité. De nombreux parlementaires américains — notamment dans les rangs du Parti démocrate — dénoncent la confusion de l'aide militaire et économique, comme sa sélectivité. A l'étranger, plusieurs pays — Canada, Venezuela, Mexique — ont d'ores et déjà émis de sérieuses réserves à ce sujet.

Les Etats-Unis voudraient-ils délibérément montrer aujourd'hui, y compris à leurs alliés occidentaux, qu'ils se considèrent comme les seuls concernés par l'évolution des événements en Amérique centrale ? Aucune consultation sérieuse n'a été sollicitée par eux auprès de pays amis. Si certaines des mesures arrêtées jusqu'ici par l'administration Reagan — soutien à la junte salvadorienne de droite, menaces d'intervention contre le Nicaragua — peuvent, à la rigueur, être seulement considérées comme de nature transitoire, elles témoignent en tout cas d'une politique étrangement à courte vue. L'évolution de la situation mondiale (rôle international de Cuba, Pologne, Afghanistan...) a sans doute ravivé de vieux réflexes ; et poussé du même coup la politique de Carter au tombeau. Depuis l'échec de ses boys au Vietnam, pour les Etats-Unis c'est la dégringolade. Reagan veut restaurer un climat de confiance moral et faire croire qu'il peut stopper cette lente détérioration. D'où ses propositions menaçantes de blocus contre Cuba, de stricte interprétation des traités avec Panama, d'interruption de toute aide au Nicaragua « marxiste » et même de rattachement — c'est fait — de Porto Rico au territoire national comme 51e Etat de l'Union.

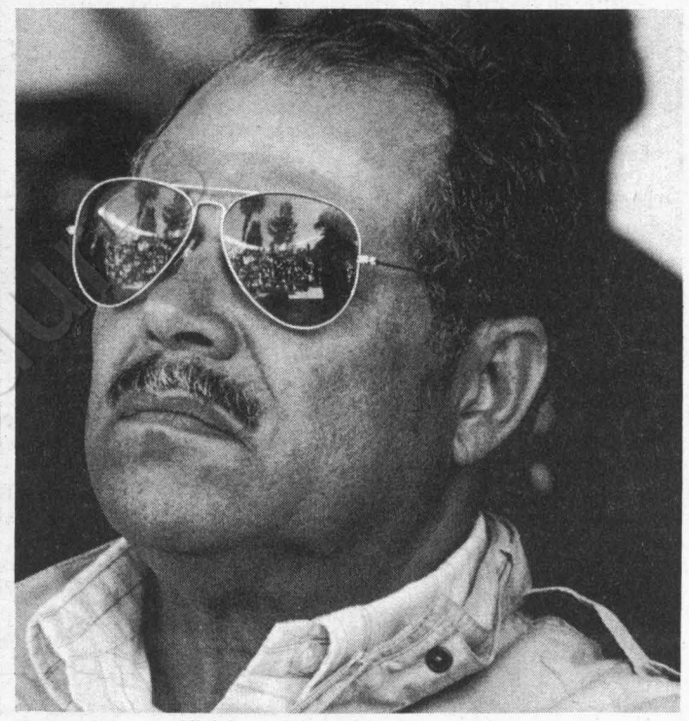
Washington tend à penser aujourd'hui que la solution de ses problèmes en Amérique centrale passe par l'isolement, la déstabilisation et la chute des sandinistes. En fait, les Etats-Unis ne redouteraient-ils pas davantage encore l'existence de cette expérience originale — virtuellement contagieuse — que celle d'un nouveau Cuba ? Aucun démocrate conséquent ne peut aujourd'hui être complice des crimes au Salvador. L'accroissement de la solidarité internationale active avec le Nicaragua est, plus qu'urgente, nécessaire. ●







Sygma



*Le candidat « officiel » au Guatemala.*

# Lionel Jospin: "L'Internationale socialiste saura proposer une voie positive et dynamique pour l'Amérique latine"

*A la suite de l'annulation de la conférence de Caracas, et à la demande de Willy Brandt, une mission d'information de l'Internationale socialiste s'est rendue la semaine passée en Amérique latine.*

*Tout juste de retour, le Premier secrétaire du Parti socialiste, Lionel Jospin, fait le point, pour « l'Unité », sur les objectifs et les résultats de la mission.*

***« L'UNITE » : Qu'en est-il des différences supposées entre les partis latino-américains et les partis européens à propos de l'Amérique centrale ?***

LIONEL JOSPIN : On ne peut pas mettre d'un côté tous les partis européens et de l'autre tous les partis latino-américains. Les interrogations sur la situation en Amérique centrale traversent les partis européens et latino-américains. Il était donc important de rencontrer un certain nombre de partis latino-américains membres de l'Internationale socialiste, ou des gouvernements directement concernés par les problèmes de cette zone. C'est ce que Felipe Gonzalez et moi-même avons fait, au nom de l'Internationale. Après l'annulation de la conférence des leaders qui devait avoir lieu à Caracas, une prochaine réunion du présidium de l'Internationale socialiste précisera l'opinion de l'I.s. à ce sujet. Car l'avenir de la zone (paix ou guerre, progrès économique ou misère maintenue, droits de l'homme respectés ou dictatures) est une question décisive pour l'ensemble de la communauté internationale. Les contacts que Felipe Gonzalez et moi-même avons pu avoir, lors de notre brève mission, avec les partis apparemment les plus inquiets, comme Action démocratique du Venezuela, me conduisent à penser que l'I.s. saura proposer une voie positive et dynamique.

***— L'annulation de la conférence de Caracas ne risque-t-elle pas d'être interprétée comme une volonté de porter un coup d'arrêt à toute politique contraire à celle de l'administration Reagan dans la région, et en l'occurrence à la politique française ?***

— Une chose m'a particulièrement frappé, c'est le très large accord exprimé aussi bien par les responsables de l'Action démocratique (Carlos Andres Perez et l'ensemble de la direction) et du P.l.n. du Costa Rica, pour les partis membres de l'I.s., que du président Royo du Panama dont le parti n'est pas membre de l'Internationale, à l'égard de la politique française et des initiatives prises vis-à-vis du Salvador et du Nicaragua. Je ne pense donc absolument pas qu'il s'agisse d'un signal négatif exprimé à l'égard des positions françaises. Ce qui est vrai, c'est que ces partis ont peur d'une évolution négative au Nicaragua entraînant des réactions américaines. Le P.s. français estime que l'annulation de la conférence est une décision regrettable mais qui appartient déjà au passé. Ce qui compte aujourd'hui, ce sont les moyens d'affirmer une politique permettant aux pays d'Amérique centrale et latine d'assurer leur indépendance et leur développement dans la justice et la démocratie.

***— Le P.s. français maintient donc ses relations avec des mouvements, non membres de l'I.s., comme le F.d.r. au Salvador et le Front sandiniste au Nicaragua. Réaffirmez-vous, aujourd'hui, la position « traditionnelle » du P.s. en faveur d'une solution politique au Salvador et votre soutien au processus révolutionnaire nicaraguayen : deux positions directement contradictoires avec la politique des Etats-Unis !***

— Le Front démocratique révolutionnaire rassemble plusieurs organisations politiques salvadoriennes, comme le M.n.r. — membre de l'Internationale — dont le président est Guillermo Ungo que j'ai d'ailleurs rencontré à Panama. Au Nicaragua, le Front sandiniste est un mouvement politique qui dirige le processus engagé dans ce pays après la chute de Somoza à laquelle il a grandement participé. C'est vrai qu'il n'est pas socialiste au sens où nous l'entendons.

La proposition d'une solution politique négociée au Salvador entre les partis en conflit me semble être la solution la plus sage, tenant compte en outre de l'incapacité dans laquelle se trouve l'armée salvadorienne — comme les groupes de guérillas — de remporter une victoire complète sur l'adversaire.

Il faut mettre un terme à une guerre dont la population civile est la première victime. Pour cela, le F.d.r. ayant fait des propositions sérieuses, il appartient à la junte de Napoléon Duarte de s'asseoir à la table des négociations. Les Etats-Unis savent bien que les prochaines élections, dont la communauté internationale ne saurait reconnaître la légitimité, ne fourniront pas une solution véritable. Il leur appartient, compte tenu de leur engagement auprès de l'armée salvadorienne, de prendre acte de cet état de chose et de favoriser la solution politique négociée telle qu'elle a été proposée dans la déclaration commune franco-mexicaine. Nous continuons à penser que les conflits civils en Amérique centrale sont d'abord provoqués par des situations d'injustice, d'inégalité et de répression et que personne n'a à gagner — en tout cas, pas les peuples de la région — à en faire des conflits Est-Ouest.

Pour ce qui est du Nicaragua, le projet original des sandinistes (pluralisme politique, économie mixte, véritable non-alignement) a reçu l'appui de l'Internationale socialiste. Pour des raisons qui tiennent sans doute, à la fois, à l'étroitesse de vue de l'administration américaine et à un certain dogmatisme des responsables nicaraguayens, le syndrome de la forteresse assiégée domine l'évolution du pays. Il importe de casser cette évolution. Il en est encore temps. C'est pourquoi j'estime que la France doit poursuivre — et sans doute accroître son aide économique, financière, culturelle au Nicaragua. Les dirigeants sandinistes doivent comprendre que l'évolution de leur pays et de leur révolution, les formes qu'elle prendra, ne les concerne pas seuls. Leurs responsabilités s'étendent au-delà du seul territoire national. Je pense que les premières réponses apportées par eux la semaine dernière à Managua, à l'important discours du président mexicain Lopez Portillo, prouvent qu'ils en ont conscience. Ces responsables sont maîtres de leurs choix. Mais il est bien qu'ils connaissent notre pensée. ●

# Petites annonces

| Tarifs | La ligne H.T. | La ligne T.T.C. |
|---|---|---|
| Offres d'emploi (minimum 5 lignes) | 22 F | 25,87 F |
| Demandes d'emploi | 12 F | 14,11 F |
| Immobilier | 18 F | 21,17 F |
| Divers | 18 F | 21,17 F |

1. Ecrivez votre texte sans aucune abréviation et comptez votre nombre de lignes. Trois lignes au minimum (47 signes par ligne blancs compris).

2. Reportez-vous au tarif et calculez le montant en fonction du prix unitaire de la ligne. L'adresse ou la domiciliation au journal sont à inclure dans votre nombre de lignes.

3. Joignez un chèque bancaire, un mandat-lettre ou un virement postal trois volets correspondant au montant final. Libellez votre titre de règlement à l'ordre de « l'Unité ». Tout courrier doit porter le numéro de référence de la petite annonce.

## DEMANDES D'EMPLOI

Réf. 193. J.h. 26 a., anglais, allemand, maîtrise histoire, cherche poste responsabilité en mairie (3 h maxi. de Paris). Ttes propositions étudiées.

Denis Espagno, Tour Cortina, 41, rue du Disque, 75013 Paris. Tél. : (16.1) 585.59.98.

Réf. 207. 25 ans, bac B, dégagé O.m. (a été secrétaire d'officiers supérieurs sous les drapeaux), sérieux, bonne présentation et élocution, forte capacité de travail, souhaite occuper un poste de secrétaire auprès d'un député ou sénateur. Disponible immédiatement.

Ecrire au journal qui transmettra. Toutes propositions étudiées.

## OFFRE D'EMPLOI

Réf. 206. Le Parti socialiste recherche une secrétaire ayant une bonne pratique de la sténo-dactylo.

Envoyer candidatures avec C.v. à Henry Pradeaux, Parti socialiste, 10, rue de Solférino, 75333 Paris Cedex 07.

***Grâce aux Auditions Publiques du samedi soir au Dépot-vente nous connaissons des centaines de jeunes chanteurs et musiciens pleins d'énergie et de talent pour vos fêtes publiques ou privées. Nous les proposons sans intermédiaire ni commissions.***

**Le Dépot-vente de la Jatte**
**92200 Neuilly**
**Tél. Gérard Vacher 637.33.99**


**transexel**

**est un groupement de Sociétés de Service, à la disposition des collectivités pour :**

**.la création**
**.l'organisation**
**.la gestion**
**.le développement**

**de leurs réseaux de transport de voyageurs.**

156, rue de l'Université 75007 PARIS - Tél: 550.32.04

**CONSTRUCTIONS METALLIQUES FILLOD : "LA SOLUTION SUR MESURE"**

• Constructions "clé en main" sur systèmes industrialisés : bureaux, établissements scolaires, crèches, salles de sports, salles polyvalentes, hôpitaux, bâtiments industriels.

• "Bâtimodules" bâtiments démontables ou unités mobiles tous usages : chantiers, bases vie, classes, bureaux, etc.

Robustes, économiques, esthétiques, fonctionnelles, confortables, modulaires, rapidement achevées, les solutions FILLOD sont toujours performantes.

**FILLOD**
constructions métalliques

PÉRIPOLE 120 - 58, rue Roger Salengro
94126 FONTENAY-SOUS-BOIS - Cedex
Tél. : 876.12.15 - Télex : Ficomet 230 313

**cinéma**
QUATRE-VINGT-DEUX

N° 279 • MARS

*entretiens avec*
***MIOU MIOU***
***GEORGES CUKOR***
***ARTHUR PENN***

*dossier-auteur*
***JEAN-PIERRE MOCKY***

*l'analyse de*
***L'ETRANGE M. VICTOR***

•

*Tous les films du cinéma et de la télé*

•

**LE CINEMA POUR ENFANT**

•

*Tous les festivals*

en vente partout
et 7, rue Cadet, Paris 9e


## Entretiens du jeudi

***De 19 à 21 h.***
***Salle Marie-Thérèse Eyquem***
***10, rue de Solférino 75007 Paris***

***11 mars : Colette Audry, membre du Comité directeur, déléguée générale à la Formation.***

***Paul Quilès, secrétaire national à l'Organisation et aux Fédérations, député de Paris.***

***18 mars : Jean-Paul Bachy, secrétaire national aux Entreprises.***

***Bernard Thareau, secrétaire national adjoint à l'Agriculture et au monde rural.***

***25 mars : Christian Goux, membre du Comité directeur, député du Var, président de la Commission des finances de l'Assemblée nationale.***

***Jean Poperen, secrétaire national à la Coordination, chargé des élections, député du Rhône.***

# Vous voulez que "l'Unité" se développe ...

***« L'Unité » est le seul moyen d'expression d'audience nationale du Parti socialiste. C'est dire l'importance du rôle que ce journal est appelé à jouer face à une presse dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle n'est pas tendre pour la gauche au pouvoir.***

***Il le jouera grâce à l'effort de tous. De l'équipe qui le conçoit et le rédige, bien entendu, et qui doit pouvoir disposer de nouveaux moyens pour faire un hebdomadaire plus vivant et plus complet.***

***Mais l'effort nécessaire pour redonner une nouvelle dynamique à « l'Unité », nous le demandons aussi à tous nos abonnés, à tous nos lecteurs, à tous nos diffuseurs militants, à tous les adhérents du Parti socialiste. Dès maintenant, chacun doit se sentir mobilisé pour contribuer à l'accroissement rapide de la diffusion du journal par l'apport de nouveaux lecteurs. Que chacun de ceux qui nous lisent fasse un nouvel abonné et nous ferons en quelques semaines un bond en avant spectaculaire.***

***Le Parti socialiste a gagné au printemps dernier la bataille des élections. Il assume aujourd'hui à tous les niveaux les responsabilités du pouvoir. Il doit avoir désormais un journal à la hauteur de cette immense tâche.***

***Bulletin d'abonnement à retourner à***

***l'administration de l'unité 10, rue de Solférino 75007 PARIS***

Je soussigné .....

demeurant .....

.....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

** abonnement d'un an (230 F)* ☐ ** abonnement de six mois (150 F)* ☐

et vous adresse la somme correspondante

☐ par chèque bancaire ☐ par chèque postal

☐ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 2.34235J.PARIS

***Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.***

Date Signature


Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 10, rue de Solférino 75007 Paris. - Tél. : 550.34.35. *Directeur :* Claude Estier ; *Rédaction en chef :* Nicole Chaillot, Guy Perrimond ; *Grands Reporters :* Michèle Kespi, Jean-Paul Liégeois ; *Rédaction ;* Marie-José Bernardot, Martine Ducousset, Fabian Gastellier, Frédéri que de Gravelaine, Emmanuèle Plas, Paul Leduc, Gilbert Sans. *Secrétariat de rédaction :* Claudine Dervaux (révision), Mauricette Duchemin (maquette) ; *Dessins :* Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Pym, Forcadell ; *Photos :* Pascal Lebrun ; *Publicité :* 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73.
*Secrétaire administrative :* Jacqueline Daimé ; *Coordination :* Ofres 118, Champs-Elysées, 75008 Paris. *Imprimerie* E.T.C. 76190 Yvetot.
*Société éditrice :* S.a.r.l. l'Unité ; *Directeur de la publication :* Nicole Chaillot ; Cadet Photocomposition, 75009 PARIS.

# Maison de la culture: on ouvre!

## *Inaugurée le 13 février dernier par Jack Lang, la maison de la culture de La Rochelle fait salle comble. Les maisons de la culture vont-elles devenir autant de "petits Beaubourg" tout en continuant à "déranger" sainement*

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

*IL a suffi d'une phrase sur Radio-La Rochelle : « Rendez-vous à tous à la maison de la culture. » C'était un mercredi après-midi. Ils ne se le sont pas fait répéter : une demi-heure après l'appel, des dizaines et des dizaines d'enfants avaient envahi le hall d'entrée de la maison de la culture, chantaient et dansaient au son d'un petit orchestre, se lançaient confettis et serpentins, se goinfraient de crêpes. Comme s'ils étaient chez eux, comme s'ils étaient des familiers du lieu. Or, l'endroit n'était ouvert que depuis une dizaine de jours...*

*Le soir même, nouvelle invasion : des adultes, cette fois. Les uns se pressaient pour aller découvrir les nouveaux films d'Agnès Varda. Les autres se bousculaient devant la cafétéria pour aller voir et entendre « Ecoute le vent sur la lande » (1), un spectacle imaginé et régi par Marc Normant d'après des contes de Pierre-Jakez Hélias. Spectacle superbe où l'on refusa du monde. Spectacle ouvert à la vie. Spectacle ouvert sur la ville : les passants s'arrêtaient et le regardaient à travers les vitres...*

*Il est manifeste que les Rochelais ont d'emblée adopté cette « maison », inaugurée le 13 février 1982 par Jack Lang, ministre de la Culture. On est loin de certaines forteresses hautaines boudées par la population. A cela deux raisons. D'abord le bâtiment lui-même : il est là depuis quatre siècles ; il fut successivement couvent et chapelle des Carmes, siège de la Société des amis de la Constitution, manufacture de tabacs, entrepôt de douanes, criée aux poissons, halles et salle des sports ; il est splendide, entièrement restauré, généreusement éclairé par la verrière dont on l'a « chapeauté ». « L'esprit » culturel, ensuite : depuis des années, Bernard Mounier, le directeur de la maison de la culture, le fait souffler sur la ville ; il ne se réfère qu'à deux notions : la création et le service public. Jack Lang a souligné qu'il fallait saluer dans cette action « un travail exemplaire engagé avec peu de moyens ».*

*On ne peut pas dire : « La Rochelle dispose désormais d'une maison de la culture. » Parce que La Rochelle « avait » déjà une maison de la culture, mais installée à l'étroit dans un théâtre municipal qui n'était pas destiné originellement à une activité pluridisciplinaire. Mais on peut dire : « La maison de la culture de La Rochelle dispose désormais d'un outil pratique et digne de son action. » Qu'on en juge : une grande salle de plus de mille places, une petite salle transformable de trois cents places, un auditorium, une salle de répétition, un centre de documentation, une galerie d'exposition ; le tout articulé autour d'un cloître où l'on peut se retrouver à l'envi. La Rochelle attendait cet instrument culturel depuis plus de quinze ans.*

*Le cas de La Rochelle n'est pas isolé : quand une maison de la culture est implantée dans une ville, elle connaît souvent une longue période de « préfiguration », pendant laquelle elle vit sans murs ou bien dans des murs provisoires et inadéquats. Quelques exemples : la M.c. de Rennes a été implantée en 1963 mais inaugurée en 1968 seulement ; la M.c. de la Seine-Saint-Denis implantée en 1973 mais inaugurée en 1980 ; celle de Créteil a dû attendre de 1968 à 1975 ; le record absolu appartenant à la M.c. du Havre puisqu'elle fut déclarée ouverte en 1961, par André Malraux, mais qu'on ne sait pas encore si ses bâtiments seront prêts avant la fin de 1982.*

*André Malraux, justement, avait promis une maison de la culture par département. La M.c. de La Rochelle n'est que la seizième du genre : la réalité a pris beaucoup de retard sur le rêve. Malraux disait, le 27 octobre 1966, à l'Assemblée nationale : « Comprenons bien que, chaque fois que nous faisons, dans une ville moyenne, une maison de la culture, nous changeons quelque chose d'absolument capital en France. » Le premier ennui, c'est que Malraux n'a pas eu souvent l'occasion de mettre ses belles théories en pratique. Le second ennui, c'est que les quelques M.c. nées sous Malraux ont bien failli mourir en bas-âge sous ses successeurs, pour cause d'asphyxie financière. Ce n'est que depuis le 10 mai 1981 que les M.c. existantes sont assurées de vivre longtemps. Ce n'est que depuis le 10 mai qu'on peut espérer voir de nouvelles M.c. s'ouvrir. A quel rythme ? A La Rochelle, Jack Lang a fait une réponse de Normand : « A l'égard des maisons de la culture comme des centres d'action culturelle, le gouvernement n'a pas d'a priori, ni pour freiner, ni pour accélérer le mouvement. »*

*La prudence de Jack Lang s'explique : il a confié à Paul Puaux, ex-directeur du Festival d'Avignon et administrateur de l'Opéra de Paris, la présidence d'une commission sur l'action culturelle qui doit remettre prochainement ses conclusions... Mais personne ne croit que le futur « rapport Puaux » puisse nier la nécessité de développer le secteur des maisons de la culture. Comment ensemencer sans s'appuyer sur ce qui existe ? Comment étendre le pluralisme et ouvrir de nouvelles voies culturelles sans multiplier le nombre des outils culturels ?*

*S'interroger sur l'avenir des M.c. c'est aussi se demander à qui en confier la direction. Sur ce point, Jack Lang n'a pas eu une hésitation : « Nous devons placer à la tête des maisons de la culture des hommes de création ou bien des animateurs ayant une formidable capacité d'imagination... » Des créateurs ? — Georges Lavaudant dirige déjà la M.c. de Grenoble et Patrice Chéreau doit prendre prochainement la direction de celle de Nanterre. Des animateurs doués d'une « formidable capacité d'imagination » ? — Bernard Mounier est l'un de ceux-là. Il n'est pas pour rien dans le choix du lieu où va désormais vivre et grandir la maison de la culture de La Rochelle. « Un endroit où l'on a vraiment envie de venir », disait l'autre jour Agnès Varda. Un endroit où, effectivement, cinq mille Rochelais se précipitent chaque dimanche.*

*Les maisons de la culture vont-elles devenir autant de « petits Beaubourg » ? Bernard Mounier, qui n'a jamais cessé de défendre en paroles et en actes ce type d'établissement culturel (il a dirigé la M.c. du Havre avant de venir à la Rochelle), est plutôt bien placé pour tenter de répondre.*



**Bernard Mounier.**



***« Traversée », création de et par Brigitte Lefèvre.***



***Inauguration par Jack Lang, le 13 février.***



***Les bâtiments « réhabilités » de la maison de la culture de La Rochelle.***

***« L'UNITE » : Ce brutal regain d'intérêt, cette ruée vers une maison de la culture ne risquent-ils pas de ne constituer qu'un phénomène éphémère ?***

**BERNARD MOUNIER :** Je ne crois pas qu'il s'agisse d'une simple curiosité passagère. Du moins, dans le cas de La Rochelle. Car il y a des constantes ici : la maison de la culture donne pratiquement sur le port ; or, le port, toute l'année, est le lieu habituel de la promenade dominicale des Rochelais ; et, l'été, arrivent les touristes... Nous risquons donc d'être submergés en permanence. Ce qui me réjouit et m'inquiète à la fois. Car nous ne disposons pas d'un personnel d'accueil et d'un personnel technique en nombre suffisant pour envisager de laisser la maison ouverte à toutes les activités du 1er janvier au 31 décembre sans interruption : cela supposerait de doubler les effectifs actuels...

Néanmoins nous essaierons d'assurer en continu, week-ends et vacances compris, du cinéma, des expositions et la radio, puisque Radio-La Rochelle est installée dans nos murs. Cette « permanence relative » me semble nécessaire, parce que les Rochelais ont « adopté » cette maison en la considérant d'abord comme un lieu de rencontres, comme une place publique. Aurait-on idée de fermer à certaines heures ou certains jours la place Saint-Marc à Venise ou les passages couverts du côté de la place du Dôme à Milan ?

***— C'est la première fois, à ma connaissance, qu'une radio s'installe dans une maison de la culture. S'agit-il d'une concession à la mode actuelle ou d'un acte réfléchi ?***

— La personne qui est à l'origine de cette initiative, Dominique Fournier, est l'animateur audiovisuel de la maison de la culture : il y a donc eu de notre part volonté délibérée et réfléchie, effectivement. Le projet est né du désir d'un certain nombre de gens de la maison s'ajoutant aux souhaits et envies de gens du secteur associatif de la ville. Un dossier a été constitué et déposé en juillet 1981 sur le bureau du maire de La Rochelle, Michel Crépeau. Il a été accepté et Radio-La Rochelle a démarré le 22 octobre 1981. Ce projet a été pensé comme un service public et, à ce titre, il rentre parfaitement dans le cadre de la loi sur les radios « locales ». Dans notre esprit, il s'agit d'une radio associative, pluraliste et communautaire. Elle est actuellement animée par près de quatre-vingts bénévoles ; mais, dès que l'application de la loi le permettra en apportant quelques subsides, Dominique Fournier a l'intention d'ajouter aux bénévoles une petite équipe de professionnels.

Qu'on ne se méprenne pas : Radio-La Rochelle n'est pas Radio-maison de la culture. Radio-La Rochelle est un véritable service public local informant sur toute la vie de La Rochelle et de ses environs : vie culturelle, vie sociale, vie politique. Magazines, programmes et journaux alternent, provoquant une animation décisive, complémentaire de l'animation créée par la maison de la culture, complémentaire mais absolument pas identique. Simplement, la maison de la culture et la radio procèdent de la même philosophie : le service public.

En permettant à une station locale de s'installer à l'intérieur de la maison de la culture, j'ai le sentiment que nous participons aussi à la démystification des médias : pour les Rochelais la radio n'est plus une mystérieuse manifestation venue du ciel ; elle est désormais accessible, elle devient un outil concret qu'on peut venir voir, approcher et même utiliser.

***— Ne va-t-on pas vous accuser malgré tout d'avoir « accaparé » cette radio ?***

— A propos de cette radio ou à propos d'autre chose la rengaine est connue : « La maison de la culture monopolise tout . » C'est un procès sans fondement. Nous n'avons jamais prétendu pouvoir couvrir tous les besoins de La Rochelle et de la région. Nous n'en avons absolument pas les moyens. Mais nous aimons nous fondre dans la richesse de la vie locale, nous intégrer dans le tissu constitué par les foyers, les centres sociaux, les maisons des jeunes et de la culture. Nous ne voulons pas régenter, nous souhaitons simplement être associés à tous les événements, « être dans le coup » en apportant ce que nous pouvons. Nous accueillons pour partie, chaque année, le Festival de La Rochelle. Nous accueillons dans nos murs la compagnie chorégraphique du Théâtre du Silence. Nous accueillons Radio-La Rochelle. Nous collaborerons à l'opération de lancement du musée du Nouveau Monde. Nous collaborerons au départ de la « transat » à la voile par équipage La Rochelle-La Nouvelle-Orléans. Nous participons à tous les appels d'air. Mais, il n'est pas question que nous portions à bout de bras tout ce qui naît et se développe.

***— Vos moyens ont pourtant été considérablement augmentés...***

— Nous avions parié sur cette augmentation. C'est-à-dire que nous avions parié sur le changement. Nous le savions, les collectivités locales aussi : sans changement politique, pas de changement culturel à attendre, donc pas d'ouverture possible des nouveaux bâtiments de la maison de la culture en février 1982. Le 10 mai 1981 est arrivé, le budget culturel du pays a été augmenté : dans ce cadre national, l'Etat a accordé

***(suite en page 18)***

*(suite de la page 17)*

une hausse de subvention de 80 % à la maison de la culture de La Rochelle. Ce faisant, il s'est contenté de rattraper l'effort de la ville et des collectivités locales. Nous sommes sonc revenus à une situation normale. Nous avons enfin les moyens de notre action. Mais, je le répète, il ne s'agit que du rattrapage d'un retard. Il ne s'agit nullement d'un bond en avant. Nous ne sommes pas en situation d'ajouter des wagons au train de la maison de la culture...

D'ailleurs, serait-ce souhaitable ? Serait-il sain qu'une maison de la culture devienne un outil à tout faire, un distributeur tous azimuts de réponses à tous les besoins ? Je ne le pense pas. Je prends un exemple : le Théâtre du Silence. Actuellement, la maison de la culture met à sa disposition une petite salle de répétition d'une taille inférieure au plateau de scène. Un jour, le Silence voudra passer à une dimension supérieure, devenir peut-être centre chorégraphique national. Faudra-t-il alors envisager d'agrandir la maison de la culture ? Il me semblerait préférable de penser, dans cette perspective, à doter le Théâtre du Silence d'une structure qui lui soit propre. Dans le futur, il sera sans doute nécessaire de mettre d'autres équipements en chantier. Mais la maison de la culture devra rester telle quelle : à la mesure architecturale de la ville de La Rochelle.

***— Mais, si les équipes de création s'en vont, les maisons de la culture auront-elles encore un moteur ?***

— Il n'est pas question de faire fonctionner une maison de la culture sans la création. Il n'est pas question non plus de tout faire dans le domaine de la création : ce serait là une ambition démesurée ; ce serait de l'éclectisme, donc du saupoudrage, de l'échantillonnage sans intérêt. Il n'est cependant pas dans nos intentions de rester immobiles, figés sur un seul mode de création. Notre ambition est autre : la pluridisciplinarité. Mais pas n'importe quelle pluridisciplinarité. Une pluridisciplinarité qui pratique la contamination. Nous essayons de briser les cloisons entre les divers modes d'expression et de faire travailler ensemble des créateurs appartenant à des genres différents : théâtre, vidéo, cinéma, danse, musique... Créer, c'est aussi ouvrir des voies nouvelles : c'est ce que nous essayons de faire à La Rochelle.

***— C'est cette originalité que Jack Lang a voulu souligner quand il a parlé de « l'action exemplaire » menée à La Rochelle ?***

— Jack Lang a peut-être réagi sur ce qu'il a vu : le jour de l'inauguration, nous l'avons « baladé » pendant une heure et demie de salle en salle à travers la maison et chaque salle était en activité de création. Nous revendiquons cette diversité d'activités, sans plus. Nous ne nous posons pas en modèle, nous ne nous considérons pas comme exemplaires. Nous sommes seulement un exemple parmi d'autres, c'est-à-dire un possible parmi d'autres. Nous assumons nos choix, mais d'autres choix sont possibles ailleurs. Voire souhaitables.

***— Il n'y a donc pas de « maison de la culture modèle »...***

— Et j'espère qu'il n'y en aura jamais ! Il n'y aura une véritable politique culturelle en France que si le gouvernement de gauche permet au cas par cas, selon les situations, à des outils originaux de voir le jour. Ce qui vaut pour une ville ne vaut pas obligatoirement pour une autre...

***— Même si l'on ne peut se référer à un outil type qui serait valable pour tous les cas d'espèces, il faut continuer à faire surgir de terre des maisons de la culture ?***

— Et comment ! Je pense que le ministère de la Culture a l'intention d'agir en ce sens. Au Havre, la maison de la culture va enfin être ouverte. La décision de construire celle de Chambéry a été prise. Ailleurs, certains centres d'action culturelle pourront parfaitement devenir des maisons de la culture si on leur donne les moyens de promouvoir la création. Les maisons de la culture sont indispensables : non qu'elles puissent répondre à tous les besoins, mais parce que leur rôle essentiel est de tous les faire apparaître. Ce qui veut dire qu'à l'avenir les maisons de la culture devront être de plus en plus nombreuses, disposer de moyens sans cesse grandissants pour elles-mêmes et pour tout ce qu'elles feront naître.

L'hôpital et la maison de la culture sont deux services publics. Mais ils n'ont pas le même but. L'hôpital a pour objectif de réduire le nombre des malades. La maison de la culture a pour mission d'agrandir sans cesse le public. Financièrement parlant, une politique culturelle digne de ce nom doit tenir compte de cette différence évidente.

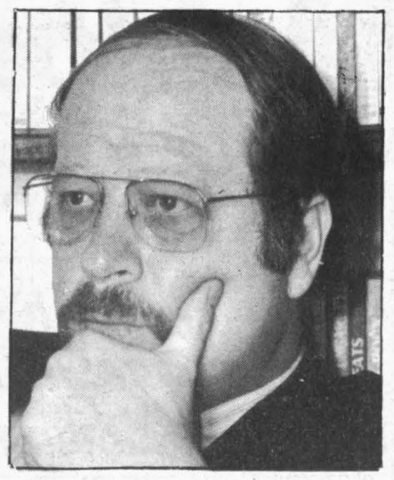
***— Cette « évidence » est loin de faire l'unanimité... si j'en juge par les articles venimeux parus dans certains journaux à l'occasion de l'inauguration de la maison de la culture de La Rochelle ?***

— Les journalistes sont libres d'écire ce qu'ils veulent. Mais, rassurez-vous, trois « papiers » orduriers sur une vingtaine de contributions dans la presse écrite nationale, à la radio et sur les chaînes de télévision, cela ne m'émeut guère. L'action culturelle, les idées de Jean Vilar, les créateurs de France ont toujours eu des ennemis et nous savons tous où ils se trouvent : à droite. Les attaques du « Figaro » et du « Quotidien » ne m'ont pas surpris. C'est leur approbation qui m'aurait étonné ! Retrouver « Libération » aux côtés du « Figaro » et du « Quotidien » ne constitue pas une véritable surprise : on pourrait sans doute partir de ce voisinage pour amorcer une réflexion idéologique intéressante... Au total, ces petites « saloperies » me font plutôt plaisir : elles prouvent la vitalité des maisons de la culture ; elles prouvent que ces établissements ont toujours le pouvoir de déranger ! ●

*(1) « Ecoute le vent sur la lande » est aussi un disque (Le Chant des hommes CH 001), disponible à l'adresse suivante : « Le Chant des hommes », 36, rue Sainte-Marthe 75010 Paris. Téléphone : 240.37.52.*

## La chronique littéraire de Claude Glayman

# Tout sur tout



### *Pour étancher une fringale de savoir voici une pluie de dictionnaires et d'encyclopédies*

OH ! la fringale d'encyclopédisme. Plus se multiplient les connaissances sur le monde et plus dans l'homme s'enracine le désir d'en maîtriser toutes les données. On connaît le succès des variétés d'encyclopédies en X volumes vendues par courtage. Les mauvaises langues assurent qu'il faut voir là un besoin de remplir utilement, noblement, des mètres de rayonnages dans des ameublements et des appartements conçus sur mesure.

Les magazines traînent sur les tables des dentistes et des coiffeurs, les séries du savoir ennoblissent les salons d'une classe moyenne désireuse d'étaler un savoir qu'elle n'a, précisément, pas. Et si elles avaient tort ces mauvaises langues, et si la nostalgie de la synthèse universelle traduisait un désir profond de connaître et de comprendre ! On s'expliquerait mieux alors cet engouement pour les dictionnaires, les œuvres complètes ou les intégrales musicales.

L'encyclopédie prélude a la 1re République (un livre vient de paraître qui retrace « l'Aventure de l'encyclopédie » ; il est écrit par un universitaire américain, Robert Darnton, avec une préface d'Emmanuel Leroy-Ladurie, chez Perrin). Plus accessibles, plus populaires, se présentent les entreprises de Pierre Larousse qui publie « le Grand Dictionnaire universel du XIXe siècle » entre 1863 et 1876. Jules Ferry n'est pas loin et une certaine bourgeoisie française se laisserait volontiers convaincre que son système de connaissances et de valeurs est universel.

Sous cet angle Monsieur Homais ou Bouvard et Pécuchet, ces créatures de Flaubert, en appellent, par déduction dérisoire, à la dénonciation d'un pseudo-savoir global... dont la bêtise, bien sûr, serait le fort. Mais retour aux choses sérieuses. En un siècle l'entreprise Larousse a lancé quatre grandes opérations de dictionnaires, soit, en quelque sorte, une par génération. La dernière avait correspondu chronologiquement à l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle. Aujourd'hui, avec celle de François Mitterrand, en commence une autre qui a nom « le Grand Dictionnaire encyclopédique Larousse » dont le premier volume vient de paraître, traitant de la seule lettre A.

Bon nombre de mutations expliquent que l'on ait besoin d'un nouveau dictionnaire tous les vingt ans : les évolutions plus qu'évidentes de la science et de la technologie (l'Airbus supplante la Caravelle, etc.), le développement de nouveaux mots (en 1960 « autogestion » est un mot quasi inconnu, utopique, aujourd'hui il est tombé dans le domaine de tous les jours et a d'autant besoin de précisions sémantiques ; toujours en 1960, « audiovisuel » couvre une notion naine, embryonnaire, aujourd'hui l'extension est infinie, elle exige les compléments d'un encadrement exact) ; le changement des mœurs, leur diversification expliquent par exemple qu'au terme d'« amour » on ait naguère fourni une conception avant tout et surtout hétérosexuelle (aujourd'hui, nigaud apparaîtrait le « dico » qui rejetterait l'homosexualité dans l'ombre) ; le savoir lui-même s'est approfondi sur les mêmes choses : en 1960 le poète Apollinaire est perçu presque exclusivement comme un poète, un manieur de mots, ses relations avec les peintres, le travail du dessin et de la couleur ont été mieux mises en évidence depuis. Il n'empêche qu'au banc d'essai certains mots n'ont guère varié dans leur définition : « andante » ne bouge guère en vingt ans. La musicologie est-elle le côté faible du nouveau Larousse ? On aurait tendance à le penser non sans regret : par exemple on aura relevé le silence sur les « Variations Abegg », l'opus 1 des compositions pianistiques de Robert Schumann.

Reste une présentation qui privilégie le dessin, l'illustration, la couleur et qui suggère une image complète, clairvoyante, presque séduisante de l'univers. A quoi s'ajoute un format maniable et beaucoup plus pratique que naguère. On oserait presque dire que le design du nouveau Larousse présente bien, agréablement. Et l'on notera, pour achever la louange, que très régulièrement les volumes seront mis à jour en suivant le cours rapidement évolutif des données sémantiques et des significations. De quoi tenter plus d'un de nos lecteurs !

Le « Petit Larousse de la peinture » (un coffret de deux volumes) ou bien le « Larousse agricole » constituent des auxiliaires de choix pour ceux qui désirent plonger dans une spécialité. Ce sont les branches d'un même tronc. Sans doute faudrait-il prévenir que l'iconographie est plus parcimonieuse dans ces productions annexes. Les cahiers photos ponctuent ici et là le Larousse de la peinture, laissant les noms de peintres dans leurs noirs intitulés d'imprimerie, sans vignette, sans renvoi immédiat d'images. Problème de finances dont les effets ne sont tout de même pas excessivement fâcheux et qui ne réduisent guère l'utilité de ces articles de référence.

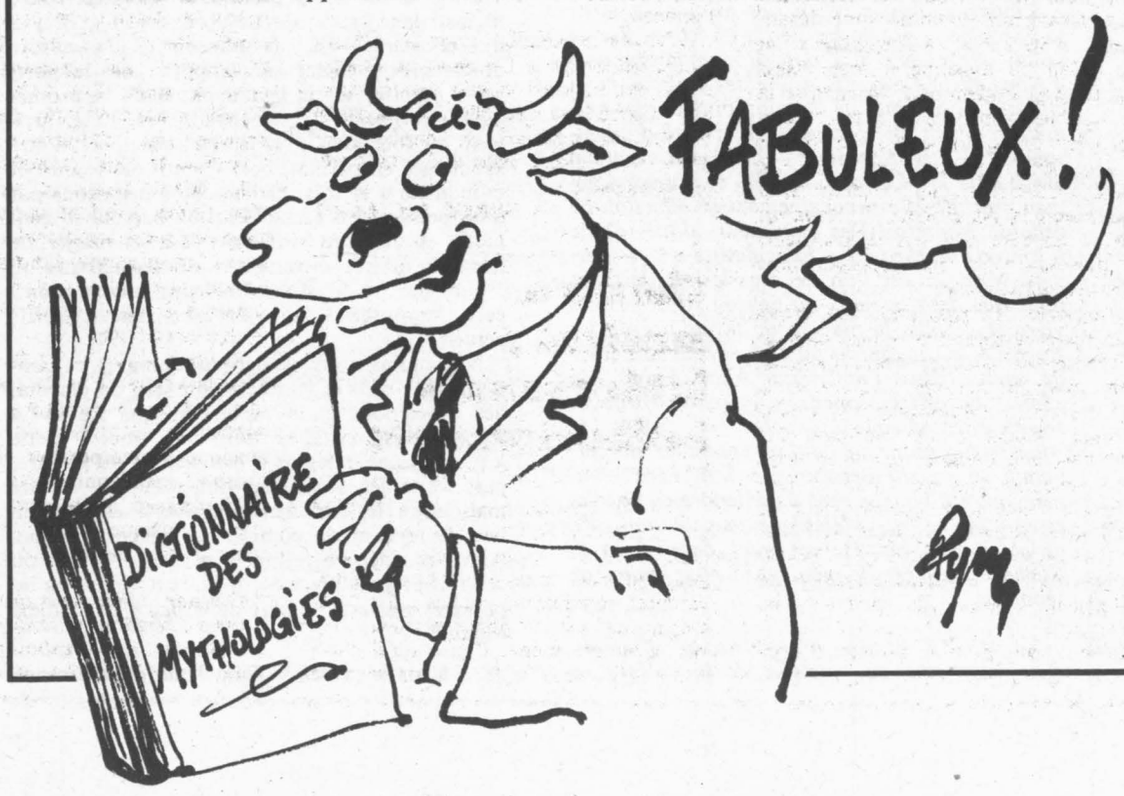
Autre entreprise d'une ambition folle que celle du « Dictionnaire des mythologies » publié en deux volumes chez Flammarion sous la direction d'Yves Bonnefoy. Même tentative de répondre à un besoin de savoir qui se trouve cependant transformé en une curiosité typiquement intellectuelle. Ce n'est pas le lieu ici de s'étendre sur les modalités et les causes du développement de l'interrogation des mythologies. Conquête de l'espace historique, mutation structuraliste, exercice lucide de l'exotisme et de ses tourismes, profusion de l'intervention psychanalytique ont, tour à tour et ensemble, magnifié les mythologies. La réalisation de Flammarion se présente dans un luxe de précisions savantes (une liste impressionnante de collaborateurs atteste l'authenticité de ce savoir), de multiplicités géographiques et historiques, d'illustrations graphiques qui en font un véritable album d'art doublé d'un non négligeable complément d'appendices bibliographiques du plus grand intérêt. Reste, comme cela a été soulevé, à se demander si l'individu de base (comme vous et moi) pourra aisément compulser cet impressionnant bottin des secrets de la marche du monde. Pour y aller ne faudra-t-il pas déjà savoir ce que l'on ira chercher, en d'autres termes n'a-t-on pas inversé un processus en faisant du curieux un savant réduit au lieu d'en faire un ignorant désireux de combler ses lacunes, en toute bonne foi mais aussi par définition en ignorance de cause ? Toutefois si la perplexité demeure, on ne saurait dénier une fabuleuse réussite qui défie le lot commun des beaux livres qui nous sont régulièrement proposés.

Par opposition on signalera « l'Histoire de la littérature française » de Paul Guth (deux volumes également chez Flammarion) dans la mesure de sa vulgarisation délibérée. Les troubadours de notre Moyen Age qui parcouraient les grands chemins de château en château sont présentés comme allant « chaque été de casino en théâtre de verdure comme font nos Bécaud et nos Trenet », Froissart devient « le premier des grands reporters » et Madame de Sévigné « la veuve joyeuse ». Ici le lecteur est pris par la main, on le caresse dans le sens du poil, on flatte son ignorance et aussi son appel à la pédagogie. Si l'on fait abstraction de certaines excommunications de Paul Guth, Rousseau ou Saint-Simon, on conviendra de l'aménité de cette histoire qui met à la portée de tous un savoir considérable.

Incommensurable spécialiste du jazz devant l'Eternel, Jacques Réda, qui officie dans la « Nouvelle Revue française » et dans « Jazz Magazine », vient de nous proposer une « Anthologie des musiciens de jazz » (Stock - Musique) qui faisait largement défaut sur le marché du livre français. Plus de cent musiciens, américains mais également européens, classés par ordre chronologique, présentés sur deux ou trois pages dans leur brève biographie et une fine analyse du style, le tout complété par des éléments de sélections discographiques. Travail soigné, précis où l'on reconnaît le coup de patte de l'écrivain des « Ruines de Paris » et qui comble un vide dont paradoxalement les aficionados n'étaient pas les plus victimes. Et pour cause !

De même cet amusant et utile « Paris sur zinc » auquel Raoul Villette, son auteur, donne en sous-titre « Guide des bons bistrots et de certains autres » (le Dernier Terrain vague). Réjouira-t-il les amateurs et ceux qui semblent dédaigner les cafés ? Brèves et bienvenues descriptions sociologiques, par exemple sur le mobilier des bars ou les cafés pour immigrés, etc., prolongées de listes plus précieuses qu'on ne l'imagine. Savez-vous toujours où donner rendez-vous à celui ou à celle que vous attendez ?

Tout sur tout ! Programme d'une boulimie de l'esprit humain auquel répond une autre boulimie, celle des éditeurs de livres. Sous réserve d'un choix tempéré on peut harmoniser les deux boulimies. Nous ne prétendons être utile à rien d'autre qu'à cela.




## Gershom Scholem

***Au moment où le président Mitterrand effectue son voyage historique en Israël, on soulignera la disparition quasi simultanée du grand penseur israélien Gershom Scholem (il était né en 1897). Spécialiste incontesté de la Kabbale, il était également et plus généralement celui du judaïsme et de sa spiritualité (cf. ses deux maîtres livres « le Messianisme juif » et « Fidélité et utopie » chez Calmann-Lévy). J'ai lu l'été dernier le remarquable ouvrage qu'il a consacré à Walter Benjamin sous le titre « Histoire d'une amitié » (toujours chez Calmann-Lévy). Ce fut une lecture bouleversante et captivante qui donne une image profonde de cet autre grand penseur que fut Walter Benjamin. Traducteur de Proust en allemand, spécialiste de Baudelaire, initiateur de la critique de la reproduction picturale, il fut l'ami de Brecht et tenta de concilier « son marxisme » avec le judaïsme. Tentative que lui contestait Gershom Scholem jusqu'à son suicide tragique en 1940 au moment de sa fuite en Espagne pour échapper aux troupes nazies. Scholem était de ces intellectuels admirables, et supérieurs j'oserais dire, comme il en manque trop aujourd'hui.***

# Culture au fil des jours

## La noire méchanceté de Labiche ne supporte pas la médiocrité

Monsieur Perrichon part en voyage. Monsieur Perrichon, accompagné de Madame et de Mademoiselle, découvre le train, la civilisation, le progrès, la société humaine et la mer de glace. Il s'extasie, promène un ego gigantesque par monts et par plaines ; cadenasse tranquillement ses compagnes dans leurs rôles secondaires de femmes dévouées et obéissantes et signe d'aberrantes platitudes remplies de fautes d'orthographe sur le livre d'or d'une auberge.

Perrichon ou la bêtise. La sottise crasse, noire, impossible ; la débilité vaniteuse et sans souci. Labiche a aiguisé sa plume, rempli son encrier de vitriol et sacrément pimenté son buvard : voici bien l'un des portraits les plus hauts en couleurs, les plus génialement caricaturaux qui soient. Et encore ! Perrichon, lui, n'est pas méchant. Idiot mais bon, finalement... Tandis que les autres ! La méchanceté nue, l'hypocrisie larvée... Pendant que Perrichon déploie ses kilomètres de vanités candides, ce ne sont que combats, pièges, calculs en toile de fond.

Terrible auteur ! La société bourgeoise du siècle dernier avait trouvé en lui son plus féroce peintre : non seulement le canevas de ses pièces était toujours enlevé, cocasse, merveilleusement agencé ; mais le comique, sous son apparence de falbalas légers, charriait l'accusation, la dénonciation. Ainsi va « le Voyage de Monsieur Perrichon » : aventures drôlatiques d'un pauvre bougre au premier abord mais aussi photographie cruelle des mœurs d'un temps jadis (pas toujours si révolu que ça, d'ailleurs) lorsqu'on fait fonctionner les tiroirs secrets.

Pour les trouver, pas besoin d'être passé par hypokhâgne. Ils sont là, à portée de vue, dans la mécanique subtile de l'écriture. Dans « Perrichon », par exemple, ils sont flagrants : d'un côté les péripéties de la bourgeoisie et d'un autre, en couplets chantés à la fin de chaque acte, l'apparition de la classe « inférieure » — les domestiques, jardiniers, femmes de chambres venant narrer à leur manière la vie d'alors, ses coutumes, ses douleurs... N'est-ce pas une trouvaille d'écriture géniale que ces ruptures de ton où l'on fait chanter ceux qui n'avaient qu'à se taire ?

Labiche est tellement grand, tellement évident qu'il faut sans doute que Jean le Poulain soit atteint d'une myopie gravissime pour que son « Voyage de Monsieur Perrichon » ait gommé toute la saveur de la critique sociale au profit d'un divertissement de patronage. Autant le jeter crûment sur le papier : c'est consternant. Les décors de Jean-Denis Malclès, d'une laideur à hurler ; les costumes bonbons, les tressautements permanents des protagonistes — tout est réuni pour la catastrophe. Ou la honte. Labiche doit se cogner le squelette dans sa tombe : il ne reste plus rien de son « Perrichon ». Balayées, les chansonnettes à double tranchant, elles sont devenues de simples moments de distraction où l'on piaille faux...

Adieu donc les subtilités de la construction dramatique, voici l'ère des tics et des trucs. Jean le Poulain est un Perrichon superstar comme au bon vieux temps d'« Au théâtre ce soir » : peu lui importe la pièce, il a organisé la soirée en festival personnel et s'offre sur un plateau avec sourires béats et clignements d'œil. Il n'a même pas besoin (surtout pas besoin, quelle horreur, on entendrait Labiche !) d'ouvrir la bouche pour être applaudi. C'est Louis de Funès dans « Oscar ». Seuls Michel Aumont (Majorin) et Michel Duchaussoy (Daniel) réussissent, par moments, à tirer leur épingle de ce jeu de massacre. C'est peu. C'est insupportable. On a comme l'impression que, surtout, il ne fallait pas penser ; que la consigne était à l'autocensure, au mensonge, à la trahison. Mais tel est pris qui croyait prendre : Labiche en mécanique drôle dans ses ressources critiques ne fait plus rire personne. Jean le Poulain s'est trompé d'auteur : pour le french cancan des jeux de mots, il fallait plutôt miser sur Feydeau.

En lever de rideau, avant ce consternant spectacle, autre tristesse : « le Plaisir de rompre » de Jules Renard — petite merveille d'observation, de justesse d'écriture, de sensibilité amère passée à la moulinette de l'ennui. Renard écrivait pourtant là un acte unique bien grinçant ; une scène de rupture terrible parce que neutre, calme, plate et noyée sous le sordide langage de l'argent. Mais Geneviève Casile joue comme en 1830 et Raymond Acquaviva récite. Dommage pour le metteur en scène, Yves Gasc, que l'on a connu plus inspiré.



*Orson Welles et Simone Signoret.* Sygma

Résultat : trois heures de claustrophobie dans le Saint des saints devenu, cette fois, le sarcophage du classicisme meurtrier.

Comme le soupirait déjà le triste Antiochus chez le bon vieux Racine : « Dans l'Orient désert, quel devint mon ennui »...

FABIAN GASTELLIER

** Théâtre national de la Comédie Française, en alternance, 20 h 30.*

## Cinéma : Ave Cesars, ceux qui vont revenir vous saluent !

On est bien contents pour Antenne 2. Non seulement cette chaîne a le monopole — pardon, il n'y a plus de monopole... l'exclusivité donc — de la retransmission de la Nuit des Césars, mais ce sont deux de ses coproductions qui triomphent : « la Guerre du feu » et « Diva » font le plein de petites statuettes dorées. Pour les heureux papas aussi, on est bien contents : pour le courageux culot de Jean-Jacques Annaud visant plus loin et plus haut qu'habituellement le cinéma français ; et pour les promesses de Jean-Jacques Beineix s'il se débarrasse vite des artifices chics de « Diva » et de ses trucs « mode » filmés à la manière des spots publicitaires ou de feu « Dim Dam Dom ».

N'empêche, on s'interroge un peu. Si l'on n'était pas sûr de la parfaite honnêteté de la compétition, on se dirait qu'Antenne 2 est vernie, vraiment vernie. Il est vrai que le cinéma, c'est la vie, et que la vie est une loterie, air connu. Donc le cinéma est une loterie.

On se dirait aussi que ce double coup de chance tombe spécialement bien pour les potentialités commerciales que les deux films représentent : un grand marché national pour « Diva », jusqu'alors cantonné à quelques salles « cinéphiliques » ; et une confirmation pour la carrière internationale, bien entamée, de « la Guerre du feu ».

On se dirait enfin qu'un pareil doublé ne laissait guère de chances à leur compagnon d'écurie, Bertrand Tavernier, pour un « Coup de torchon » assez dérangeant (comme sont dérangeants « Stalker », « Excalibur » et « le Salon de musique », trois films gigantesques évidemment absents de la sélection étrangère). Guère de chances non plus à un hypothétique Huron cinéaste, quel que soit son talent : le vote des Césars est fait par deux mille professionnels du cinéma. Et tout un chacun sait bien que, paradoxalement, les professionnels en question vont assez peu au cinéma !

N'importe, ils sont très fiers d'eux et ils s'applaudissent bien fort lors de la cérémonie ultime, cette fameuse Nuit. Samedi dernier, malgré tout, deux moments d'émotion vraie, quand Andrzej Wajda a été accueilli sur scène par Jack Lang et quand on a pu dire « welcome » au grand Orson. Mais le reste a flotté entre l'atmosphère de distribution des prix au lycée de Montargis et la jovialité forcée de la remise des Oscars, cette institution américaine qu'imitent comme ils peuvent les Césars.

Ce qui vaut pour le tableau d'honneur des cinéastes vaut également pour



*Andrzej Wajda et Jack Lang.* A.f.p.

les autres distributions de bons points. Le César musical disputé entre Ennio Morricone, Francis Lai, Michel Legrand, Philippe Sarde et Vladimir Cosma, quelle audace ! De même pour les comédiens : Dewaere, Piccoli, Serrault, Noiret, Adjani, Deneuve, Huppert, Marielle, Marchand, Stéphane Audran, Nathalie Baye, l'imagination triomphe. Pour tout vous dire, Baye a gagné... comme l'an dernier. Et aussi Michel Serrault... comme en 1979. J'avais tort : le cinéma des Césars ne ressemble pas à la vie parce que la vie est une loterie, mais parce qu'elle est un manège. Qui tourne en rond jusqu'à ce que quelqu'un décroche l'anneau.

L'année prochaine, pour les Césars 1983, on songe à Deneuve et Depardieu, qui se morfondent depuis deux ans. Cependant que Nathalie Baye et Serrault se mettront en réserve pour 1984. Ave Césars, ceux qui vont revenir vous saluent.

SERGE RICHARD

## Théâtre musical : intéressants balbutiements

Etrange spectacle que ce « Liebestod ». Bancal. Ni réussi, ni raté. Assez bien construit pour nous intéresser jusqu'au bout mais aussi terriblement cérébral, compliqué, confus... Le théâtre musical est un genre périlleux. De par sa nature même. Parce qu'il cherche à allier deux styles ; à marier une structure dramatique à une structure musicale sans que, jamais, l'une prenne la prédominance sur l'autre. Difficile alchimie. Cet exercice de funambulisme, qui passionne les compositeurs les plus divers depuis une bonne dizaine d'années, n'en est encore qu'à ses balbutiements. Pas question de lui porter l'estocade ; mieux vaut encourager la recherche — même si elle doit s'accompagner de longs tâtonnements et de quelques hésitations tristounettes.

Georges Aperghis, qui a beaucoup œuvré pour le théâtre musical (en Avignon notamment), se réclame aujourd'hui de l'opéra. « Liebestod », dit-il, est un opéra. Bon. Mais, dans ce cas, pourquoi fuir perpétuellement ce dont on se réclame ? Pourquoi s'intituler opéra et contourner les règles de base de l'opéra ? C'est à croire que les compositeurs français d'aujourd'hui ont peur de renouer avec la tradition ; avec les conventions, même si on les habille d'une forme nouvelle pour les besoins de la musique contemporaine. Résultat : ni chant, ni mélodie, ni livret compréhensible, mais une succession de notes tenues et une histoire — un fragment d'histoire — qui se dédouble, se raconte elle-même. En bref : une soirée musicale qui ressemblerait à un reflet déformé d'un opéra.

Le sujet de « Liebestod » est romantique à souhaits : il s'agit de faire revivre, à partir d'une lettre lue au magnétophone par la merveilleuse Edith Scob, l'histoire d'un amour impossible : celui de Bettina Brentanno pour Karoline von Günderode dans l'Allemagne des années 1800 où rôdent les ombres de Goethe et Hölderlin. Amour et mort (Günderode devait se suicider) ; mort d'amour, « Liebestod » met en scène deux Bettina et deux Karoline qui s'attirent l'une l'autre, se rejettent, se retrouvent, se séparent.

Sorte de cérémonial, de rituel magique où la passion ne peut éclore réellement que dans le trépas, cette courte (une heure trente) marche vers le souvenir, la poésie, l'exaltation (légèrement hystérique) du mouvement romantique n'est pas sans charme. Dans un beau décor de Yannis Kokkos (une sorte de grotte de sable brun où trône, cassée, une statue de pierre grise), le metteur en scène Pierre Barrat arrive à donner naissance à de saisissantes images : la tache rouge de la robe de Bettina, le geste vingt fois répété du suicide etc. La partition d'Aperghis, elle, propose presqu'une mise à mort des voix de femmes qu'elle maintient sans cesse dans un registre aigu dangereux. Héroïques, Claudine le Coz, Armelle de Frondeville, Marie Duisit et surtout Sigune Von Osten jonglent merveilleusement avec des notes impossibles et des acrobaties terrorisantes. On reste confondu devant une telle agilité mais a-t-on songé à l'avenir vocal de ces toutes jeunes cantatrices ?...

Si vous jugez qu'après Bela Bartok c'est le règne de la cacophonie agressive, évitez « Liebestod ». Mais si, au contraire, vous êtes de ceux que la musique contemporaine attire, allez-y. Cette curiosité qui opère la rencontre d'un univers résolument passéiste et d'une musique totalement moderne laisse d'assez beaux souvenirs.

F.G.

** Colmar, théâtre municipal : le 5 mars ; Mulhouse, théâtre municipal, le 13 mars et Strasbourg, opéra du Rhin, les 16, 18, 19 et 20 mars.*

## Jazz : Levallet, as et roi

S'il fallait, dans le monde du jazz européen, dire qui incarne la fidélité, un nom viendrait aussitôt : Didier Levallet, contrebassiste et compositeur. Fidèle à ses amitiés : les socialistes d'« Unitélédis » en savent quelque chose. Et fidèle à sa propre personnalité musicale : Levallet n'est pas de ces girouettes qui tournent à tous les vents stylistiques. Insoucieux des modes, il va son chemin à lui.

Non qu'il ne sache prêter le bourdonnement élastique de sa basse à une expérience autre, comme au « Yes, please » (disque In and Out) du grand orchestre biracial du Sud-Africain exilé Chris Mc Gregor. Mais, de préférence, Didier aime creuser son propre sillon, sa propre musique, comme avec « Ostinato » (In and Out, distribution Musica Records), en réinventant chaque fois la géométrie variable de son orchestre.

Il ne faudra donc rater Levallet ni en trio à cordes à La Tanière, rue de la Glacière, ces 4 et 5 mars, ni aux excellents « Jours du jazz » de Grenoble (6-14 mars), dans un autre de ses rôles : animateur de stage. Il y aura là aussi le pianiste Eddie Louiss, le big band de guitares de Gérard Marais... Bref, tout ce que la musique improvisée française offre de plus excitant si l'on y ajoute l'effervescent violoniste de « Attachez vos ceintures » (JMS), Didier Lockwood. Celui-ci ouvrira, le 31 mars, le Festival de jazz de Strasbourg, conclu le 3 avril par un débat inédit sous cette forme : l'Etat et le jazz, auquel — outre Alain Brunet et le député Rodolphe Pesce — il se peut que Jack Lang vienne participer.

S.R.

## Le mythe Pollock à Beaubourg

Le centre Pompidou a aujourd'hui cinq ans. Ça se fête, même si c'est un jeune âge. Alors voici un cadeau royal, sous la forme de la dernière exposition présentée dans l'immeuble de verre : « Les chefs-d'œuvre de Jackson Pollock ». Rarement un accrochage aura été aussi bien réussi ; rarement la qualité des toiles présentées aura atteint un tel sommet.

C'est simple : dès l'entrée, on comprend tout. Pollock offert, étalé sur l'immense espace des murs blancs, nous est immédiatement lisible. Parce qu'il est servi par le lieu, par les grandes salles qui n'étouffent pas ses toiles géantes mais les laissent, au contraire, s'épanouir, se prolonger l'une à l'autre, se compléter. On saisit l'univers de Jackson Pollock d'un seul regard parce que les œuvres se répondent en écho, se suivent et que l'unité de style du peintre nous saute aux yeux, comme ça, tout de suite.

Un peintre fascinant. Né en 1912 dans le Wyoming, alcoolique, dépressif, mort brutalement dans un accident de voiture en 1956, Jackson Pollock fut d'abord fortement inspiré par Picasso (et plus particulièrement « Guernica ») comme le prouvent les toiles des années 1934-1938 où la composition cubiste prédomine. Mais petit à petit Pollock devait se conquérir une écriture (c'est le mot) personnelle où le mouvement, tour à tour ordonné ou libéré, devait être le seul (et complexe) langage de la toile. C'est la grande transition, celle des années 1942-1947, juste avant que Pollock n'abandonne les procédés de peinture classique pour se consacrer au « dripping » — ce système qui consiste à jeter la peinture à l'aide d'un bâton sur la toile posée à même le sol.

Les « drippings » sont les œuvres les plus célèbres de Jackson Pollock. Elles sont peut-être les plus belles mais, surtout, les plus explosives : le rythme fort mais aéré de « Autumn Rythm number 30 » ; le rythme inquiet, torturé, violent de « One, number 31 » ; les couleurs délicates du jaune, du bleu opposées aux symphonies du noir et blanc : tout cela est unique, fabuleux et compose le « mythe Pollock ».

Car il y a un « mythe Pollock ». Né de la biographie de l'artiste plus que de ses toiles. Ce cow-boy communiste désenchanté qui traînait sa neurasthénie à travers l'Amérique entière charriait volontiers avec lui l'image de Steinbeck et des « Raisins de la colère ». Sa mort tragique, sa vie tragique, sa profonde force novatrice qui a fait naître, curieusement, une peinture d'hymne à la vie permanente : voilà les composantes de cette légende de « maudit génial » qui ont aujourd'hui fait de Pollock le peintre le plus cher des Etats-Unis.

F.G.

** Exposition Jackson Pollock — jusqu'au 19 avril.*

BEBE-EPROUVETTE

# Bravo Amandine, gare à Mr Hyde!

## *C'est beau la science, c'est fantastique la technique mais vivent les garde-fous. Il ne faut pas qu'Huxley ait eu raison*

PAR MARTINE DUCOUSSET

MEME « Qui Police » reculerait devant l'impubliable: « Madame X, 25 ans, vient de donner naissance à son frère. Fils de ses grand-parents, sorti du ventre de sa sœur, l'enfant se porte à merveille. » Scénario invendable ? Pas si sûr. A l'ère du bébé-éprouvette et des embryons congelés, toutes les manipulations sont possibles. Imaginons un instant la pauvre mère de Madame X, catastrophée parce qu'une nouvelle grossesse mettrait sa vie en péril. Pourquoi donc ne pas faire appel aux spécialistes de la fécondation en bocal ? L'ovule rencontre in vitro le spermatozoïde du conjoint, le cocktail prend si les dieux se montrent favorables, et l'œuf ainsi obtenu se retrouve très vite au congélateur, dans l'attente du ventre féminin qui acceptera de le loger pendant neuf mois. Et si la mère « porteuse » n'est autre que la propre fille de Madame X... Imbroglio juridique garanti : l'enfant, fils et frère de sa mère, peut dire maman à sa grand-mère, ou bien mamie à sa vraie génitrice.

Voilà l'apocalypse façon Huxley qui repointe le bout de son nez. Tout ça à cause d'Amandine, cette charmante fillette de 3,5 kg qui a poussé son premier cri le 24 février dernier à la maternité de l'hôpital Antoine-Béclère de Clamart, Amandine, le premier bébé-éprouvette français, conçu grâce à l'acharnement et à la compétence de ses pères spirituels : Jacques Testart et Bruno Lassalle, qui travaillaient à l'unité de recherche sur la physiologie et psychologie de la reproduction humaine de l'Inserm (1), et René Frydman, gynécologue-accoucheur dans le service du Pr Emile Papiernik, à Clamart.

« In vitro » : littéralement dans un tube en verre. Mais les blouses blanches se refusent à parler d'une quelconque fabrication d'embryon en éprouvette. Parce que si l'ovule ne rencontre effectivement son spermatozoïde de prédilection qu'à l'extérieur du ventre maternel, l'œuf bientôt formé est immédiatement réimplanté — après sa division en huit cellules — au fond de l'utérus. Il y effectue sa nidation et poursuit alors sa croissance comme n'importe quel ovocyte « naturellement » fécondé.

Pas l'ombre d'une manipulation — génétique ou autre — dans cette technique mise au point et éprouvée par les fameux docteurs Edwards et Steptoe, pionniers du bébé in vitro. Qu'on se souvienne : c'était le 25 juillet 1978, à l'hôpital d'Oldham, près de Manchester. « And here she is ! », titraient les journaux britanniques, qui n'en finissaient pas de s'extasier sur la naissance miraculeuse de la petite Louise Brown. Oui, miraculeuse, parce que la science à ce point tenait tout bonnement du prodige. Lesley, la mère du bébé, était stérile. Incurablement stérile, pour cause de trompes bouchées. La trompe, c'est ce petit canal qui relie l'ovaire à l'utérus, c'est le chemin qu'emprunte le spermatozoïde pour rencontrer l'ovule. Le moindre obstacle, et tout est raté : la jonction ne peut se faire.

Devant ce type de stérilité, presque toujours d'origine infectieuse (tuberculose, maladies vénériennes, infections génitales, salpingites, appendicite négligée, etc.), les médecins sont désarmés. La microchirurgie tubaire n'est efficace que dans 30 % des cas environ. Restent alors, pour les couples désireux de pouponner, deux solutions : l'adoption, ou bien la fécondation in vitro, pratiquée désormais avec succès en Angleterre, aux Etats-Unis et en Australie, champion toutes catégories du bébé-éprouvette avec quatorze naissances en l'espace de deux ans.

Keystone



*René Frydman et Jacques Testart à l'hôpital Antoine-Béclère de Clamart.*

Youpi et cocorico ! Voilà qu'à son tour la France peut s'enorgueillir d'un bébé pas tout à fait comme les autres. L'équipe de Béclère a multiplié les tentatives pour en arriver là. Du 15 octobre 1980 au 15 décembre 1981, 129 essais ont eu lieu dans le service du Pr Papiernik, sur 109 femmes sélectionnées. Résultat : 93 % d'échecs, et sept débuts de grossesse, dont deux réussies jusqu'à présent : Amandine qui vient de naître, et un second bébé prévu pour juillet.

Pas facile de féconder « in vitro ». Les équipes françaises engagées dans l'entreprise — notamment celle de Jean Cohen à l'hôpital de Sèvres et celle de Jacques Salat-Baoux à l'hôpital Tenon — le savent bien, qui surveillent jour après jour la manière dont se comporte l'œuf nouvellement implanté dans l'utérus. Opération délicate. La plus délicate : le phénomène de rejet est fréquent. Au terme des deux premières semaines, 20 % seulement des embryons survivent. Soit deux fois moins que pour un développement naturel de l'œuf. Taux d'anomalies plus élevé chez les ovules fécondés en éprouvette ? Peut-être. C'est en tout cas l'argument choc de ceux qui critiquent la fécondation « in vitro », et réclament, comme en Grande-Bretagne, la création d'un moratoire ou l'arrêt du financement consenti aux équipes.

Pourtant, la faible proportion de grossesses peut s'expliquer aisément : d'abord par les aléas d'une technique d'implantation qu'il faudrait sans doute améliorer — des chercheurs y travaillent actuellement —, ensuite par le caractère nettement insuffisant d'une seule intervention. Les chances de fécondation au premier essai sont minimes, qu'il s'agisse d'une rencontre naturelle ou d'une fabrication « in vitro ». La jeune mariée — ou la jeune concubine — doit au moins attendre huit mois pour avoir à 70 % une chance de procréer.

Mieux vaut donc, quand on se lance dans la technique de l'éprouvette, mettre toutes les chances de son côté : provoquer chez la femme, par stimulation hormonale, une ovulation artificielle et recueillir ainsi non pas un, mais plusieurs ovules parvenus à maturité. Ovules destinés à la congélation, mais qui seront réimplantés dans l'utérus si la première tentative de bébé « in vitro » a échoué. Avantage de la méthode : fournir sans risques du matériel aux médecins. Et c'est important, quand on sait que la cœlioscopie, l'intervention chirurgicale qui permet de prélever les ovules, peut se révéler dangereuse à la longue. Avec l'œuf congelé, plus de problème : pour peu que la première implantation ait raté, la seconde est possible dans les semaines qui suivent.

Quatre embryons humains sont actuellement conservés à l'Institut national de la recherche agronomique (Inra) de Jouy-en-Josas. L'un d'entre eux doit d'ailleurs bientôt réintégrer le ventre d'une des pensionnaires de la maternité d'Antoine-Béclère. Expérimentée depuis longtemps déjà sur les animaux (vaches, brebis, souris, etc.), la technique de congélation est parfaitement au point. Conservés à une température de — 196° dans l'azote liquide, les embryons ne survivent pas trop mal, merci pour eux. En fait, ils attendent leur destination. Mais le hic, c'est qu'il peut y avoir déviation et détournement de la destination en question...

Continuons à fantasmer à la manière d'Huxley : et si un couple, après congélation d'un embryon qui lui appartient, décidait de se désintéresser de l'histoire ? Qui devient alors propriétaire de l'œuf fécondé, et qui a le droit de le détruire ou bien de l'implanter dans un utérus totalement étranger ? Autre hypothèse : le marchand de bébés qui ferait commerce d'embryons pour couples stériles. Les cas de figure sont multiples : femme stérile parce qu'elle ne peut produire des ovules viables, et qui pourrait, grâce à une donneuse fécondée par le sperme de son mari, porter et donner naissance à un enfant qui ne serait génétiquement pas le sien ; ou bien si l'homme et la femme sont tous deux inféconds, il est possible d'imaginer une mère portant l'embryon conçu par un autre couple ; par ailleurs une femme « porteuse » peut très bien accueillir l'œuf d'une autre femme atteinte d'une anomalie utérine (c'est le cas de Madame X). Et pourquoi un transsexuel ne réclamerait-il pas la transplantation abdominale d'un embryon ?

Le meilleur, ou le pire des mondes ? C'est beau, la science, c'est fantastique la technique, mais vivent les garde-fous ! Au train où vont les choses et les fécondations tous azimuts, les petits enfants du siècle prochain risquent de nous étonner. Malgré la science qui galope, malgré la sophistication des procédés, c'est comme si on cueillait les bébés dans les choux, comme si l'extrême rigueur scientifique rejoignait la légende. Bien sûr, les fables de mémé ont fait leur temps, mais comment oublier Charles Perrault et les frères Grimm quand la baguette du médecin-magicien vous donne un bébé tout rose et tout frais alors que ledit bébé n'avait théoriquement aucune chance de voir le jour ? Avant, c'était de la sorcellerie. Aujourd'hui, c'est le progrès en marche. Demain, ce sera de la science-fiction devenue réalité. Comment réagir, coincés que nous sommes entre l'obscurantisme haïssable et la peur d'un futur programmé par les biologistes ?

Les chercheurs eux-mêmes se posent des questions. Pour éviter un désordre possible en matière de reproduction humaine et génétique, ils souhaitent la création d'un comité d'éthique, composé par exemple de juristes, de psychologues, de théologiens, d'associations d'usagers, de syndicats et de médecins. Histoire de se protéger contre les retombées d'une science qui va vite, très vite. Se protéger, et se forger, au milieu des éprouvettes et dans les laboratoires, une morale. Parce qu'il faut qu'Huxley se soit trompé. Sinon, le monde deviendrait vite invivable. Conscient de l'enjeu, le gouvernement a réagi illico. Jack Ralite : « Nous devons faire un effort d'imagination pour aborder l'aspect éthique de ces problèmes. » Et Jean-Pierre Chevènement : « Il serait judicieux que le comité consultatif d'éthique médicale qui existe à l'Inserm devienne commun à l'ensemble des organismes de recherche français concernés, et comprenne également des magistrats, des représentants des principales familles spirituelles, ainsi que des usagers. »

La balle est dans le camp de qui voudra bien la prendre. Les éprouvettes sont des joujoux qui se manient avec prudence. Amandine, c'est une réussite exceptionnelle. Le Père Noël a délaissé les cheminées au profit des tubes fécondants. C'est génial, c'est inouï, c'est miraculeux. Mais gare aux utilisations abusives. Les Mister Hyde du bouillon de culture pourraient s'en donner à cœur joie. ●

*(1) Institut national de la santé et de la recherche médicale.*




*Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52325*